

Supplément « Sans visa » Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14290 - 5 F

SAMEDI 5 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Impasse au Salvador

WASHINGTON a sans doute perdu l'occasion de se taire, à propos du Salvador. Le Pentagone a laissé entendre, en effet, que les trois conseillers militaires américains abattus dans leur hélicoptère par la guérilla salvadorienne, mercredi 2 janvier, ont été en fait « exécutés » à terre par leurs assaillants, après que leur appareil eut atterri « de manière contrôlée ». Or cette version est démentie par les paysans interrogés sur place par les journalistes : les témoins de l'incident affirment même que c'est à la demande des guérilleros qu'ils ont tenté de porter secours aux militaires blessés, lesquels sont morts des suites des blessures reçues dans l'appareil.

La version américaine se fonde sur des informations de l'armée salvadorienne, qui a perdu pour tant depuis longtemps toute crédibilité. Déjà, lors de l'assassinat des six jésuites de l'université centraméricaine de San-Salvador, en novembre 1989, l'ambassade des États-Unis avait emboîté le pas à la droite au pouvoir, en attribuant la responsabilité du massacre au Front Farabundo-Martí de libération nationale, alors en pleine offensive dans la capitale. Depuis, c'est grâce à la complicité de Washington que le gouvernement de M. Alfredo Cristiani a débordé à la justice les commanditaires de la terreur, lesquels se situent au plus haut niveau de l'armée.

L'INCIDENT de l'hélicoptère révèle donc, non pas la présence de conseillers militaires américains dans la guerre civile salvadorienne, car elle est connue depuis longtemps, mais la tentation de Washington de couvrir les mensonges et les crimes d'une armée alliée. C'est le Congrès américain qui, il y a trois mois, a tenté de mettre la loi à cette complicité embarrassante, en décidant que la moitié des 85 millions de dollars d'aide militaire promise en 1991 au gouvernement salvadorien serait bloquée, s'il n'y avait pas de progrès dans les pourparlers de paix et dans les poursuites judiciaires contre les assassins des jésuites.

Les pourparlers ont commencé il y a neuf mois, sous l'égide des Nations unies, et ils ont surtout amené le gouvernement et la guérilla à constater leurs désaccords. Le Front Farabundo-Martí de libération nationale demande la dissolution de l'armée, et la poursuite devant les tribunaux des nombreux militaires coupables de violations des droits de l'homme. Le gouvernement de San-Salvador répond que l'existence de l'armée n'est pas négociable. Le médiateur désigné par l'ONU en juge autrement, puisqu'il propose de réduire ses effectifs des trois quarts et de former une commission pour juger les criminels de guerre.

POUR l'instant, c'est l'impasse. Les militaires font tout, évidemment, pour saboter un processus qui aboutirait à condamner ou à éliminer nombre d'entre eux. Chez les guérilleros, il est difficile de distinguer qui domine, des partisans d'une solution négociée ou des jusqu'au-boutistes : l'offensive qu'ils ont déclenchée à la fin novembre - en utilisant pour la première fois des missiles sol-air soviétiques - n'est sans doute qu'une façon d'appuyer leurs exigences lors de pourparlers compliqués.

Que les deux adversaires doivent faire des concessions, cela semble inévitable, aucun n'étant en mesure de l'emporter.

L'élection présidentielle
au Guatemala

L'évangéliste Jorge Serrano
favori pour le second tour

Lire page 6 l'article
de BERTRAND DE LA GRANGE

M0147 - 0105 0 - 5.00 F



M. James Baker attendu le 8 janvier à Genève

Les tentatives se multiplient pour éviter la guerre dans le Golfe

Les tentatives se multiplient pour éviter une guerre dans le Golfe. Cependant, Bagdad n'avait toujours pas réagi, vendredi 4 janvier en fin de matinée, à la proposition formulée la veille par M. George Bush d'une rencontre, entre le 7 et le 9 janvier à Genève, des chefs des diplomatie irakienne et américaine, MM. Tarek Aziz et James Baker, lequel est

attendu le 8 janvier dans cette ville. Cette initiative a été présentée par Washington comme la dernière offre de dialogue direct avant l'échéance du 15 janvier. A Luxembourg, les douze membres de la Communauté européenne devaient décider vendredi de l'opportunité ou non d'une démarche parallèle de la CEE auprès du régime de M. Saddam Hussein.

En annonçant publiquement, jeudi 3 janvier, ce qu'il a appelé sa « dernière tentative pour faire les derniers pas vers la paix », c'est-à-dire en offrant un ultime choix, de dates à Bagdad pour une rencontre américano-irakienne début janvier à Genève (nos dernières éditions du 4 janvier), c'est quasiment un ultimatum que le président Bush a lancé à M. Saddam Hussein.

« Pas de négociations, pas de compromis, pas de tentatives pour sauver la face et pas de prime à l'agression », souligne-t-il dans le texte transmis au régime irakien et dans lequel le président américain rappelle que le cadre ainsi défini de la rencontre de Genève - où

M. Baker a déjà annoncé qu'il arriverait le 8 janvier - n'est que la répétition des « mêmes conditions » posées précédemment par Washington au dialogue projeté. Un dialogue que Saddam Hussein a, jusqu'à présent, évité en jouant sur le calendrier. Il a, en effet, écarté les dates proposées par Washington - entre le 20 décembre et le 3 janvier - pour exiger que la rencontre, à Bagdad, du secrétaire d'Etat James Baker et du numéro un irakien se déroule le 12 janvier, soit le plus près possible de l'échéance du 15 janvier - fixée par l'ONU pour un retrait irakien du Koweït.

Le temps mis par Bagdad pour

répondre à l'offre de M. Bush semble révéler un certain embarras des Irakiens, qui ne sont certainement pas enclins à donner l'impression qu'ils vont à Canossa. Certains diplomates occidentaux en poste à Bagdad se déclaraient, jeudi après-midi, convaincus que l'Irak répondrait « positivement » à la proposition de M. Bush.

YVES HELLER
Lire la suite page 3
Lire également
Adresse
au roi de Jordanie
par MAREK HALTER
page 4

Les premiers pas du président Walesa

Le nouveau chef de l'Etat polonais veut mettre en place un véritable régime présidentiel

« La grande politique se déplace au Belvédère » (1), relevait ces jours-ci le porte-parole du président Lech Walesa, M. Andrzej Drzyzalski. Depuis son investiture par le Parlement, le 23 décembre, M. Walesa se montre un chef d'Etat fort différent à la fois de son prédécesseur - ce qui n'étonnera personne - et du turbulent candidat à la présidence qu'il fut au cours des der-

niers mois - ce qui n'étonnera pas non plus ceux qui le connaissent bien. Depuis que le gouvernement était tombé aux mains de Solidarité, en août 1989, le général Jaruzelski s'était essentiellement employé à faire oublier qu'il était le premier personnage de l'Etat. M. Walesa, lui, a aussitôt saisi les rênes, et d'une main ferme. Passé les premiers ratés de la formation du gouvernement,

avec l'abandon de l'avocat Jan Olszewski, le nouveau locataire du Belvédère procède méthodiquement à des consultations et nominations, afin de « verrouiller » aussi sûrement que possible tous les pièges que la difficile situation du pays peut laisser prévoir.

La principale innovation que M. Walesa est en train de mettre en place est le « conseil politi-

que », sorte de conseil consultatif auprès de la présidence de la République, rassemblant tous les courants politiques du pays. Cet organisme n'est pas prévu par la Constitution et ses compétences sont encore assez floues.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 5
(1) Siège de la présidence de la République à Varsovie.

Sur les traces de Dubuffet

Une excellente rétrospective à Francfort
En attendant celle de Paris ?

FRANCFORT
de notre envoyée spéciale
Depuis la mort de Jean Dubuffet, en 1985, nombre d'hommes lui ont été rendus en Europe et aux États-Unis, jusqu'à cette rétrospective de Francfort, fort bien faite, mais qui donne à penser, elle aussi, que la grande exposition reprenant toutes les dimensions de l'artiste, l'un des plus grands de la deuxième moitié du siècle, reste à faire. Tant mieux, car il va de soi que c'est à Paris qu'il convient de l'organiser, sans attendre l'an 2001, l'année du centenaire, pour la justifier.

L'organisateur de l'exposition de Francfort, Thomas Messer (avec le concours de la fondation Dubuffet), ne manque pas d'humour, si on en croit ce qu'il a choisi à l'affiche qui l'annonce dans toute la ville : le tableau intitulé *Volonté de puissance* qui représente un individu mâle montrant rageusement les dents parce qu'il est privé de bras. L'ancien directeur du musée Guggenheim qui connaît son Dubuffet par cœur, au moins jusqu'au cycle de L'Hourloupe, ne manque pas non plus de finesse. On le voit au choix des pièces et

dans leur agencement au fil d'un parcours respectueux du cours varié, imprévisible et tortueux de l'œuvre. Il y fait valoir grands marceaux et petites choses éclatantes. Les peintures et les dessins sont montrés ensemble - c'est l'originalité de l'exposition - ce qui n'a pas dû être commandé à mettre en place. Les étapes de la création sont toutes représentées, y compris sa « pré-histoire ».

Par « pré-histoire » il faut entendre ces peintures ingrates, rarement montrées - principalement des portraits - des années 20 et du milieu des années 30, qui correspondent aux deux fausses entrées de Dubuffet dans la carrière artistique ; la vraie datant de 1942. A cette date, il abandonne son commerce de vin et décide, non sans « morosité » parce que ne se trouvant pas les dans requis, de se consacrer à la peinture. En amateur regardant plutôt du côté de la production des enfants - l'art des musées, dira-t-il, ayant perdu tout intérêt pour lui. Et rebelle n'ayant même pas l'excuse de la jeunesse : en 1942, Dubuffet a quarante et un ans.

GENEVIEVE BREERETTE
Lire la suite page 11

VOUS ÊTES AU BORD DU DÉPÔT DE BILAN !
JE VAIS VOUS ENVOYER AFFLELOU !



Le gouvernement veut affirmer l'autorité de l'Etat en Corse

Après l'annonce par le gouvernement, jeudi 3 janvier, de sa volonté de renforcer l'autorité de l'Etat en Corse, l'opposition de droite reste très critique et réclame toujours le retrait du projet Joxe.

Lire également

- M. Kiejman appelle les magistrats à une plus grande « pugnacité » par DANIELLE ROUARD
- Gagnants et perdants par JEAN-LOUIS ANDRÉANI
- Les obsèques du maire de Soveria par DOMINIQUE LE GUILLEDOUX pages 8 et 9

La guerre civile en Somalie

La France et l'Italie se préparent à évacuer les ressortissants étrangers page 6

Budget soviétique

Moscou est parvenu à un accord avec les quinze Républiques page 5

Les élections en France

- Le calendrier des consultations jusqu'à 1998
- Un bilan des « parités » de 1990 page 10

Baisse des ventes d'automobiles

1990, bonne année pour Peugeot mais mauvaise pour Renault page 21

Emploi des jeunes

Développement des contrats à durée déterminée page 22

Les Etats-Unis et les séropositifs

L'entrée sur le territoire américain pourrait être autorisée page 26

L'année 1990 de Plante

Douze dessins pour douze mois page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

ERICA JONG
NANA BLUES

Je suis une femme sous l'emprise d'une obsession. Je suis assise là, à côté du téléphone et j'attends qu'il appelle. J' imagine son corps, ses lèvres moqueuses sur les miennes, son dard recourbé et, entre le désir et la lutte, son air, je ne suis plus dans le champ dévasté. C'est lui qui est le pire, c'est lui de l'anti-désir. L'homme qui me per-

Ph: Giorgio

Grasset

POUR LE PLAISIR, TOUT SIMPLEMENT

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 2,20 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Chili-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRÖ; Espagne, 175 PTA; G.B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Italie, 50 p.; Japon, 2 000 Y.; Luxembourg, 33 F.; Norvège, 13 KRÖ; Pays-Bas, 2,50 FL.; Portugal, 150 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 14 KRb; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

الصحف

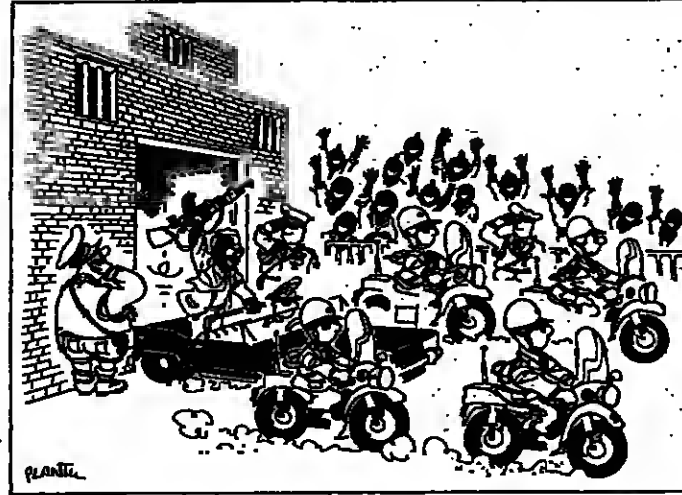
L'ANNÉE 1990 par PLANTU

JANVIER



URSS : Mikhaïl Gorbatchev doit faire face aux affrontements entre nationalistes arméniens et azéris.

FÉVRIER



AFRIQUE DU SUD : libération de Nelson Mandela.

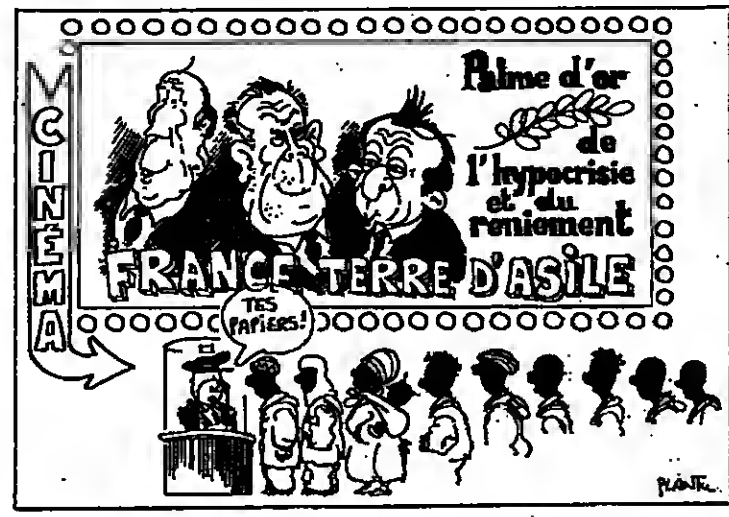
MARS



FRANCE : le PS et les autres partis politiques sont agités par de profondes divisions.

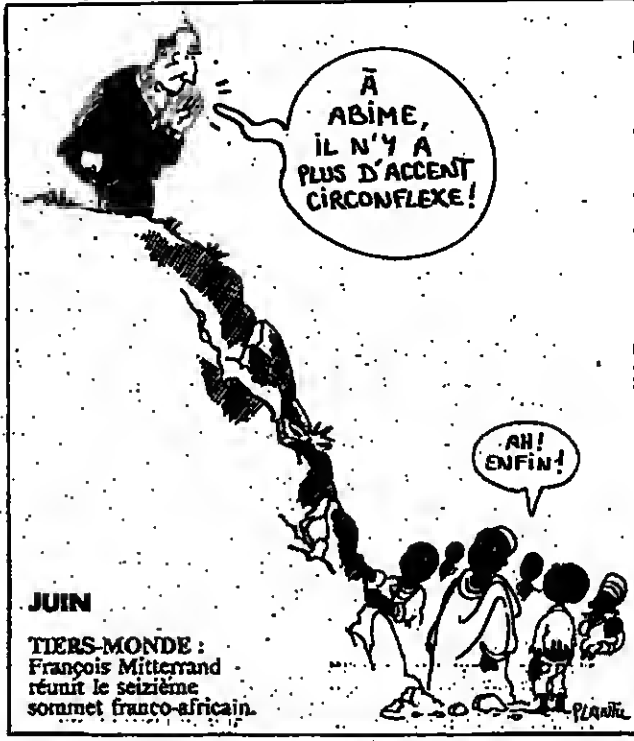
AVRIL

JUSTICE : Christian Nucci bénéficie d'un non-lieu et de la loi d'amnistie dans l'affaire du Carrefour du développement.



MAI

IMMIGRÉS : le PS renonce à la revendication du droit de vote pour les résidents étrangers.



JUIN

TIERS-MONDE : François Mitterrand réunit le seizième sommet franco-africain.

JUILLET



RPR : Jacques Chirac calme les dissensions au sein du mouvement gaulliste.

AOUT

IRAQ-KOÛEÏT : l'armée irakienne envahit le Koweït.



SEPTEMBRE

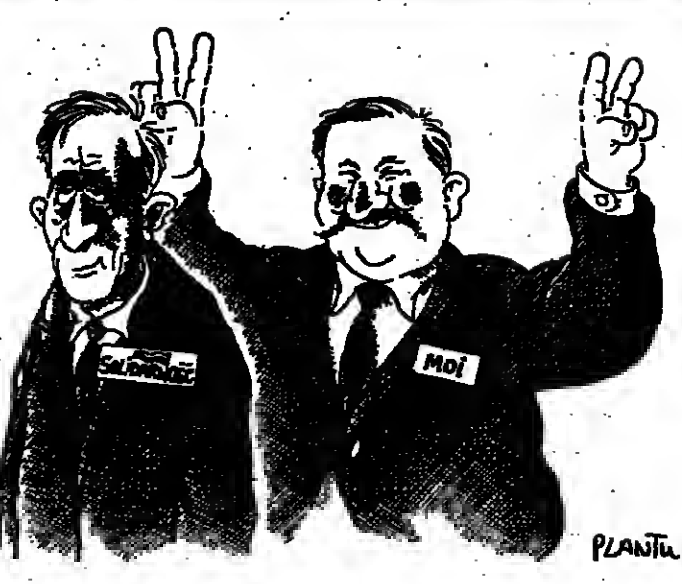


OCTOBRE

LYCÉES : les revendications lycéennes obtiennent l'appui du président de la République.



NOVEMBRE



DÉCEMBRE

POLOGNE : Lech Wałęsa est élu président de la République.

LA C

ences entre les D...
d'une initiative...



LA CRISE DU GOLFE

La réunion des ministres des affaires étrangères à Luxembourg

Divergences entre les Douze sur l'opportunité d'une initiative européenne

La proposition faite par le président Bush, que M. James Baker rencontre M. Tarek Aziz entre les 7 et 9 janvier à Genève, a quelque peu modifié et dédramatisé les données du débat entre Européens à propos de la crise du Golfe avant la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze vendredi 4 janvier à Luxembourg. Il ne leur en était pas moins difficile de masquer des divergences croissantes à l'approche de l'échéance du 15 janvier.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les divergences entre les Douze portent sur l'opportunité pour les Européens de tenter une démarche auprès des Irakiens, mais aussi - de manière beaucoup plus nette que lors de leur précédent rendez-vous en décembre - sur la nature exacte du message à délivrer.

A l'évidence, certains des Européens parlent désormais un langage différent de celui des Américains et

sont prêts, pour sauver la paix, à promettre davantage à M. Saddam Hussein, dans l'hypothèse où il s'engageait à retirer ses troupes du Koweït. Aussi les États-Unis, qui précédemment affirmaient ne rien avoir à redire à l'éventuelle initiative européenne, se sont employés ces derniers jours à la freiner.

L'immobilisme américain, dans la partie de bras de fer engagée à propos de la date d'une rencontre États-Unis-Irak, domine des arguments à ceux qui, au sein de la Communauté, plaident pour une initiative autonome des Douze. La relance « de la dernière chance » opérée par M. George Bush renforce au contraire la main de ceux qui, parmi les Douze, estiment que la Communauté, plutôt que de jouer la mouche du coche et de risquer d'affaiblir la coalition occidentale, doit laisser agir les Américains. Figurent dans le premier camp la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg. Dans le second, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark.

M. Jacques Poos, le ministre des affaires étrangères de Luxembourg, qui assure la présidence des travaux des Douze, devra-t-il rencontrer M. Tarek Aziz au cours des prochains jours? Si Bagdad répond favorablement à l'offre américaine (ce qu'on ignore vendredi matin), la Communauté devrait pouvoir confirmer, sans difficulté, l'invitation qu'elle tenait prête en décembre et qui dépendait d'une rencontre préalable entre Américains et Irakiens. Dans l'hypothèse contraire, plusieurs pays membres estiment sans doute qu'un tel refus de dialogue signifie que M. Saddam Hussein écarte une solution pacifique et qu'il n'y a donc pas lieu pour les Européens de tenter une mission de conciliation vouée par avance à l'échec.

Washington et le projet de conférence internationale

A moins que le refus irakien n'apparaisse comme une complète fin de non-recevoir, les Français et les Allemands, appuyés, peut-on penser, par d'autres États membres, ne l'entendent probablement pas de la sorte. Ils devraient faire valoir qu'à condition de ne pas transiger sur l'essentiel - à savoir le respect des résolutions des Nations unies - toutes les initiatives visant à empêcher la guerre sont les bienvenues, que les Européens, dans une affaire aussi grave, n'ont pas à « coller » systématiquement

aux États-Unis. Plusieurs États membres devraient donc souhaiter que M. Poos rencontre, en Europe, son homologue irakien (l'idée d'un voyage à Bagdad semble abandonnée), pour lui tenir un langage assez différent de celui de M. Baker.

En dehors des précautions de style sur le caractère séparé des deux affaires (le Golfe et la Palestine), ils souhaitent clairement faire savoir à Bagdad qu'en cas de retrait du Koweït, ils se prononceraient avec fermeté en faveur de l'ouverture d'une ou plusieurs conférences internationales sur le Proche-Orient afin, en particulier, de tenter de régler le problème palestinien.

C'est une approche qui déplaît à Washington et, souligne-t-on à Bruxelles, la diplomatie américaine, faisant valoir qu'elle n'avait pas coupé le fil avec Bagdad, s'employait ces derniers temps à décourager les Européens d'intervenir pour leur propre compte.

Philippe Lemaître

La « dernière tentative » proposée par M. George Bush

Voici le texte de la déclaration dans laquelle le président George Bush a proposé, jeudi 3 janvier, à l'Irak de tenir en Suisse des entretiens de « la dernière chance » :

« Il y a plus d'un mois, le 30 novembre, j'ai proposé que le ministre irakien des affaires étrangères, Aziz, se rende à Washington pour me rencontrer dans la semaine du 10 décembre, rencontre qui serait suivie peu après par une visite à Bagdad du secrétaire d'État James Baker.

« Je l'ai fait pour faire les derniers pas vers la paix et pour montrer que nous respectons tous les aspects de la résolution 678 du Conseil de sécurité, y compris sa période de grâce, laissant à l'Irak une dernière chance de se retirer du Koweït au plus tard le 15 janvier.

« Alors que j'ai proposé quinze dates auxquelles le secrétaire d'État Baker était disposé à se rendre à Bagdad, y compris le jour de Noël, Saddam Hussein s'est montré plus intéressé à manipuler mon offre à son profit qu'à y répondre sérieusement.

« Il n'a pas été trop occupé pour recevoir à la dernière minute tout un éventail de visiteurs, y compris Kurt Waldheim, Willy Brandt, Mohamed Ali, Ted Heath, John Connolly et Ramsey Clark, mais il a été trop occupé pour trouver ne serait-ce que quelques heures pour rencontrer le secrétaire d'État des États-Unis.

« Aujourd'hui est le dernier des quinze jours que nous avons proposés, et cet effort est par conséquent terminé.

« Le secrétaire d'État Baker partira le 6 janvier pour avoir plusieurs jours d'entretiens consultatifs avec les partenaires de la coalition, à mesure qu'approche la date du 15 janvier du Conseil de sécurité des Nations unies.

« Bien que n'étant pas disposé à renouveler ma proposition précédente, rejetée par Saddam Hussein, je suis prêt à faire une dernière tentative pour faire les derniers pas vers la paix. J'ai donc offert par l'entremise du chargé d'affaires Joe Wilson à Bagdad de faire se rencontrer le secrétaire d'État Baker avec le ministre irakien des affaires étrangères Aziz en Suisse pendant la période du 7 au 9 janvier, alors qu'il aura ses consultations.

« Cette offre est faite sous réserve des mêmes conditions que ma tentative précédente : pas de négociations, pas de compromis, pas de tentatives pour sauver la face et pas de prime à l'agression.

« Ce qui se passera si l'Irak accepte cette offre est tout simplement, et c'est très important, une chance de résoudre cette crise pacifiquement. » - (Reuters.)

Eviter la guerre

Suite de la première page

M. Baker, en revanche, se moquerait, dans le même temps, sans illusion sur les chances de la paix, estimant que le recours à la force, autorisé par les Nations unies à partir du 15 janvier, était probable. « A moins qu'ils (les Irakiens) ne se retirent pacifiquement (du Koweït), la force peut être utilisée après le 15 janvier et, en toute probabilité, elle le sera », a-t-il déclaré en insistant sur le fait que la proposition Bush était « la dernière » que ferait Washington.

Alors, s'il ne s'agit pas de négocier, de quoi sera porteur un secrétaire d'État aussi pessimiste? D'une lettre du président américain - dont la teneur, à en croire la Maison Blanche, sera aussi claire que le texte de sa proposition de jeudi et ne devrait pas laisser à l'Irak aucune échappatoire. Dans cette lettre, M. Bush doit « exposer ses vues, la position américaine et la fermeté de notre détermination à faire appliquer les résolutions de l'ONU », a précisé le porte-parole de la présidence.



Et, tout en exprimant l'espoir que M. Saddam Hussein acceptera la proposition américaine, M. Baker a martelé, tout au long de la journée de jeudi, le même message : « Pacifiquement ou par la force, la souveraineté du Koweït sera rétablie. » Dit plus crûment, cela donne : « S'ils (les Irakiens) observent totalement les résolutions du Conseil de sécurité, ils peuvent compter que nous n'utiliserons pas la force contre eux. Autrement dit, nous avons adopté une politique de la carotte et du bâton, et la carotte c'est que s'il (Saddam Hussein) se retire totalement et sans condition du Koweït, il n'aura pas de coups de bâton. »

« L'offre de jeudi permet à M. Baker de signifier à Bagdad qu'il garde le leadership non seulement militaire mais aussi politique dans la « gestion » de la crise du Golfe (nos sans consultations puisque le président américain a prévenu ses alliés, dont M. Mitterrand, qui s'est entretenu téléphoniquement jeudi matin avec lui). C'est ainsi que, à l'issue de deux heures d'entretien, le roi Hussein de Jordanie et le premier ministre britannique John Major n'ont pu que se féliciter de l'initiative américaine (voir l'article de Dominique Dhombres en page 4).

Même accueil à New-York, où le secrétaire général de l'ONU a salué le geste de M. Bush, qui n'a toutefois pas complètement calmé ses craintes puisque M. Javier Pérez de Cuellar a dénoncé la « psychologie de guerre » qui se dégageait, selon lui, à l'approche du 15 janvier. Il a, dans la foulée, évoqué une possible réunion du Conseil de sécurité avant la date fatidique du 15 - « Pour voir ce qui se passera si les Irakiens ne se retirent pas (du Koweït) », se justifiait-il. « Je ne pense pas que la carotte et le bâton soient des outils diplomatiques qui n'en contiennent pas moins un message relativement clair dans la mesure où l'une des éralités exprimées à plusieurs reprises par le régime irakien est qu'il fasse

l'objet d'une attaque, quelle que soit la décision qu'il aura prise. » D'où des demandes répétées de garanties pour échapper à un tel sort.

Depourvue de toute ambiguïté au moment où Washington prône la plus grande fermeté à ses alliés, la proposition spectaculaire de M. Bush éclipse toutes les initiatives diplomatiques qui ont sourdai des jours derniers en Europe et au Proche-Orient. (Le Monde du 4 janvier), dénotant quelquefois une impression de désordre ou, tout au moins, d'un manque certain de coordination.

Trop de « cuisiniers » ?

L'offre de jeudi permet à M. Baker de signifier à Bagdad qu'il garde le leadership non seulement militaire mais aussi politique dans la « gestion » de la crise du Golfe (nos sans consultations puisque le président américain a prévenu ses alliés, dont M. Mitterrand, qui s'est entretenu téléphoniquement jeudi matin avec lui). C'est ainsi que, à l'issue de deux heures d'entretien, le roi Hussein de Jordanie et le premier ministre britannique John Major n'ont pu que se féliciter de l'initiative américaine (voir l'article de Dominique Dhombres en page 4).

Même accueil à New-York, où le secrétaire général de l'ONU a salué le geste de M. Bush, qui n'a toutefois pas complètement calmé ses craintes puisque M. Javier Pérez de Cuellar a dénoncé la « psychologie de guerre » qui se dégageait, selon lui, à l'approche du 15 janvier. Il a, dans la foulée, évoqué une possible réunion du Conseil de sécurité avant la date fatidique du 15 - « Pour voir ce qui se passera si les Irakiens ne se retirent pas (du Koweït) », se justifiait-il. « Je ne pense pas que la carotte et le bâton soient des outils diplomatiques qui n'en contiennent pas moins un message relativement clair dans la mesure où l'une des éralités exprimées à plusieurs reprises par le régime irakien est qu'il fasse

l'objet d'une attaque, quelle que soit la décision qu'il aura prise. » D'où des demandes répétées de garanties pour échapper à un tel sort.

Depourvue de toute ambiguïté au moment où Washington prône la plus grande fermeté à ses alliés, la proposition spectaculaire de M. Bush éclipse toutes les initiatives diplomatiques qui ont sourdai des jours derniers en Europe et au Proche-Orient. (Le Monde du 4 janvier), dénotant quelquefois une impression de désordre ou, tout au moins, d'un manque certain de coordination.

doubonner nos efforts ni donner l'impression que nous sommes trop nombreux à agir ou, comme je le dis souvent, trop de cuisiniers dans la cuisine, ce qui créerait une certaine confusion. Le secrétaire général n'a pas précisé s'il pensait alors au voyage qu'effectuait actuellement à Bagdad M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et proche du président français. Ses relations avec M. Mitterrand ayant pu laisser penser que, le député des Bouches-du-Rhône était en mission commandée, tant l'intérêt que le Quai d'Orsay ont répété à l'envi, jeudi, qu'il ne s'agissait que d'une initiative personnelle. « Je ne suis porteur d'aucun message du président Mitterrand. Mais je ne pouvais rester assis, à l'approche de l'ultimatum de l'ONU, à lire les journaux sans rien faire pour la paix », a notamment déclaré M. Vauzelle avant qu'il ne rencontre, peu après son arrivée, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz.

Cependant, tandis qu'à Luxembourg les Douze se préparaient à

Les cérémonies de vœux à l'Élysée

M. Mitterrand évoque les « faibles chances » de la paix

A l'occasion des traditionnelles cérémonies de vœux, au palais de l'Élysée, M. François Mitterrand a évoqué, jeudi 3 janvier, la situation dans le Golfe. Il l'a fait à plusieurs reprises, notamment devant le gouvernement, en réponse au général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, et devant le corps diplomatique.

Il a également abordé ce thème, vendredi 4 janvier, devant les membres du bureau du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social, les représentants de la municipalité de Paris et des autorités religieuses. Vendredi matin, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a notamment exprimé l'espoir d'une « paix dans le retour au droit ou Moyen-Orient », tandis que le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a pour sa part souhaité que « dans le Golfe, la paix soit maintenue dans l'honneur ».

En réponse à ces interventions, M. François Mitterrand a souligné qu'après 1989, l'année des « changements », 1990, celle de « l'espérance », 1991 s'annonçait comme une année d'« inquiétude ». Rappelant que, dès l'automne 1989, il avait exprimé des craintes sur la rapidité des changements à l'Est, en observant que « l'écroulement de cet ordre détestable pouvait déboucher sur des désordres imprévisibles », le chef de l'État a insisté sur la nécessité de « retrouver les fondements d'un nouvel ordre international » en restituant un rôle important au droit et en se dotant « des moyens de le faire appliquer ». Face à cet enjeu, a indiqué M. Mitterrand, la France « n'a pas le droit de se tenir à l'écart ». A propos de l'Europe, le président de la République a déclaré qu'il fallait « tout faire pour empêcher de nouveaux états de fait en Europe » et il a rappelé son attachement à une « confédération dans laquelle tous

Le Congrès américain restera en session jusqu'au 29 janvier

Le Congrès, qui effectuait sa rentrée jeudi 3 janvier, restera en session au lieu de se remettre en congé, comme c'est l'usage, jusqu'au discours présidentiel sur l'état de l'Union, fixé cette année au 29 janvier. Et ce, pour pouvoir éventuellement siéger d'urgence sur la crise du Golfe, a annoncé jeudi le chef de file de la majorité démocrate au Sénat, M. George Mitchell.

M. Mitchell, qui s'est adressé aux journalistes à l'issue d'une rencontre de parlementaires de haut rang avec le président George Bush, très tôt à la Maison Blanche, a précisé qu'un débat sur le Golfe aurait certainement lieu au Congrès, « à une date appropriée ».

Il devait ajouter que les parlementaires et le président Bush étaient toujours en désaccord sur le point de savoir à qui incombe la responsabilité d'engager des forces américaines dans le combat, les premiers affirmant que la Constitution donne ce droit au Congrès, qui seul peut déclarer la guerre, tandis que le président considère que c'est son privilège en tant que « chef des armées ».

Querelle ou suspense depuis des mois mais que la composition du nouveau Congrès, où les démocrates ont renforcé leurs positions lors des élections de novembre, ne manquera pas de rendre plus délicate encore à trancher. A cet égard, jeudi matin, le président avait exprimé le souhait de voir le Sénat approuver « très vite » un texte de soutien à la résolution de l'ONU et aux efforts américains entrepris pour « forcer les Irakiens à évacuer le Koweït ». Les chefs de file parlementaires lui ont immédiatement répondu qu'ils préféreraient « attendre le retour du secrétaire d'État Baker (de son éventuelle rencontre avec M. Tarek Aziz) pour ouvrir un débat plus large, « limiter les discussions sur un sujet d'une telle ampleur », étant, selon l'expression de M. Mitchell, « bien peu avisé ».

« Quand on assume la responsabilité d'une mission confiée par les Nations unies, on doit s'en montrer digne. C'est-à-dire prêt à en encourir aussi les risques mais sans jamais abandonner les chances, peut-être les faibles chances fragiles mais elles sont là, qui permettraient de convaincre que rien ne vaut le droit, la reprise du dialogue, et la discussion sérieuse et honnête sur le respect des intérêts mutuels. C'est pourquoi la France a souhaité, continue de souhaiter que l'ensemble des problèmes des régions troubles soit traité et qu'elle est favorable à une ou plusieurs conférences internationales. »

Les Européens doivent pouvoir se retrouver. Répondant au général Schmitt qui lui présentait les vœux des armées, M. Mitterrand a rappelé l'ensemble des opérations dans lesquelles l'armée française a été engagée en 1990. Il a estimé que « les armées françaises ont donné de la France une image exemplaire ». Selon lui, l'opération Daguet « a d'ores et déjà montré notre aptitude à un déploiement important et lointain ».

Les propos du chef de l'État, rendus publics par M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, contenaient également un rappel des grandes dates en matière de désarmement et de perspectives pacifiques, comme le traité sur le désarmement conventionnel et la CSCE.

Le président de la République a expliqué que c'est maintenant « que se décide notre défense de l'an 2000 », défense qui « restera axée sur la dissuasion nucléaire stratégique », ce qui rend nécessaire le maintien de « notre capacité de dissuasion stratégique ». Il a souligné la nécessité d'adapter « notre dispositif » conventionnel « en tenant compte de la nouvelle situation en Europe ». Le chef de l'État a rappelé pourquoi la réunification de l'Allemagne l'avait amené à déclarer du principe du retrait de nos forces outre-Rhin. A propos de la condition militaire, il a déclaré : « Il faut s'intéresser aux hommes avant qu'aux équipements. » Quant à la situation au Moyen-Orient, reprenant les thèmes qu'il avait abordés dans ses vœux télévisés aux Français le 31 décembre et son message aux soldats, le président de la République a affirmé : « Nous préférons la paix mais nous ne préférons pas la guerre, nous préférons la paix mais pas au détriment du respect du droit. Vous aurez à faire preuve de résolution. »

L'ambassadeur de Côte-d'Ivoire qui lui présentait les vœux du corps diplomatique des pays ayant des accords particuliers avec la France, le chef de l'État a indiqué, selon M. Védrine, « même s'il n'y a pas les mêmes cultures, les mêmes habitudes, les mêmes mentalités, l'encourage cependant l'évolution vers la démocratie (des pays d'Afrique). C'est à l'heure où je passe de plus en plus dans tous vos pays. Le chef de l'État, qui a assuré qu'il poursuivait ses « amitiés » dans ces pays, a critiqué les mécanismes de spéculation sur les matières premières qui empêchent les pays africains producteurs d'avoir une base stable pour programmer leur développement.

« Remettre le droit à sa place »

Devant le corps diplomatique dont les vœux étaient présentés par le nonce apostolique, le président de la République a estimé que l'espérance de paix « n'est jamais compromise tout à fait tant qu'il y a une volonté, tant qu'il reste des jours, des heures. Aucun ne doit être perdu, a-t-il ajouté, mais en même temps il faut avoir pleine conscience des obligations auxquelles il faut souscrire ».

Après avoir plaidé pour la persévérance « dans la construction de l'Europe du troisième millénaire, et dans celle des rapports Nord-Sud », M. Mitterrand a souligné que « le message des Nations unies (...), c'est l'interdiction de résoudre tout conflit et particulièrement (celui du Golfe) par le dialogue ».

Il a ajouté : « Mais le dialogue n'est possible que par le respect ou le retour au droit (...). Est-ce que les quelques jours qui nous séparent du 15 janvier (...) suffiront? Cela dépendra de tous les partenaires. Et puisqu'il faut commencer à remettre le droit à sa place, commençons par cela sans essayer de dire ou de faire autre chose que ce qui paraît le plus logique, le plus normal, le plus conforme. Il n'y a pas de désir de vengeance à assouvir, il y a le retour au droit et par là même le retour au dialogue et par là même le respect de la paix et donc de la vie des peuples qui seraient engagés dans une guerre (...). »

« Quand on assume la responsabilité d'une mission confiée par les Nations unies, on doit s'en montrer digne. C'est-à-dire prêt à en encourir aussi les risques mais sans jamais abandonner les chances, peut-être les faibles chances fragiles mais elles sont là, qui permettraient de convaincre que rien ne vaut le droit, la reprise du dialogue, et la discussion sérieuse et honnête sur le respect des intérêts mutuels. C'est pourquoi la France a souhaité, continue de souhaiter que l'ensemble des problèmes des régions troubles soit traité et qu'elle est favorable à une ou plusieurs conférences internationales. »

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

YVES HELLER

LA CRISE DU GOLFE

En raison des menaces d'actions terroristes

Londres a expulsé soixante-quinze Irakiens dont sept diplomates

La Grande-Bretagne a expulsé, jeudi 3 janvier, soixante-quinze Irakiens, dont sept diplomates, en raison des menaces récemment proférées par M. Saddam Hussein de lancer des actions terroristes dans les pays occidentaux présents dans le Golfe. Les sept diplomates, dont un premier secrétaire et le conseiller de presse, ainsi qu'un garde de sécurité, devaient avoir quitté le Royaume-Uni dès vendredi matin. Les soixante-sept autres, qui sont presque tous des étudiants, ont une semaine pour partir.

LONDRES

de notre correspondant

Le porte-parole du Foreign Office a déclaré qu'il était «prudent de prendre toutes les précautions nécessaires en raison des menaces proférées publiquement par les Irakiens». Il ne reste plus désormais que quinze diplomates irakiens à Londres. Quant à la mission britannique à Bagdad, elle avait été réduite le 1^{er} janvier de seize à six personnes, dont l'ambassadeur. Cette mesure avait été justifiée officiellement par le petit nombre de ressortissants britanniques encore présents en Irak. On n'exclut pas à Londres que les Irakiens obligent les derniers membres de la mission à quitter Bagdad.

Les sept diplomates expulsés «étaient des gens sur lesquels nous avions des doutes», explique un responsable britannique. La même remarque vaut pour les soixante-huit autres Irakiens. *The Guardian* avait fait état, en novembre, d'une liste établie par le Home Office (ministère de

l'intérieur) comprenant approximativement le même nombre de personnes, dont des étudiants ayant dépassé la trentaine qui effectuaient des recherches pouvant avoir une application militaire dans des secteurs tels que la chimie ou la biologie. Six mille Irakiens, parmi lesquels un millier d'étudiants, vivent au Royaume-Uni.

Entretiens de M. Major avec le roi Hussein

Les Britanniques souhaitent qu'une décision commune à propos des ambassades européennes à Bagdad puisse être adoptée lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté vendredi à Luxembourg. Une solution possible pourrait être de réduire les effectifs de toutes les ambassades de la Communauté et de procéder à de nouvelles expulsions de diplomates irakiens.

Ce type de coopération concrète est jugé préférable ici à l'envoi d'un émissaire européen à Bagdad, qui risquerait de donner un «mauvais signal» aux Irakiens. Londres insiste sur le fait que tout ce qui pourrait apparaître comme une divergence entre Américains et Européens doit être évité à tout prix.

L'annonce de la proposition américaine d'une rencontre à Genève entre M. James Baker et son homologue irakien a tué au moment où le roi Hussein de Jordanie se trouvait au 10 Downing Street pour un entretien avec le premier ministre, M. John Major. Les deux dirigeants ont aussitôt exprimé leur approbation de cette démarche. «Nous sommes tous à fait d'accord avec cette initiative, parce que nous sommes sûrs à 100 % que le message sera très net et très dur», explique un haut responsable.

Le même enthousiasme s'était pas perceptible, c'est le moins qu'on puisse dire, à propos de la mission «personnelle» de M. Vauzelle à Bag-

dad, qui a fait l'objet ici d'un commentaire officiel.

M. Major commence dimanche un voyage en Arabie saoudite, à Oman et en Égypte. Il rendra visite à cette occasion aux forces britanniques stationnées dans le Golfe. Celles-ci ont été encore renforcées par l'envoi d'un escadron supplémentaire de douze avions de bombardement Tornado équipés de bombes spéciales pour la destruction des pistes d'atterrissage. Les Britanniques déploient désormais soixante-trois avions de combat dans le Golfe et leurs effectifs atteignent trente mille hommes.

DOMINIQUE DHOMBRES

Selon un sondage 54 % des Belges sont hostiles au recours à la force

Alors qu'ils étaient 65 %, le 22 août dernier, à estimer que les pays occidentaux devaient chasser les Irakiens du Koweït par la force, 36 % des Belges sont aujourd'hui favorables au recours à la force et 54 % y sont hostiles, selon un sondage publié jeudi 3 janvier par le *Soir*.

L'enquête de l'institut Marketing Unit, réalisée auprès de cinq cents personnes, indique également que 66 % des Belges soutiennent la position du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui a annoncé mercredi que le gouvernement ne participerait pas activement à une guerre.

Par ailleurs, 75 % des Allemands estiment que la RFA doit se tenir à l'écart des conflits internationaux (*Le Monde* du 4 janvier), selon un sondage paru vendredi 4 janvier dans la *Süddeutsche Zeitung*.

Suppression ou réduction des vols

Les compagnies aériennes se préparent à une guerre

Le branle-bas de combat en cours dans le Golfe amène les compagnies aériennes à prendre des mesures de précaution, rendues plus urgentes encore par la chute de la demande et l'explosion des primes d'assurance.

C'est ainsi que la compagnie américaine PanAm a décidé de suspendre ses vols vers Israël et l'Arabie saoudite jusqu'au 10 janvier, date à laquelle elle espère obtenir du gouvernement une police d'assurance fédérale moins onéreuse que celle passée avec un assureur londonien qui a multiplié par dix les primes d'assurance des avions se posant en Arabie et par

vingt celles des appareils desservant Israël.

De son côté, British Airways a annoncé une réduction du nombre de ses vols vers l'État hébreu, comme la plupart des transporteurs, cotamment KLM, Air France ou Swissair, et les organisateurs de façon à éviter que ses équipages couchent à Tel-Aviv. Malaysia Airlines, elle, a décidé de ne plus desservir la Turquie ni les Émirats arabes unis : New-Delhi remplacera Dubaï comme escale pour ses vols à destination de l'Europe.

La crise du Golfe n'est pas catastrophique pour tout le monde. Israël Airways, l'été de liaisons

aériennes avec le reste du monde et limitée, en matière de vols internationaux, à la desserte d'Amman (Jordanie), vient de faire le compte de ce qui lui a rapporté le rapatriement des otages étrangers dans leurs pays.

Selon son directeur général, M. Nourredine Saff Hammadi, interrogé par le quotidien *Al-Jumhouriah*, la compagnie nationale irakienne a touché 12 millions de dollars (61 millions de francs) pour les quatre-vingt-dix vols réservés aux otages vers l'Europe, l'Asie et les États-Unis. Bagdad avait exigé que ces vols soient réalisés par sa propre compagnie.

Selon des écologistes britanniques

L'explosion des puits de pétrole koweïtiens pourrait entraîner des modifications climatiques

LONDRES

de notre correspondant

L'explosion des puits de pétrole minés du Koweït pourrait provoquer une modification du climat qui aurait de graves conséquences économiques pour des populations très éloignées du Golfe. Cette affirmation d'un ingénieur chimiste, aussitôt contestée par un autre expert, a dominé le séminaire organisé, mercredi 2 janvier à Londres, par des organisations écologiques et pacifistes britanniques.

Les Irakiens ont déclaré avoir miné une grande partie des puits pétroliers koweïtiens. Il est vraisemblable qu'ils ont disposé les explosifs en guise de sur les vannes de sécurité situées à quelque distance des puits, en amont des installations où le gaz est séparé du pétrole. La chaleur provoquée par la combustion de ce gaz serait suffisante pour faire brûler le pétrole lui-même. En raison de la proximité

des puits entre eux, il serait alors très difficile d'éteindre l'incendie. Selon M. John Cox, un ingénieur chimiste travaillant pour une compagnie pétrolière du Golfe, il pourrait s'écouler une année avant qu'on en vienne à bout, et la fumée ainsi émise formerait un nuage qui filtrerait les rayons du soleil et ferait baisser de 20 degrés la température dans la région.

Ce phénomène risquerait à son tour de perturber le cycle des saisons dans une partie de l'Asie, empêchant la mousson, et compromettant les récoltes. M. Abdullah Toukan, conseiller scientifique du roi Hussein de Jordanie, emploie à ce sujet l'expression d'*hiver nucléaire*.

M. Basil Butler, un des directeurs de British Petroleum, qui fut pendant treize ans l'ingénieur en chef de la Koweït Petroleum Corporation, a estimé qu'il faudrait jusqu'à neuf mois pour éteindre les 300 ou 400 puits en feu, mais il ne croit pas que

l'incendie soit capable de déclencher la catastrophe climatique décrite par M. Cox. Il considère cependant qu'il faudrait, dès à présent, préparer les moyens nécessaires. La méthode classique, utilisée par Rad Adair, qui consiste à «souffler» l'incendie par des explosifs placés le plus près possible des puits en feu, serait selon lui difficile à appliquer. Il serait préférable de procéder le plus rapidement possible à de nouveaux forages qui feraient diminuer la pression du pétrole.

Les organisateurs de ce séminaire, qui appartiennent à l'extrême gauche britannique et qui avaient invité l'ambassadeur d'Irak à leurs travaux, ont décidé de créer un comité international de savants chargé de rédiger un rapport sur les conséquences écologiques d'une guerre dans le Golfe. Ce document devrait être prêt avant le 15 janvier.

D. Dh.

POINT DE VUE

Abdiquez !

Adresse au roi Hussein de Jordanie

par Marek Halter

Majesté,

Nous nous sommes vus il y a dix-sept ans, au mois de mars 1973, en Israël, à Tel-Aviv même. C'était peu avant la guerre du Kippour. Vous étiez venu en secret, à l'invitation de M^{me} Golda Meïr. A cette occasion et selon votre souhait, vous avez discrètement renoncé les Champs-Élysées de la métropole israélienne : le boulevard Dizengoff. Et vous avez promis le signature d'un traité de paix avec Israël. Cette même promesse, vous l'avez faite plus tard à Shimon Pérès, puis à Itzhak Rabin, puis à Moshe Dayan, puis à Chaim Herzog, président de l'État d'Israël, puis à Moshe Arens, enfin à Itzhak Shamir... J'aimais vous n'avez tenu parole. Vous ne le pouvez pas, Sire, car vous réglez depuis 1953 sur un pays qui n'est pas le vôtre, sur un pays qui ne vous appartient pas, et vous le savez.

La Jordanie a plus de trois millions d'habitants. Selon les experts internationaux et en l'absence de données précises, 72 % de la population sont aujourd'hui composés de Palestiniens. Vous-même, vous acceptez le chiffre de 55 %.

Votre famille, elle aussi, est venue d'ailleurs. Durant la première guerre mondiale, votre arrière-grand-père, Hussein Ibn Ali, originaire de Hedjaz, en Arabie, a négocié son soutien à la Grande-Bretagne contre l'Empire ottoman. En échange, le colonel Lawrence lui promit un grand royaume arabe, installé sur l'ensemble du Proche-Orient. Aussi participe-t-il avec ses trois fils, dont votre grand-père Abdallah, à la révolte anti-turque.

Mais, le 16 mai 1916, la France et la Grande-Bretagne se partagent la région : les accords Sykes-Picot. Hussein Ibn Ali n'obtient que le trône de Bagdad. Votre grand-père Abdallah, lui, rencontre à Jérusalem Winston Churchill, alors ministre des colonies : il obtient le territoire à l'est du Jourdain, la Transjordanie, l'ouest du Jourdain ayant été promis aux Juifs. C'est-ci se laissent bientôt les armées à la main contre l'occupation anglaise.

La Grande-Bretagne est amenée à en débattre aux Nations unies, lesquelles, le 23 novembre 1947,

décident le partage de la Palestine en deux États : israélien et palestinien. Les Juifs acceptent la décision de l'ONU et proclament la naissance de l'État d'Israël le 15 mai 1948, reconnaissant ainsi de fait un État palestinien à leurs côtés. Mais les pays arabes, dont la Jordanie, rejettent l'idée de partage et déclenchent une guerre totale contre Israël. A cette occasion, votre grand-père occupe la Cisjordanie, territoire dévolu aux Palestiniens, et l'annexe.

Le 1^{er} décembre 1950, il se fait proclamer à Jéricho souverain de l'unité palestinienne-jordanienne. Et comme vous, Sire, il tente de faire accepter par Israël ce nouveau partage en recevant secrètement et à plusieurs reprises M^{me} Golda Meïr. Il est poignardé par un Palestinien le 20 juillet 1951, dans la mosquée Al Akse. En votre présence, Sire. Est-ce parce qu'il avait négocié avec Israël ou parce qu'il s'était déclaré souverain des Palestiniens ?

Les enseignements de l'Histoire

Votre père, Talal, est proclamé roi le 5 septembre 1951. Pour peu de temps. Atteint d'une maladie mentale incurable, il est destitué. Vous héritez de son trône le 2 mai 1953.

Je rappelle ces événements, Sire, car je crois aux enseignements de l'Histoire. Et celle-ci se fait actuellement sous nos yeux plonge comme jamais ses racines dans le passé.

Depuis votre couronnement, vous tentez non sans courage de résoudre un problème insoluble : les populations que vous êtes censé représenter ne veulent pas de la paix que réclame incessamment – y compris par les armes – votre voisin le plus puissant.

Contre les Palestiniens de Cisjordanie vous employez la méthode forte : massacres, tortures, prison. L'université de Ba-Zeit est fermée, l'école est muséifiée, les industries déplacées dans la région d'Amman.

Votre génie, Sire, c'est par la force des choses d'avoir inventé une stratégie qui vous a permis de

survivre et de régner durant presque trente ans, contre toutes prévisions. Après des dirigeants israéliens, vous avez entrepris l'invasion d'une entente possible, d'un règlement de paix dont vous vous ferez le héros auprès des autres pays arabes. En contrepartie, vous comptez sur Israël et ses services secrets pour vous protéger contre les multiples révoltes, complots et attentats montés contre vous par les Palestiniens. Avril 1957, juillet 1958, mars 1959, août 1960, juillet 1966, avril 1967... chaque fois c'est le Mossad qui vous met en garde.

Le guerre provoquée en 1967 par le président égyptien Gamal Abdel Nasser vous entraîne, comme d'habitude, dans le sillage des plus extrémistes. Malgré le principe de garde des Israéliens par l'intermédiaire du général Odd Bull, chef des observateurs de l'ONU, vous faites bombarder les localités juives de Kfar Ye'Avet et de Nathanya et occuper le mont Scopus, à Jérusalem. Erreur : vous perdez la Cisjordanie en même temps que l'Égypte perd Gaza et le Sinaï, et vous vous retrouvez avec deux cent mille Palestiniens de plus qui fuient le rivage ouest du Jourdain, occupé par l'armée israélienne.

Cet engagement absurde na vous gagne même pas le sympathie de la population palestinienne. Abou Ayed, que je rencontre au Caire au mois de mai 1970, à Al Ahram, le grand quotidien égyptien, m'annonce qu'il organise un mouvement palestinien-jordanien pour prendre le pouvoir à Amman. La révolte éclate en septembre 1970, le «septembre noir».

Dans les studios de Kol Israël, la radio israélienne, j'appelle à soutenir les Palestiniens. C'était aussi l'avis de deux personnalités israéliennes et non des moindres : le général Dayan et le général Sharon, alors commandant du front sud. Ariel Sharon juge opportun de soumettre cette proposition au général Aaron Yariv, chef du renseignement militaire.

Vous, Sire, vous appelez aussitôt le docteur Henri Kissinger, au State Department. Celui-ci avertit Golda Meïr, alors à New-York, en pleine

conférence avec les dirigeants de la communauté juive américaine. Le premier ministre israélien ordonne au ministre intérieur, Ygal Allon, de mettre l'armée en alerte. Les chars israéliens destinés à porter secours aux Palestiniens entrent déjà à Irbid, lorsque la menace d'une intervention israélienne contre la Syrie leur fait faire demi-tour. Israël ouvre son espace aérien au ravitaillement américain de votre armée. Vous voilà à nouveau sauvé. Vous lancez vos chars contre les camps palestiniens : cinquante mille morts. Devant le crûment de vos déclarations, de nombreux Palestiniens se réfugient en Israël. D'autres fuient au Liban.

Mais le 27 septembre 1970, en présence du président Nasser, vous signez au Caire un pacte de réconciliation avec Yasser Arafat.

C'est par miracle que vous échappiez à l'insurrection du «septembre noir». Vous le savez bien : vous l'avez confié au docteur Herbert, à Londres, chez qui vous rencontrez, huit ans plus tard, Moshe Dayan, alors ministre des affaires étrangères de Menachem Begin.

Selon moi, Israël s'est trompé en n'intervenant pas aux côtés des Palestiniens pour vous renverser. Beaucoup l'ont payé et continuent de le payer de leurs vies.

Peut-être vous demanderez-vous, Sire, pourquoi cette lettre et pourquoi aujourd'hui ?

Un obstacle majeur à la paix

C'est qu'aujourd'hui le monde affronte encore une fois un problème essentiel à sa survie : imposer le respect des règles internationales, s'opposer à l'annexion d'un pays par un autre, dénoncer la prise d'otages par le gouvernement d'un pays reconnu par les nations, protéger les minorités menacées d'extermination par leurs propres gouvernements.

Vous avez choisi votre camp, Sire : ce n'est pas celui de la loi. Vous espérez ainsi préserver votre pouvoir, mais celui-ci vous échappe. Déjà, comme en 1970, la plupart des dirigeants palestiniens sont aujourd'hui de nouveau à

Amman. Pour faire face à la pression de la rue palestinienne, vous avez été amené à renchérir sur Yasser Arafat, qui a pris une position favorable à l'État.

Vous avez ainsi, pour la première fois depuis votre accession au pouvoir, indisposé sérieusement vos protecteurs, les États-Unis et Israël. Vous risquez d'être parmi les premières victimes de ces grands bouleversements que la crise du Golfe va provoquer dans la région.

Sire, je fais appel à votre sens de l'Histoire et à l'idée du rôle que vous voulez y jouer. Et je vous demande de partir.

Vous ne serez pas le premier roi à abdiquer. Mais il y a deux sortes de monarques : ceux qui ont quitté le trône devant la révolte de leur peuple ou l'invasion étrangère, ceux qui ont remis leur pouvoir afin de sauver les populations, le droit et les vies humaines.

Où, je l'affirme, vous êtes, Sire, l'obstacle majeur à la paix israélo-palestinienne. Parce que, tant que les Israéliens s'imagineront pouvoir régler le problème palestinien avec vous, ils ne parleront pas avec les Palestiniens. Et vous, vous n'avez pas le pouvoir de signer la paix avec l'État juif.

Ne vous méprenez pas, je ne souhaite nullement votre mort. Vous n'avez été ni plus violent ni plus cruel avec les Palestiniens que le président syrien avec les chrétiens du Liban ou le président irakien avec les Kurdes. Si je demande votre départ, ce n'est pas tant à cause des morts qu'à cause des vivants.

□ Socialisme et République refuse que les États-Unis «décident» pour la France. — Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, membres du courant du Socialisme et République, ont déclaré, jeudi 3 janvier dans un communiqué : «Nous serions prêts à prendre tous les risques dès lors que le sort du pays serait en jeu. Nous accepterions même la barbarie de la guerre (...) si elle était le seul moyen pour faire surgir un nouvel ordre international, débarrassé de toutes les injustices et ouvrant le chemin — ne fût-ce qu'au Moyen-Orient — à la démocratie, à

D'ailleurs, ne proposiez-vous pas vous-même, Sire, dès le mois de juin 1967, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien de Jordanie, proposition que vous avez officialisée le 15 mars 1972 ? Votre premier ministre, Moukdar Boudran, n'avait-il pas préconisé, au mois de juin 1977, l'organisation d'un référendum sur les rapports des Palestiniens avec la Jordanie ? Ne serait-ce donc pas pour vous un moyen démocratique de donner enfin le pouvoir à la majorité de votre population ?

Le président de l'OLP en est d'accord. Yasser Arafat me l'a dit et répété à Tunis : l'avenir réside dans une fédération ou dans un État palestinien-jordanien avec ou sans le roi Hussein. En Israël, Ariel Sharon, le ministre de la construction du gouvernement Shamir, m'a répété voici un mois à Paris : «Il est plus facile de négocier des frontières communes avec un État qui existe qu'avec un peuple qui n'a pas d'État».

Un État palestinien ou jordanien-palestinien en Transjordanie et sur une partie de la Cisjordanie, à côté d'Israël et en paix avec lui, dans le cadre d'un accord économique et politique régional, réalisé grâce à vous, Sire, grâce à votre retrait, cela ne vaut-il pas la peine de réfléchir ?

Les Palestiniens aèrent d'accord, Israël, je pense, aussi. Les Américains j'espère en comprendront très vite tous les avantages. Le monde, à l'Ouest comme à l'Est, ne pourra que se réjouir d'une paix au Proche-Orient obtenue à si bon prix.

Sire, la décision vous appartient.

la paix, au progrès. Nous pensons que ce n'est pas le cas. Socialisme et République continue de penser qu'il est possible d'obtenir l'évacuation du Koweït sans recourir à la guerre et affirme que, depuis le 2 août, le gouvernement américain «a constamment cherché à faire intervenir par la communauté internationale une stratégie ou bord du gouffre, ne laissant le choix à l'Irak qu'entre la guerre et une capitulation sans condition». «La France, affirme Socialisme et République, ne saurait se résigner à une logique de guerre ni s'en remettre à l'Amérique du soin de décider pour elle.»

EUROPE

URSS : première réunion du nouveau Conseil de la fédération

Accord entre les Républiques sur le budget 1991

Le président Gorbatchev a annoncé, jeudi 3 janvier, qu'il était parvenu à un accord économique provisoire pour 1991 avec les quinze Républiques membres de l'URSS, permettant d'éviter la crise majeure ouverte fin décembre par le refus de la fédération de Russie de contribuer dans la même proportion que par le passé au budget fédéral.

L'accord a été conclu lors de la première réunion du Conseil de la fédération depuis que le récent Congrès des députés soviétiques a doté de pouvoirs renforcés. Composés de représentants des quinze Républiques ainsi que des Républiques autonomes, il prend ses décisions à la majorité des deux tiers. Il s'est réuni au complet, a souligné l'agence Tass, mais la Lituanie n'était présente qu'à titre d'observateur, selon sa représentation à Moscou.

« Nous avons trouvé des principes sur lesquels faire reposer à la fois les budgets de l'Union et des Républiques », a déclaré M. Gorbatchev lors d'une intervention télévisée, en précisant qu'un accord sur l'approvisionnement alimentaire a été signé. Ses propos n'ont toutefois pas permis de savoir dans quelle mesure ont pu être résolues les divergences entre le Kremlin et la Russie, notamment, qui détiennent les deux tiers des ressources naturelles soviétiques et qui avait décidé de laisser le pouvoir fédéral avec moins de la moitié des revenus nécessaires à l'armée, aux communications et aux programmes énergétiques.

M. Gorbatchev a souligné qu'un élément essentiel de l'accord, première étape vers la conclusion d'un traité de l'Union redéfinissant les relations entre Républiques et pou-

voir central, a été de trouver le moyen d'offrir des compensations aux régions productrices de matières premières (comme la Russie avec son pétrole ou l'Asie centrale avec son coton). Deux jours plus tôt, les prix des matières premières, y compris l'énergie, ont subi des augmentations allant jusqu'à 130 %.

Tension dans les pays baltes

M. Gorbatchev a précisé qu'il enverrait le texte de l'accord aux Républiques aux fins de signature et qu'une commission du Conseil de la fédération doit présenter « dans deux ou trois jours » des propositions pour constituer le nouveau cabinet des ministres soviétiques.

Le chef de l'Etat a eu un entretien au cours duquel avec le premier ministre letton, M. Ivars Godmanis, auquel il a assuré qu'il n'était « pas informé » des derniers événements survenus à Riga, où les troupes so-

cialistes du ministère de l'Intérieur ont occupé, de même qu'à Vilnius en Lituanie, des bâtiments du Parti communiste. M. Gorbatchev a promis de faire mener une enquête d'urgence. Le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir envoyé jeudi un représentant à Riga « pour éclaircir la situation ».

Celle-ci a provoqué des réactions à l'étranger : le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, a déclaré qu'il allait « soulever la question de la poursuite de la contribution communautaire » à l'aide apportée à l'URSS devant ses homologues de la CEE lors de leur réunion, vendredi, à Luxembourg, nous indique notre correspondant à Copenhague. Le porte-parole du département d'Etat a pour sa part déclaré jeudi que la « E.C.E. n'a pas dénoncé ces « actions provocatrices » et « considère que le gouvernement soviétique est responsable en dernière analyse des actions de ses unités de sécurité ». (AFP, Reuter.)

Assassinat d'un collaborateur du métropolitain de Moscou

Un proche collaborateur du métropolitain de Moscou Juvelin, M. Hognen Lazar, a été assassiné à son domicile, a annoncé, mercredi soir 2 janvier, l'agence soviétique officielle Interfax. Hognen Lazar était membre de la commission chargée par le patriarche d'enquêter sur l'assassinat du Père Alexandre Meco, le théologien progressiste abattu à coups de hache en septembre dernier près de Moscou, précise Interfax. Selon un secrétaire de permanence au siège du patriarche, le meurtre est

survenu il y a une semaine, et Hognen Lazar a été enterré il y a trois jours. Cette personne a refusé de fournir des informations supplémentaires.

La police a affirmé que le meurtre était lié à un cambriolage. Toutefois, les proches de la victime, cités par Interfax, assurent qu'aucun indice en ce sens n'a été trouvé. Les meurtriers de l'archevêque Alexandre Meco n'ont toujours pas été identifiés, quatre mois après son assassinat. (AFP)

facile pour nous », a déclaré M. Walesa à ses compatriotes le 31 décembre. Raisonnable, il semble avoir renoncé à son rêve de se partager entre Varsovie et Gdansk, « son amour », et, après quelques allées et venues en avion particulier, il paraît disposé à s'installer à Varsovie.

Lui qui fustigeait, pendant la campagne électorale, les lenteurs du gouvernement précédent, a vite fait d'inverser ses adversaires à la rencontre au Belvédère : M. Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre sortant, et le professeur Bronislaw Geremek, l'ex-chef du groupe parlementaire Solidarité, sont venus s'entretenir avec lui. M. Walesa veut continuer à travailler avec cette équipe, ce qui n'est pas du goût de tout le monde : le Comité civique, l'un des mouvements qui ont mené la campagne électorale de Lech Walesa, a jugé bon de rappeler dans un communiqué que l'élection s'était prononcée pour le changement. Mais le président ne se sent pas personnellement lié par l'engagement personnel qu'il a pris vis-à-vis de la Pologne.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Bielecki l'avait dans les fonctions de premier ministre. Par 276 voix contre 58 et 52 abstentions, le Parlement polonais a approuvé, vendredi matin 4 janvier, la nomination de M. Jan Krzysztof Bielecki, trente-neuf ans, au poste de premier ministre. Economiste de formation, M. Bielecki, ancien membre du corps enseignant de l'université de Gdansk est membre de Solidarité de longue date et un très proche collaborateur de M. Walesa, qui assistait à la séance du Parlement dans la loge présidentielle. (AFP)

Helsinki estime que certains de ses accords avec l'Union soviétique sont dépassés

Avec la signature le 12 septembre 1990 à Moscou du traité portant règlement permanent concernant l'Allemagne, la Finlande a tiré un trait sur une partie de son histoire d'après-guerre. Le 21 septembre, le gouvernement, appuyé par le président Mauno Koivisto, a décidé unilatéralement que la plupart des clauses du traité de Paris du 10 février 1947 (articles 13 à 22 inclus) et l'article premier du pacte d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé le 6 avril 1948 avec l'URSS « avaient perdu leur signification », l'Allemagne réunifiée ayant recouvré sa pleine souveraineté.

STOCKHOLM

de notre correspondante

Au sortir d'une guerre meurtrière contre l'Union soviétique (qui n'a d'ailleurs toujours pas reconnu officiellement avoir déclenché les hostilités), de novembre 1939 à mars 1940, la Finlande avait dû accepter des conditions de paix sévères. Redoutant une reprise du conflit, elle s'était alors tournée vers l'Allemagne nazie et s'était retrouvée insérée dans la stratégie du « plan Barbarossa » d'offensive à l'Est de Hitler, avec des soldats allemands sur son territoire et une « guerre de continuation » contre l'URSS.

Après la défaite allemande à Stalingrad, Helsinki, commençant à négocier avec Moscou sa sortie de la guerre. Aux termes de l'armistice signé le 19 novembre 1944, la Finlande amputée revint à ses frontières de 1940, et fut obligée, contre autres, de verser, dans les six années suivantes, 300 millions de dollars-or de dommages de guerre payables en marchandises.

Cotraitement à ce qu'avaient espéré les Finlandais, et surtout le président Juho Kusti Paasikivi, le traité de Paris n'allait en rien alléger les obligations fixées par l'armistice de Moscou. Les clauses militaires de la troisième partie du document les alourdissaient même notablement. Les forces armées terrestres étaient limitées à trente-quatre mille quatre cents soldats ; les forces navales à quatre mille cinq cents hommes et une capacité de transport de 10 000 tonnes ; les forces aériennes à trois mille hommes et six avions de combat. Interdiction était faite également à la Finlande d'acquiescer des armes offensives telles que sous-marins et missiles. En 1964 cependant, les signataires du traité autorisèrent Helsinki à doter son armée de missiles anti-aériens, antichars et de missiles de surface pour la marine. Autre clause : la Finlande n'avait pas le droit de se procurer du matériel de guerre d'origine allemande ni des avions civils allemands ou japonais.

Le gouvernement d'Helsinki estime maintenant que toutes les dispositions du traité de Paris limitant sa souveraineté n'ont plus de raison d'être dans le contexte d'une Allemagne qui a recouvré la pleine et entière indépendance, et la position de la Finlande comme membre des Nations unies et de la CEE.

De la même manière, l'article premier du traité signé avec l'URSS en 1948 est tombé en désuétude.

Il stipule que « dans le cas où la Finlande ou l'Union soviétique, à travers le territoire de la Finlande, exerceraient l'objet d'une agression armée de la part de l'Allemagne ou d'une puissance quelconque alliée de

celle-ci, la Finlande, fidèle à ses devoirs d'Etat indépendant, combattrait pour repousser cette agression ». Le président Koivisto estime que « les développements de ces dernières années, en particulier la détente en Europe, la réunification de l'Allemagne, et la situation créée à travers les accords conclus dans le cadre de cette réunification, montrent que la référence à l'Allemagne comme agresseur possible est obsolète ». Cette constatation faite, il reste, souligne le président, que le traité a conservé sa signification même dans le cadre des changements intervenus. « Cela veut dire que la Finlande ne permet pas que son territoire soit utilisé pour une attaque contre l'URSS. Le traité en tant que tel continue donc de correspondre aux intérêts de la Finlande en matière de sécurité ».

Dans l'esprit du temps

Helsinki n'a pas pour autant l'intention de demander une modification de ces textes. Le gouvernement a simplement informé Moscou qu'il cessait, à compter du 3 octobre, de tenir compte de clauses dépassées. Aucune protestation n'a été élevée. M. Guennadi Guerassimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a indiqué que « c'était dans l'esprit du temps l'important étant que le traité de 1948 n'ait pas perdu de sa signification ».

FRANÇOISE NIETO

Le Monde a publié dans ses éditions du 4 janvier un article sur la neutralité de l'Autriche.

TURQUIE : nouvelles tensions sociales

L'appel à la grève générale a été largement suivi

Ignorant les menaces de licenciement proférées par le ministre de l'Intérieur, M. Abdul Kadir Aksu, plus d'un million et demi de travailleurs turcs ont répondu à l'appel de leurs syndicats et respecté l'arrêt de travail général, décrété pour protester contre la politique économique du gouvernement.

ANKARA

de notre correspondante

10 % seulement des ouvriers turcs sont syndiqués, mais la grève générale, la première dans l'histoire de la Turquie, a considérablement affecté Istanbul, Ankara et les autres villes principales du pays. Les boulangeries municipales sont restées fermées et de nombreux employés ont dû rester chez eux, en raison de l'absence de transports en commun. Les entreprises privées et les magasins étaient cependant ouverts, malgré des effectifs parfois réduits. Grâce aux efforts des directeurs de la compagnie aérienne Turkish Airlines, qui n'ont pas hésité à s'installer devant les plaintes d'enregistrement ou à participer au chargement des bagages, seuls quelques vols internes ont dû être annulés. Le trafic ferroviaire, en revanche, était normal.

Une détonation d'inflation catastrophique - la moyenne, en 1990, était de plus de 50 % - provoquant une hausse du pouvoir d'achat des ouvriers de plus de 40 %, a finalement eu raison de la patience des travailleurs, qui ont l'impression d'être les laïcs-pour-cause du « miracle économique ». Frustrés par les restrictions autoritaires imposées aux syndicats par la Constitution

introduite après la période de régime militaire (1980-1983) et l'attitude souvent hostile du gouvernement, les travailleurs exigent des augmentations de salaires et davantage de droits. Les lois actuellement en vigueur interdisent les grèves générales, ainsi que tout autre action syndicale pour des motifs politiques.

La grève des cinquante mille mineurs de la ville de Zonguldak, qui vient d'entrer dans son deuxième mois, a marqué la première étape de l'escalade des tensions sociales. Près de cent-cinquante mille ouvriers de l'industrie métallurgique ont également entamé une grève, paralysant le secteur de l'automobile et il est probable que le mouvement s'étendra dans les semaines à venir.

Soutenue par les partis d'opposition, de droite comme de gauche, la grève générale de jeudi était, avant tout, un avertissement au gouvernement, qui ne contrôle que 20 % de l'électorat. La politique économique du président Ozal et, plus récemment, la façon autocratique avec laquelle il dirige le pays depuis le début de la crise du Golfe, ont causé beaucoup de mécontentement auprès de l'opposition et d'une large partie de la population.

Une centaine de personnes ont été arrêtées au cours de plusieurs incidents entre les manifestants et les forces de l'ordre. Mais c'est vendredi que devait avoir lieu à Ankara l'épreuve de force entre le gouvernement et les syndicats. Les mineurs de Zonguldak ont prévu une marche de protestation en direction de la résidence du président Ozal. Jeudi soir, la police anti-émeutes était déjà en état d'alerte pour empêcher la manifestation illégale d'atteindre le palais présidentiel.

NICOLE POPE

PROCHE-ORIENT

Réouverture d'un consulat israélien à Moscou

La drapeau israélien flotta depuis la nuit du 3 janvier sur l'ancien ambassade d'Israël à Moscou, fermée à l'initiative soviétique en 1987 au lendemain de la guerre de six jours, et qui vient d'être officiellement enregistrée comme consulat de l'Etat hébreu. Le nouveau consul général, M. Arieh Levir, arrivé à Moscou en 1989 pour mettre en place une section consulaire sous tutelle néerlandaise, a hissé le drapeau devant une foule émue qui a chanté l'hymne israélien.

L'URSS est déjà représentée en Israël par un consul général, qui a présenté ses lettres de créance le 25 décembre. « Nous avons

conclu avec l'URSS un gentleman agreement aux termes duquel nous nous rencontrerons au niveau diplomatique en cas de nécessité, en dépit du fait que nous ne soyons qu'un consul », a déclaré M. Levir. Mais il s'est montré plus prudent quant au prochain rétablissement des relations diplomatiques, même si Moscou ne pose plus comme préalable l'acceptation par Israël d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

200 000 juifs soviétiques ont pu se rendre en Israël en 1990 et 400 000 sont attendus cette année. (AFP, Reuter.)

Le Conseil de sécurité critique « les actions des forces israéliennes » dans la bande de Gaza

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 4 janvier, une déclaration critiquant Israël pour la récente vague de violence dans la bande de Gaza où dix Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israélienne, ces derniers jours.

La déclaration, qui n'est pas une résolution et n'engage pas le Conseil, a reçu le soutien des Etats-Unis. Le texte déplore « en particulier les actions des forces de sécurité israéliennes contre des Palestiniens ». Il réaffirme que la quatrième convention de Genève de 1949 s'applique à tous les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et demande qu'Israël, puissance occupante, respecte scrupuleusement les dispositions de la convention.

Les membres du Conseil réaffirment d'autre part leurs positions, tout récemment énoncées dans la résolution 681 (1990), et appellent l'action menée par le secrétaire général pour assurer l'application de ladite résolution. Ils demandent que tous ceux qui peuvent contribuer à réduire la tension réduisent d'efforts.

C'est la quatrième fois que le Conseil de sécurité de l'ONU critique Israël depuis le début de la crise du Golfe. (Reuter.)

ALBANIE

Manifestations pour le report des élections

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, jeudi 3 janvier, dans deux villes du pays - Shkoder et Durrës - pour réclamer le report des élections prévues pour le mois prochain et la libération des prisonniers politiques. Ces défilés ont mobilisé 60 000 personnes à Shkoder et 30 000 à Durrës selon M. Genc Polo, porte-parole du Parti démocratique, organisateur des manifestations. Ce mouvement, né le 12 décembre après la décision du président Ramiz Alia d'instaurer le multipartisme, estime trop proche la date du 10 février proposée par les autorités pour la tenue d'élections législatives et demande davantage de temps pour s'organiser. (Reuter, AFP)

S'il leur arrive de croiser dans les avenues de Varsovie le cortège présidentiel - Volvo noire arborant le drapeau national frappé de l'aigle polonais, suivie d'une escorte de trois ou quatre voitures - les Polonais se sont pas abstenus d'images sur les minidres faits et gestes du président Walesa. « On entend beaucoup parler de lui, mais on ne voit pas », relève-t-on. Son porte-parole fait preuve d'une grande souplesse avec les journalistes, tout étonnés de la facilité d'accès au palais du Belvédère. L'allocution de Nouvel An a été sobre et brève, « très bien prononcée », font remarquer ceux à qui les fautes de syntaxe du leader de Solidarité échoient les oreilles. Mais, surtout, le ton a changé : plus de promesses, plus d'affirmations à la 1^{ère}. « En tant que président, je vous dois la vérité. Et la vérité, la voici : ça ne va pas être

AFRIQUE

SOMALIE : pas de cessez-le-feu en vue

La France et l'Italie se préparent à évacuer les ressortissants étrangers

Le ministère français de la défense a donné, jeudi soir 3 janvier, son feu vert à l'opération « Bénédict », organisée pour évacuer par la mer les ressortissants étrangers bloqués à Mogadiscio. C'est le chargé d'affaires français en Somalie qui décidera, en fonction des conditions locales, à quel moment cette opération pourra commencer.

NAIROBI

de notre correspondant

La frégate La Motte-Picquet, qui croise déjà au large de la capitale somalienne, et le navire-atelier Jules Verne, qui a appareillé, jeudi, de Djibouti, évacueront tous les ressortissants français et étrangers qui le souhaitent. Une vingtaine de Français se trouvent sur place ainsi

que 350 Italiens, 70 Américains, 30 Allemands et quatre Belges.

L'Italie, l'ancienne puissance coloniale, a prévu aussi d'évacuer les ressortissants étrangers. Mais, dans un communiqué, le ministère italien des affaires étrangères indique que cette évacuation dépend de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu à Mogadiscio. Les six délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) présents sur place, n'ont pu commencer à travailler en raison de la violence des combats, a indiqué, jeudi, à Genève, un porte-parole de l'organisation humanitaire.

Après la CEE, l'Egypte et l'Organisation de l'unité africaine, les États-Unis, par la voix du porte-parole du département d'État, ont, à leur tour, appelé toutes les parties et toutes les forces à déposer les armes. De son côté, le président Syad Barre a réitéré son appel à une trêve et sollicité, auprès de la communauté internationale, une aide alimentaire, des médicaments, du carburant et des tentes.

Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) viennent d'affirmer, par l'intermédiaire d'un de leurs porte-parole à Rome, que « l'intransigeance de Syad Barre rend nécessaire la poursuite de la bataille pour la liberté et la démocratie ». Faisant état de l'arrivée de renforts évalués, par eux, à une dizaine de milliers de soldats, dirigés par des officiers et disposant d'armes lourdes, ils ont insisté sur le fait « qu'il fallait battre le fer quand il est chaud ».

Alors que la situation s'est stabilisée depuis trente-six heures à Mogadiscio, dont une « bonne partie » est maintenant contrôlée par les rebelles, l'annonce de l'évacuation des ressortissants étrangers prouve qu'on ne pense plus, ni à Rome, ni à Washington, ni à Paris, à la possibilité d'un règlement pacifique. Tout dépend maintenant de la bonne volonté du gouvernement somalien, qui voit d'un mauvais œil les derniers étrangers quitter le pays. D'après qui peut vouloir dire, pour les Occidentaux, le présent régime n'a plus les moyens de redresser la situation.

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD : assassinat d'un militant du Congrès panafricain. — Le Congrès panafricain (PAC) a accusé, jeudi 3 janvier, « des gangsters qui ont rejoint les mouvements de libération » d'être les responsables du meurtre d'un de ses militants commis la veille. Thembaletu Rusmeni, vingt-trois ans, avait été tué à coups de poignard par des partisans de l'organisation nationaliste rivale, le Congrès national africain (ANC), dans le ghetto de Qumtha. (L'AFP.)

KUWAITI-FRENCH BANK

Sous les auspices des ambassadeurs des États membres du « Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe », le Comité de Solidarité Koweïtienne a l'honneur de vous inviter à la réception organisée à l'occasion de l'inauguration de l'exposition photographique intitulée :

« Les violations du Droit de l'homme au Koweït »

qui aura lieu le lundi 7 janvier 1991 à 18 heures, à l'Hôtel Inter-Continental, 3, rue Castiglione, 75001 Paris.

Avec les compliments du Comité de Solidarité Koweïtienne

et de la

Kuwaiti-French Bank

AMÉRIQUES

GUATEMALA : le scrutin du 6 janvier

L'évangéliste Jorge Serrano est favori pour le deuxième tour de l'élection présidentielle

Pour la première fois dans l'histoire du continent latino-américain, un candidat non catholique pourrait remporter une élection présidentielle à l'occasion du scrutin organisé dimanche 6 janvier au Guatemala. Les sondages accordent près de 75 % des intentions de vote à M. Jorge Serrano, le candidat du Mouvement d'action solidaire (MAS, centre-droit), qui a obtenu 24,3 % des suffrages exprimés au premier tour, le 11 novembre, contre 15,7 % à M. Jorge Carpio, de l'Union du centre national (UCN, droite).

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Tous les candidats s'étaient engagés à ne pas recourir aux thèmes religieux pour discréditer l'adversaire, estimant que cela « risquait de déclencher des forces incontrôlables » et de relancer la guerre civile larvée qui déchire le pays depuis trente ans. Personne n'a finalement tenu sa promesse, ni Serrano l'évangéliste, ni Carpio le catholique, qui, tous deux, en prévision du second tour de l'élection présidentielle du 6 janvier, ont lancé leurs partisans mener une campagne souterraine dénonçant l'infamie religieuse de l'adversaire.

Une religion venue des États-Unis

La hiérarchie catholique est très préoccupée par la progression spectaculaire du Mouvement évangéliste au Guatemala (environ 30 % de la population, soit beaucoup plus que dans les autres pays d'Amérique centrale), mais a évité de prendre position publiquement afin de ne pas provoquer une déstabilisation massive dans ses rangs en cas de victoire de M. Serrano. Avant le premier tour, la Conférence épiscopale s'était bornée à taquiner les candidats à voter pour « le moins mauvais » des candidats (« celui dont le parti fait preuve d'un

engagement concret en faveur du concept chrétien de l'être humain »). Pour les évêques comme pour la plupart des observateurs, il était alors totalement exclu que M. Serrano accède au deuxième tour.

On comprend aujourd'hui l'embarras de l'Église catholique. On la soupçonne bien sûr d'encourager en sous-main les initiatives de certains individus qui diffusent des tracts dénonçant les « projets impérialistes des sectes protestantes ». Les journaux ont même publié un texte accusant les évangélistes de vouloir « arracher le peuple à ses racines et de substituer une religion venue des États-Unis ».

Les partisans de M. Serrano font preuve de plus de subtilité. Ils évitent d'attaquer l'Église catholique (« Je serai le président de tous les Guatémaltèques et pas seulement des évangélistes », affirme sans arrêt le candidat du MAS) et misent surtout sur la capacité de mobilisation des Églises protestantes, qui font dire des prières en faveur de M. Serrano. Curieusement, celui-ci fait l'unanimité à gauche comme à droite, et on a assisté dès le lendemain du premier tour à un véritable défilé dans la maison du candidat du MAS, dont l'appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale a été très bien reçu. « C'est la meilleure option pour sauver le Guatemala », affirment en chœur le seul député socialiste, Mario Solórzano, et l'extrême droite.

« Je souhaite la victoire de Jorge Serrano au deuxième tour », dit sans hésitation le président de la République, M. Vinicio Cerezo (démocrate chrétien), qui, faute d'avoir pu imposer le candidat de son parti, arrive en troisième position le 11 novembre, se prononce « pour le moindre mal ».

« Serrano, ajoute-t-il, ne remettra pas en question les conquêtes sociales des cinq dernières années, en particulier les droits syndicaux et la liberté de presse ». Et surtout, s'exclame le président sortant, « nous n'allons quand même pas fuir la victoire de Carpio, qui est entouré de gens ayant participé à deux tentatives de coup d'État contre mon gouvernement (en 1987 et 1988) et de militaires que nous avons mis à la retraite

pour avoir violé les droits de l'homme ». Accusation confirmée en privé par un dirigeant conservateur qui aurait voulu, dit-il, « convaincre Carpio de cacher ces éléments peu présentables ou de s'en débarrasser ».

Le secteur privé est satisfait, affirme un député de l'UCN, M. Edmond Mulet. Il misait plutôt sur Carpio ou Alvaro Arzu — le candidat du Parti pour l'avancement national, arrivé en quatrième position — mais il voulait surtout empêcher la Démocratie chrétienne de se maintenir au pouvoir.

« Travail immense en matière de droits de l'homme »

Tous voient dans M. Serrano un « pragmatique » qui devrait être en mesure de mener à bien le processus de réconciliation avec la guerrilla. « Ce ne sera pas facile », reconnaît M. Mulet, qui, en tant que membre de la commission nationale de réconciliation, tente de convaincre l'armée d'accepter le dialogue avec les insurgés. « L'armée, dit-il, est persuadée qu'elle peut en finir avec la guerrilla en quelques mois, car celle-ci a perdu la plupart de ses appuis internationaux ».

À la différence des organisations internationales et de la presse étrangère, la plupart des adversaires politiques de M. Cerezo reconnaissent que celui-ci, malgré ses défaillances sur le plan économique et ses erreurs politiques, a fait « un travail immense en matière de droits de l'homme ». Ils en veulent pour preuve l'organisation de « élections électorales démocratiques » comme l'ont reconnu à l'unanimité les quelque quatre cents observateurs internationaux.

« On ne peut absolument pas comparer la situation actuelle avec la politique de violation systématique des droits de l'homme menée par les régimes précédents », affirme M. Mulet. Cette analyse n'est pas partagée par une partie de la gauche ni par la guerrilla, qui reprochent au président sortant d'avoir « accepté la militarisation du pays en signant un pacte avec l'armée » et son accession au pouvoir en janvier 1986. L'Union révolutionnaire guaté-

malteque (URNG), qui regroupe les quatre organisations rebelles du pays, accuse les autorités d'avoir « maquillé les crimes politiques en assassinats de droit commun ». Selon la commission des droits de l'homme du Guatemala, il y aurait eu plus de 2.000 « exécutions clandestines », 502 disparitions et une trentaine de massacres au cours des cinq ans de gouvernement Cerezo.

Bilan très lourd certes, mais sans aucune mesure avec le véritable génocide pratiqué par les régimes militaires antérieurs à l'égard des groupes indiens, qui représentaient plus de 50 % de la population totale du pays et restent les principales victimes de la répression. La massacre d'une quinzaine de personnes, le 2 décembre dernier, dans le village de Santiago Atitlán prouve que l'armée continue d'utiliser les mêmes méthodes que dans le passé. Mais la condamnation de cet acte par les autorités civiles et par le ministre de la défense, le général Leonel Bolanos, montre aussi que le règne de l'impunité pour les militaires tire peut-être à sa fin.

« Le prochain gouvernement héritera d'une armée beaucoup plus moderne d'esprit, soutient le président Cerezo. Les militaires, sauf une petite minorité, acceptent désormais l'autorité du pouvoir civil. En fait, le véritable obstacle à la démocratisation ne vient pas d'eux mais des secteurs économiques puissants — l'oligarchie — qui continuent de se comporter comme avant et refusent par exemple de payer des impôts à l'État ».

BERTRAND DE LA GRANGE

BRESIL : quatre cent quarante-cinq enfants et adolescents assassinés dans l'État de Rio-de-Janeiro en 1990. — Quatre cent quarante-cinq enfants et adolescents pauvres ont été assassinés en 1990, dans l'État de Rio-de-Janeiro, dans la plupart des cas par des escadrons de la mort, selon un rapport élaboré par la police militaire de la capitale municipale. C'est la première fois que des statistiques officielles sont publiées sur les assassinats de mineurs au Brésil. (AFP.)

ASIE

CHINE : les suites du contentieux avec Stockholm

Pékin a expulsé une diplomate suédoise

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a expulsé une diplomate suédoise en poste à Pékin, par mesure de rétorsion après que Stockholm ait déclaré trois diplomates chinois persona non grata après les avoir accusés d'avoir enfreint de trop près les activités de la dissidence en exil. C'est la première fois que de telles expulsions réciproques se produisent avec Pékin.

Les dissidents chinois qui ont fui à l'étranger lors de la répression initiée du « printemps de Pékin » en 1989 et se sont regroupés dans les instances de la Fédération pour la démocratie en Chine se sont plaints à de nombreuses reprises de la surveillance exercée par des diplomates de Pékin. Le secrétaire d'État adjoint américain pour les droits de l'homme, M. Richard Schiffrer, s'en était inquiété auprès de ses interlocuteurs chinois en ouvrant avec Pékin le dialogue sur ces questions en décembre dernier. La Chine, pour sa part, dément que ses diplomates se livrent à de telles activités, et retourne l'accusation contre les gouvernements occidentaux.

« Le gouvernement suédois, depuis un certain temps, en violation des normes gouvernant les relations internationales, s'est fait complice d'une poignée de membres du front démocratique se livrant à des activités dirigées contre le gouvernement chinois sur son sol, ce qui constitue une ingérence grave dans les affaires intérieures de la Chine », a indiqué un responsable du ministère chinois des affaires étrangères au chargé d'affaires suédois en lui signifiant l'expulsion sous six jours de M^{me} Brita Kinnemark-Lander, premier secrétaire en poste depuis deux ans et demi à Pékin. Annonçant cette mesure, l'agence Chine nouvelle a accusé la diplomate et son époux d'activités incompatibles avec leur statut, sans plus de précision.

À la mi-décembre, la Chine avait déjà une protestation assez ferme contre la Norvège, dont les élus

hauts fonctionnaires venaient de recevoir en audiences séparées M^{me} Chai Ling, figure de proue du mouvement contestataire en exil.

M. Roger Fauroux à Taiwan

En revanche, les protestations contre la France, incessantes au cours de l'année 1989, se sont faites ces derniers temps beaucoup plus discrètes, même lorsque le dalaï-lama a été reçu à Paris avec des honneurs. Pékin pourrait cependant renouer avec un ton plus ferme à l'occasion de la visite qu'entreprend ce week-end le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, à Taiwan.

M. Fauroux, attendu samedi à Taipei, est le premier membre du gouvernement d'un pays européen en exercice à se rendre dans le bastion nationaliste avec lequel la France avait rompu en 1964 pour établir une ambassade à Pékin. Il est accompagné de pas moins de seize hauts fonctionnaires et de douze industriels. Au cours de sa visite de six jours, il sera reçu notamment par le premier ministre Hsu Pei-shu, ont indiqué les responsables de Taiwan. La visite n'a pour but d'imprimer un nouvel élan à la coopération scientifique et technique avec un des États les plus riches de la planète, que Paris avait longtemps ignoré par crainte des représailles de Pékin.

Cette mission a de facto une valeur politique qu'aucun des deux gouvernements chinois n'aurait pu négocier. La France ouvre là, vingt-sept ans après le « cadavre » de de Gaulle à Mao Zedong, une brèche que bien d'autres voudront élargir. Pour le régime communiste, partagé entre le désir de reprendre des relations économiques vitales avec l'Occident et la volonté de freiner tout processus ayant pour effet de relever le statut diplomatique de Taiwan dans le monde, le dossier est de première importance. Déjà, fin 1989, Pékin et Paris n'étaient pas passés très loin de la détermination durable de leurs relations diplomatiques lorsqu'il avait

été question de vendre des frégates de guerre françaises à Taipei. La vente fut annulée au dernier moment par Paris.

Ces derniers temps, les protestations de Pékin à l'encontre d'autres pays ayant engagé des relations jugées trop officielles avec Taipei — y compris l'Union soviétique — ont été en fait beaucoup plus sensibles pour le continent que sa diplomatie est assujettie aux préoccupations de la vieille génération de la Longue Marche, qui envisage la réunification de la Chine sous le drapeau rouge à cinq étoiles comme une priorité absolue. Pour gérer un dossier si porteur de boue, Paris devra mettre au point une stratégie précise animée d'une volonté politique cohérente.

FRANCIS DERON

SRI-LANKA : Colombo accepte un cessez-le-feu de sept jours. — Le gouvernement sri-lankais a annoncé, jeudi 3 janvier, que les forces de sécurité allaient suspendre les opérations offensives contre les rebelles tamouls pendant sept jours à compter de vendredi. Il répond ainsi au cessez-le-feu unilatéral appliqué par les Tigres de libération de l'Éclat, principale guerrilla tamoule, depuis le 1^{er} janvier (Le Monde du 2 janvier).

« Nous espérons que la mesure provisoire de suspension des opérations offensives pour une période de sept jours débouchera sur une nouvelle amélioration du climat de paix », a déclaré, dans un communiqué, le président Ranasinghe Premadasa après avoir rencontré les formations de l'opposition. (Reuters.)

CAMBODGE : appel à une manifestation à Paris. — Plusieurs associations anti-communistes de Cambodgiens appellent à une manifestation, samedi 5 janvier à 14 h 30, devant la Maison de la Radio, en faveur de « l'application immédiate et intégrale » du plan de paix de l'ONU.

BERMANIE

Des élus ont formé un « gouvernement de la jungle »

BANGKOK

correspondance

C'est le désespoir qui a poussé un groupe de députés appartenant à la formation victorieuse, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), et le chef du parti pour la démocratie nationale, M. Sam Wein, à gagner une zone contrôlée par des minorités ethniques insurgées, à proximité de la frontière thaïlandaise, pour y former un gouvernement, une décision aussitôt dénoncée par la junte militaire.

La mise sur pied de ce « cabinet de la jungle », décidée en octobre dernier, n'a pas reçu l'approbation des responsables de la LND, qui craignent que son existence ne serve de prétexte à une répression encore plus sévère. Les membres de la Ligue qui y participent ont donc été exclus du mouvement. Quant au parti de M. Sam Wein, il a aussitôt été interdit par la junte militaire.

Depuis le scrutin du 27 mai 1990, la plupart des dirigeants de la LND ainsi qu'une cinquantaine d'élus ont été arrêtés. Maung Ko, un des chefs de la Ligue, est mort en prison. M^{me} Ang San Suu Kyi, la plus populaire des dirigeants de l'opposition, est en résidence surveillée depuis dix-huit mois. Les autorités militaires poursuivent une vaste campagne contre les barzons, accusés de subversion. Les raids menés par les forces de l'ordre contre les pagodes ont pour objet, selon Radio-Rangoon, de déloger « les éléments clandestins du Parti communiste et les organisations religieuses qui trouvent refuge » dans les monastères.

Les militaires n'ont pas l'intention de faire marche arrière, en dépit de la colère croissante de la population. Le général Saw Maung, chef de la junte, a encore récemment déclaré, à propos des élus de mai, qu'il devait toujours « beaucoup réfléchir avant de passer les rênes du pouvoir à ceux qui allaient précipiter le pays dans le chaos ».

JACQUES BEKAERT

سكاي كابل

... Le Monde • Samedi 5 janvier 1991 • 7

**L'énergie traverse les mers.
Les images circulent.
Les avions décollent.
Les trains roulent.
Tokyo appelle Paris.
Paris appelle Sydney.**

Tout est là.

LES CABLES DE LYON DEVIENNENT ALCATEL CÂBLE.

Nos câbles sont les artères qui font battre le cœur des économies. Ils dispensent l'énergie et transmettent la voix, les données, les images. Sans les câbles spéciaux, les automobiles, les trains, les avions, les fusées, les bateaux resteraient inertes... Leader mondial sur leurs marchés, Les Câbles de Lyon, société-mère d'un groupe international de 19.000 personnes ont réalisé un chiffre d'affaires de 24 mil-

liards de francs en 1989 et maîtrisent les technologies les plus avancées en matière de câbles terrestres et sous-marins, classiques et à fibres optiques dont les applications couvrent l'ensemble des besoins des utilisateurs publics et privés. C'est pour refléter davantage leur avance industrielle, technique et commerciale, que Les Câbles de Lyon prennent la dénomination Alcatel Câble à partir du 1^{er} janvier 1991.

**ALCATEL
CÂBLE**

Alcatel Câble 30, rue des Chasses 92111 Clichy, France.

POLITIQUE

Les décisions du conseil restreint

L'opposition demande toujours le retrait du projet Joxe sur la Corse

Le conseil restreint de gouvernement réuni, jeudi 3 janvier, à propos de la situation en Corse a réaffirmé, selon les termes de M. Georges Kiejman, qui rendait compte de ses travaux, l'«entière solidarité» du gouvernement avec la politique de M. Pierre Joxe sur l'île, tout en admettant la nécessité de réaffirmer l'autorité de l'Etat en Corse. M. Kiejman a indiqué que le gouvernement souhaite donc une «action publique revigorée», notamment dans le domaine de la justice et de la police.

Dans le cadre du renforcement de l'action judiciaire, la chancellerie procédera à des changements dans les juridictions corse. Des nominations aux postes de procureur général et premier président de la cour d'appel de Bastia devaient intervenir vendredi 4 janvier. Deux nouveaux pro-

curseurs près les tribunaux de Bastia et d'Ajaccio, MM. Pierre-Yves Radigue et Roland Mahy, prendront officiellement leurs fonctions le 7 janvier, une nomination qui avait cependant été déjà annoncée. Enfin, des instructions seront données au travers des parquets pour que soient requis des mandats d'amener à l'égard des témoins récalcitrants.

Une information a été ouverte par la section antiterroriste du parquet de Paris après les attentats revendiqués jeudi matin par le FLNC «historique». L'enquête a été confiée au juge d'instruction, M. Roger La Loire. Jeudi soir, M. Mitterrand a reçu les préfets de Corse, dont le nouveau préfet chargé de la police, M. Bernard Bonnet.

Sur le plan politique, à l'exception de M. José Rossi, député de Corse-du-Sud, membre du PR

meis favorable au projet Joxe, les réactions de l'opposition de droite et d'extrême droite restent très négatives. L'opposition demande toujours le retrait du projet de loi présenté par le ministre de l'Intérieur et prévoyant plus d'autonomie pour l'île.

Le gouvernement commence à polémiquer publiquement avec les représentants des clans traditionnels en Corse. Ainsi, M. Pierre Joxe a dénoncé vendredi sur Europe 1 une «épouvantable imposture» de la part de M. François Giacobbi, président MRG du conseil général de Haute-Corse, après que ce dernier eut déclaré sur le même ondes, à propos de l'action de la police : «Lorsque les gens donnent des renseignements, on n'en tient pas compte».

M. Giacobbi a également affirmé qu'il ne faut pas oublier que les quelques personnes qui vont

changer en Corse avaient reçu des consignes de laxisme».

De son côté, M. Kiejman a dénoncé les «préférences nombreuses» distribuées par les clans et les situations de «privilege» en expliquant les réactions des forces conservatrices sur l'île comme «le soubresaut désespéré des derniers opposants».

A l'occasion des échanges de vœux à l'Elysée entre le président de la République et les représentants de la municipalité de Paris, vendredi 4 janvier, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a exprimé le souhait de «voir réaffirmer l'autorité de l'Etat» en Corse. «L'autorité de l'Etat doit toujours être réaffirmée, et elle l'est», a répondu M. François Mitterrand, en rappelant l'aspect «endémique» des crises et des violences dans l'île.

Le gouvernement veut «affirmer davantage» l'autorité de l'Etat dans l'île

M. Georges Kiejman, ministre délégué chargé de la justice, a rendu compte, jeudi 3 janvier, des travaux du conseil de gouvernement restreint réuni pour «s'efforcer de répondre à la situation tendue qui existe en Corse».

Selon M. Kiejman, le conseil a réaffirmé «l'entière solidarité du gouvernement à l'égard du ministre de l'Intérieur et la volonté de ce gouvernement de mener jusqu'à son terme la procédure parlementaire qui devrait donner à la Corse le statut d'ouverture qu'elle réclame depuis longtemps».

D'autre part, le conseil a jugé nécessaire «d'affirmer davantage encore l'autorité de l'Etat». Le gouvernement souhaite donc une «action publique revigorée», pas seulement dans les domaines de la police et de la justice, mais dans tous les domaines administratifs, par exemple financier.

M. Kiejman a évoqué des «nominations significatives» dans les secteurs de la justice et de la police. Pour la justice, M. Kiejman a évoqué la nomination de chefs de parquet soient choisis dans le cadre d'un réaménagement de l'organisation judiciaire, compte tenu des «besoins spécifiques de la Corse». «Les nominations maintiendront en tout cas de manière exemplaire

cette volonté d'identifier, de rechercher les coupables et de les voir sanctionner», a ajouté le ministre. Enfin, M. Kiejman a ajouté : «Le statut de la Corse dépend des Corse eux-mêmes et [il] leur appartient, notamment dans ce domaine du rétablissement de la sécurité, de montrer leur civisme. Plusieurs membres du gouvernement ont pu regretter (...) que des citoyens corse aient, par exemple, refusé leur concours à l'action de la justice, notamment dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de M. Tiroletti», le président de la chambre régionale d'agriculture récemment assassinée. Le gouvernement est «prêt à faire un effort de fermeté», mais il faut que «les Corse contribuent eux-mêmes à cet effort de fermeté. Leur salut en dépend».

Le ministre a précisé à ce propos : «L'organisation judiciaire ne saurait tolérer que des Corse qui ont assisté à l'assassinat de l'un ou l'autre de leurs amis puissent, sans un prétexte quelconque, se refuser à concourir à la manifestation de la vérité. S'il le faut, des instructions seront données, à travers les parquets, pour que soient requis des mandats d'amener à l'égard de témoins récalcitrants».

Quant à l'examen au Parlement

du projet de nouveau statut, la session parlementaire extraordinaire de fin janvier «est particulièrement maintenue en ce qui concerne le statut de la Corse» et «elle ne sera pas déplacée».

A propos de l'action de la police en Corse, le ministre a indiqué : «Je ne crois pas qu'il y ait besoin d'un renforcement quantitatif des forces de l'ordre en Corse. Ce qui est nécessaire c'est de les mobiliser (...). C'est pour cela, notamment, que la police judiciaire est amenée à relancer leurs méthodes de coopération dans la recherche des coupables des assassinats inadmissibles qui ont eu lieu au cours des derniers jours ou des dernières semaines».

M. Kiejman a déclaré que les attentats de la nuit de mercredi à jeudi ont été «longuement évoqués» mais sans modifier les décisions prises qui «tiennent moins à un changement de cap (...), notamment dans le domaine politique, où c'est la volonté qui se voit renforcée, qu'à la volonté (...) de remobiliser les énergies par un certain nombre de mesures». M. Kiejman a conclu : «L'on peut parfaitement faire coexister une volonté politique d'ouverture en Corse et la réaffirmation de l'autorité de l'Etat dans sa souveraineté».

La droite renouvelle ses critiques

L'annonce des orientations retenues par le conseil restreint du jeudi 3 janvier a été démentie par les critiques de l'opposition de droite. En revanche, les milieux autonomistes ou proches des nationalistes corse se félicitent que le gouvernement n'ait pas renoncé à la politique Joxe.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a dénoncé «la faillite de la politique de M. Pierre Joxe» en Corse, et a demandé «un changement de politique au plus haut niveau», pendant que M. Bernard Foss, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale accusait le gouvernement «d'avoir laissé pourrir la situation». Interrogé au journal télévisé de TF1 à 13 heures, vendredi 4 janvier, M. Charles Pasqua a accusé «le gouvernement et le président de la République (d'avoir) privilégié les contacts avec les séparatistes et cédé à toutes leurs exigences», et d'avoir «une attitude antidémocratique» en laissant «une minorité tenter d'imposer par la force son point de vue à la majorité».

M. Ladislav Poniatowski, député UDF de l'Eure, a demandé, au nom du PR, l'application à la Corse de «l'état d'urgence». Pour le Front national, M. Bruno Mégret, député général, a jugé que les décisions du conseil restreint ont représenté «un coup d'épée dans l'eau» et a demandé le retrait du projet Joxe.

M. François Alfonsi, secrétaire général de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste), a déclaré jeudi : «Le gouvernement a été ce qui aurait été le pire, c'est-à-dire une marche arrière précipitée et tout à fait

injustifiée sur le projet Joxe», même si ce n'est pas la «panacée». Quant à l'autorité de l'Etat, elle «doit s'exercer notamment à travers les pouvoirs de police». «Il n'y a rien à dire», a ajouté M. Alfonsi, «tant que ça ne devient pas de la répression politique, tant que c'est véritablement de l'action de police».

M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud mais favorable au projet Joxe, a lui aussi affirmé que «le pire aurait été de retirer» le projet. M. Rossi juge que plus on mélange la période de transition entre l'ancien et le nouveau statut, plus on favorise les «surrendres». M. Rossi soutient aux orientations du conseil restreint, mais reste «prudent et attend le gouvernement sur des actes». Le bureau exécutif du PS juge qu'il faut poursuivre dans la voie du projet Joxe et souligne que «l'Etat entend faire en sorte que son autorité soit réaffirmée».

Les Verts et l'Union corse, antenne corse du parti de M. Antoine Waechter, mettent en cause «les amalgames et les entreprises de déstabilisation», et l'exploitation «politique» des assassinats par «les représentants des clans», responsables du «développement (...) de l'île» dans «des conditions de projet Joxe». Ils ajoutent que l'Etat ne favorise pas «le réflexe simplement sécuritaire au détriment de la solution politique».

Les ministres eux-mêmes commencent à polémiquer publiquement avec les responsables des clans corse traditionnels, et notamment M. François Giacobbi, sénateur et président du conseil général de Haute-Corse. Ven-

dredi, sur Europe 1, M. Pierre Joxe a accusé le sénateur d'une «épouvantable imposture» pour avoir affirmé que la police «utilise pas les renseignements qui lui sont fournis». M. Kiejman, de son côté, a mis en cause «les auteurs de prébendes nombreuses et de nature variée qui sentent bien que quand le statut précomité par le gouvernement se mettra en place, il leur faudra renoncer à ces situations de clans, de privilèges, qui couvrent jusqu'à maintenant». Le ministre délégué à la justice a ajouté : «C'est (...) le soubresaut désespéré des derniers opposants».

[L'état d'urgence, créé par une loi du 3 avril 1955 modifiée par une loi du 15 avril 1960 prévoit un régime de restriction des libertés. Pris par décret en conseil des ministres, il ne peut, au-delà d'un délai de deux jours, être prorogé que par une loi. L'état d'urgence a été utilisé pour l'Algérie en 1960, et l'ensemble du territoire national après la tentative de putsch du 21 avril 1961. Il a également été déclaré en Nouvelle-Calédonie le 12 janvier 1985 et prorogé par la loi. Dans les jours qui ont précédé, des centaines d'Européens s'étaient livrés au voyage à Nouméa pour protester contre le meurtre d'un jeune cadibiano, le 12 janvier 1985, et pour demander la démission d'Elie Machoro et Marcel Nouméa, qui avaient été tués par les gendarmes du GIGN.]

Ces préférences nombreuses, dont le père, M. Michel Fournier, ministre de l'Intérieur, n'aurait pas demandé l'état d'urgence après avoir fait intervenir massivement la gendarmerie à Ajaccio (deux morts) en août 1975 - ne redonne pas la dimension.

M. Kiejman appelle les magistrats à une plus grande «pugnacité»

Le fonctionnement aormal de la justice résulte d'une somme de comportements qui ne sont pas toujours observés dans les départements de la Corse. Désabusés, certains agents de l'Etat préfèrent parfois en rire. Ils parlent du «code pénal corse», un manuel, qui, à les entendre, ne comporterait «qu'une page».

Les dysfonctionnements résultent d'une part du contexte local. Quelques exemples : mitraillage de la façade du palais de justice de Bastia le 27 novembre, suivi d'un mitraillage identique au palais de justice d'Ajaccio le lendemain ; évocation de six détenus le 19 août de la prison Sainte-Claire de Bastia, construite au sein même de la zone d'habitat des «gruyères» depuis les huit évènements en sept mois de 1984 ; acquiescement par la cour d'assises en 1989 d'un homme contre lequel l'avocat général avait requis vingt ans, et qui revenait tranquillement au greffe récupérer ses effets, qui avaient été saisis.

En Corse, il est parfois difficile de constituer un jury de cour d'assises ou même d'assurer la sécurité normale d'un procès. Fin septembre, c'est à Paris qu'a eu lieu le procès d'un militant nationaliste accusé de l'assassinat, en 1983 près d'Ajaccio, d'un coiffeur qui avait refusé de payer «l'impôt révolutionnaire». La Cour de cassation avait renvoyé l'affaire devant une juridiction continentale «pour une bonne administration de la justice».

De la même manière, les témoins ne se présentent pas volontiers spontanément ou refusent même de témoigner. Ainsi, deux vice-présidents de la chambre régionale d'agriculture présents lors de l'assassinat de leur propre président, Lucien Tiroletti, ont refusé de déposer, selon le ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman.

Les dysfonctionnements résultent d'autre part d'un certain nombre de défaillances, selon l'expression de M. Michel Charasse, au niveau des services de l'Etat, pour ne pas dire d'un certain laisser-aller ou encore d'une volonté politique plus ou

moins affirmée en son sommet. De l'éven même de la chancellerie, la plupart des décisions des tribunaux administratifs ne sont pas exécutées, notamment en matière d'urbanisme. On attend toujours la destruction, ordonnée par la justice, de bâtiments construits sans permis, mesure évoquée dès le printemps 1989 par le préfet M. Jean-Gilbert Marzin et prévue avant la fin 1990 par son successeur, M. Alain Bidou (le Monde du 8 décembre).

Au titre des défaillances, on peut encore relever qu'un tribunal de grande instance de Bastia, deux juges d'instruction sur trois sont suspendus. Un substitut est par ailleurs âgé de soixante-sept ans, tout en occupant la son premier poste de magistrat. A Ajaccio, les deux juges d'instruction sont des femmes, ce que le ministre estime - à tort ou à raison - peu compatible, compte tenu des dangers encourus. Globalement, l'île est plutôt bien dotée en effectifs, par comparaison à d'autres régions. Mais, comme dit M. Kiejman, les magistrats, jusqu'à présent, «recherchaient les coupables». Désormais, ils sont priés d'accomplir leur tâche «avec plus d'énergie, avec pugnacité».

La Chancellerie compte procéder à une restructuration de l'appareil judiciaire, passant par le rajustement d'une partie de la hiérarchie de la cour d'appel de Bastia. Jeudi, elle a annoncé avec quelque publicité l'ouverture - nullement inhabituelle - d'une information sur les attentats revendiqués le matin même par le FLNC, à la quatorzième section du parquet de Paris, chargée des affaires de terrorisme. «On donne un statut d'autonomie à la Corse, pas une justice autonome», déclare-t-on au ministère. L'objectif est de «dynamiser les juridictions», rénover l'image de l'institution et restaurer l'autorité de la justice. «Maintenant», a indiqué M. Kiejman sur A2, on va faire les deux, le politique et la répression».

D. R.

Le gouvernement ne change pas de politique corse. Mais l'Etat s'avoue ses insuffisances passées et présentes, il affirme que, désormais, pour mener la politique corse, il s'efforcera d'accomplir son travail et d'exercer la plénitude de ses compétences en Corse, comme il le fait dans les autres régions françaises.

Le gagnant le plus incontestable est M. Pierre Joxe. Lorsque le conseil restreint s'est ouvert, il était un ministre de l'Intérieur fragilisé, près d'être désemparé - disaient même certaines rumeurs - par le président de la République et le premier ministre. Quand le conseil s'est terminé, M. Joxe était doublement conforté : parce que le gouvernement s'en tient à la politique menée en Corse depuis 1988 par le ministre de l'Intérieur ; parce que les autres ministres sont priés de l'aider à appliquer cette politique.

Ce n'est pas un mince succès : déjà, en période relativement calme, les orientations du ministre de l'Intérieur, soutenues semble-t-il par M. François Mitterrand, rencontraient un sein même du gouvernement un certain scepticisme. Alors que le ministre de l'Intérieur avait envoyé, en mai, une lettre aux élus corse pour leur présenter les grandes lignes d'un projet qu'il souhaitait voir aboutir. M. Michel Rocard s'interrogeait encore, en juillet, sur l'opportunité de déposer un tel texte législatif à l'autonomie sur le bureau du Parlement. C'est dire que, dans l'actuelle période de tension, on pouvait imaginer le pire pour M. Joxe. Mais, au bout du compte, le gouvernement a gardé son sang-froid et n'a cédé ni à la panique, ni à la pression de l'opposition.

Or l'opposition de droite avait tenté d'obtenir, en jouant de l'émotion, ce qu'elle n'avait pas

Gagnants et perdants

par Jean-Louis Andréani

réussi à obtenir par la voie parlementaire : le retrait d'un projet dont elle conteste, dans sa grande majorité, le fondement même. Elle s'échoue. Même si la décision du conseil restreint n'est pas démentie, elle ne devrait avoir lieu qu'à la fin janvier, pour la première lecture du texte au Sénat, et surtout pour la deuxième lecture à l'Assemblée nationale qui promet d'être égarée.

Nationalisme et rigueur morale

Sur place, en Corse, il y a aussi les gagnants et les perdants potentiels. Gagnants, tous ceux qui, depuis des années, demandent, que, enfin, l'Etat s'efforce en Corse et ne laisse plus faire n'importe quoi, en matière d'urbanisme, de droit social, de fonctionnement de la justice et des administrations diverses. Parmi ceux-là, beaucoup de Corse «de base», beaucoup d'acteurs socio-économiques, d'associations, et aussi... les nationalistes.

En effet, les nationalistes, paradoxalement, ne réclament pas seulement de l'Etat qu'il mène une politique de «décolonisation». Ils lui demandent aussi de faire appliquer ses propres lois, notamment à l'encontre des spéculateurs et promoteurs immobiliers, et des membres des clans traditionnels. Ces derniers, qui ont aussi les plus féroces adversaires des nationalistes, vont donc pouvoir étouffer de rage, une fois de plus.

De fait, le gouvernement s'est fait un nouveau geste en direction des nationalistes. Non sans habileté, à condition que l'action quotidienne du gouvernement tienne désormais les promesses du conseil restreint. D'une certaine façon, les nationalistes, que beaucoup accusent de vouloir constituer un clan rejoint, tout en réclamant la justice et le respect du droit, sont ainsi pris au piège de leur langage de rigueur morale.

Si l'Etat applique bien les décisions prises jeudi, les nationalistes devraient, d'ailleurs, être dans une situation paradoxale : avec un Etat plus présent, la police et la justice ne s'emploieraient pas seulement à lutter contre le «crime mafieux», ce que réclament, parmi d'autres, les nationalistes. Policiers et juges «réactivés» devraient se préoccuper aussi de pourchasser... les nationalistes qui ont toujours recouru à des moyens d'action illégaux.

Révolution culturelle

Les tenants des clans traditionnels sont, eux aussi, pris à leur propre piège. Ce sont eux qui criaient le plus fort pour réclamer des forces de l'ordre moins passives. Mais ils n'ont aucun intérêt à voir débarquer, en même temps, des fonctionnaires de l'Etat plus efficaces dans d'autres domaines. En Corse, tout le monde sait - ceux qui en profitent comme ceux qui en souffrent - que l'absence

d'un Etat fort est, avec le sous-développement économique, le meilleur garant de la pérennité du clientélisme et du pouvoir des clans...

Si l'Etat va au bout de ses engagements, si ce nouveau plan ne se limite pas à un spectaculaire effet d'annonce, une véritable révolution culturelle peut commencer en Corse. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement demande aux Corse : il leur propose plus de «fermeté», en échange de plus de «civisme» de leur part, notamment en rompant avec la traditionnelle loi du silence qui dresse souvent une muraille opaque face à l'action de la police.

Le moment psychologique n'est pas mal choisi pour demander aux Corse une telle évolution. Mais ils ont des raisons, historiques ou plus immédiates, d'être méfiants et ont été échaudés à de multiples reprises. Dès 1988, M. Joxe effaçait sa valant de «moraliser la vie publique», dépeçait des missions d'inspection dans les administrations. Tout cela n'a pas empêché la canstet de canence dressée jeudi. L'Etat ne devrait-il pas faire le premier pas, en appliquant, enfin, ses lois et ses règlements de la façon la plus équitable et la plus viable par tous, avant de demander aux Corse de faire leur propre part du chemin?

Car l'Etat se montre décidément incorrigible : cela fait plus de deux ans que, sauvant en vain, M. Joxe demande à ses collègues du gouvernement de s'engager, dans leur domaine, pour la réussite de sa politique - qui est, théoriquement, celle de tout le gouvernement. Il aura fallu qu'il y ait le feu à la maison pour que l'on se décide, dans l'urgence, à s'agiter un peu.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - TEL : 45-48-80-28

POLITIQUE

et la lutte contre la violence

Les obsèques du maire de Soveria

Polyphonie dans un village classé

SOVERIA

de notre envoyé spécial

Les amis de Paul Meriani ont laissé leurs voitures dans la plaine. Par dizaines, ils ont monté, silencieux, jusqu'au village, les enciens reprenant leur souffle, les autres poursuivant l'éclosion, le visage fermé derrière des lunettes de soleil. Ils sont arrivés et se sont serrés dans la rue principale, en fait un escalier éperonné à peine des maisons, hautes comme des murs, dans ce village accroché comme un nid d'aigle sur un rocher, les amis n'ont pu prendre place dans l'église et ses treize chaises, où reposait le cercueil du maire de Soveria, assassiné le soir du 31 décembre 1990.

A l'intérieur, la famille, M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'équipement, dont la victime était l'attaché parlementaire, M. Michel Charrier, ministre délégué au budget, originaire de Corse par sa mère, et les représentants de la classe politique insulaire ont

entendu, de la bouche du prêtre, une homélie en forme d'écho aux adjurations prononcées par Mgr Sauveur Cassanovi, évêque de la Corse, le jour des obsèques du président de la chambre d'agriculture, Lucien Tirolo, assassiné le 19 décembre 1990 : « Nous ne pouvons plus tolérer la fatalité de la violence. La Corse que nous traversons est l'île aux changements vertigineux de la société, de ses structures, de la culture. Le premier adjoint du village, M. Auguste Perinetti, s'est borné à ajouter : « La Corse sombre dans l'angoisse, la peur, la vie d'un homme y est devenue quantité négligeable ; les valeurs éternelles de la démocratie, celles de nos ancêtres, sont bafouées sans vergogne. Il est plus que temps de se ressaisir. »

Mais, visiblement, personne ne tenait à durcir la polémique sécuritaire qui secoue actuellement la Corse. Les farouches adversaires du projet Joxe - le sénateur RPR François Giacobbi et le président RPR Jean-Paul de Rocca-Serra, qui avaient réagi au lendemain de

l'assassinat de Paul Meriani en dénonçant le laxisme de l'Etat en matière d'ordre public, ont gardé le silence. M. François Doublin, très ému, a prononcé l'éloge funèbre de son collaborateur en s'adressant à lui : « Il n'y avait pas une journée sans une histoire, une blague, une anecdote à travers laquelle tu nous racontais la Corse, ton village... ».

Une histoire de crêpi

Les polyphonies mélancoliques des chanteurs d'U Muvini se sont tues. Les ongles sont restés, l'émotion à peine contenue, des esprits par autant d'échoués. Si les enquêteurs semblent, en effet, privilégier la piste des contentieux locaux pour expliquer le meurtre, on comprend mal ici quels enjeux pouvaient offrir cette commune de cinquante habitants, d'un budget annuel de quelques milliers de francs. Les policiers s'empilent à éplucher les comptes rendus des conseils municipaux et ils dressent l'inventaire des « histoires » du vil-

lage : un habitant coupant l'entretien d'un des de la maison voisine, un autre venant un chemin, certains s'amusant à retarder l'allumage de la mèche résidant à Soveria.

La volonté de Paul Meriani de faire respecter les normes d'aménagement extérieur des maisons à Soveria, village classé, aurait singulièrement échauffé certains esprits, notamment pour une histoire de crêpi et de balcon non conformes à la réglementation. De Paul Meriani, les amis s'en souviennent désormais comme du « Corse parisien » revenant au pays un week-end sur deux par la michelette Ajaccio-Soveria, descendant à l'arrêt Soveria situé en plein et montant à pied au village. Ils se souviennent de lui leur rendant visite à la nuit tombante, en se promenant avec un lampion. Ils se souviennent enfin qu'il a été abattu un jour de la Saint-Sylvestre, patron de Soveria.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

POINT DE VUE : le bilan des élections de 1990

La gauche tient le coup

par Gérard Le Gall

A l'aube d'une décennie qui hérite de la précédente un nouvel ordre électoral - déclin du PCF (1991), émergence du Front national (1983), crise de la participation électorale (1989), élection présidentielle (1990), un socialisme électoral instable et une tendance au recul du RPR et de l'UDF, - jetons, à mi-mandat législatif, un regard sur les cantonales et les municipales partielles de 1990. L'année 1990, marquée par une détérioration des images des sphères politique, sociale et médiatique nationales, s'est-elle caractérisée par une baisse perilleuse du civisme ? A écouter un débat public dans lequel le mesochisme supplante souvent l'analyse, le verdict serait simple, immédiat et ne souffrirait pas de contestation : après des euro-péennes inciviques (1989), la faible participation, le 10 juin, à l'élection cantonale de Villeurbanne-Sud (25,6 %) symboliserait l'esthétisme de la démocratie française. Voir le Rappelons tout d'abord que, lors des quarante-trois municipales de l'année 1990, on a souvent compté des taux de mobilisation supérieurs à 70 % (72,3 % à Dunkerque, par exemple). Au total, plus de deux Français sur trois parmi les 449 972 électeurs inscrits ont répondu « présent », soit un faible recul (-4 points) par rapport au renouvellement de mars 1989.

Et lors des cantonales ? Afin de sortir des idées reçues, il convient de distinguer entre les zones rurales, qui connaissent peu de décrochage par rapport à septembre 1988 (-2,7 points), et les zones urbaines qui enregistrent un fort recul (-7,6 points).

Faut-il voir dans cette désaffection, traditionnelle avant 1976, un retour au caractère administratif des cantonales - ce serait un embûche pour la décentralisation, l'effet de la montée de l'agnosticisme idéologique depuis 1984 ou, au contraire, l'émergence d'un civisme différent ? La réponse est probablement mixte. On est certes loin de la politisation née de l'union de la gauche (années 70) quand, aujourd'hui, une majorité de Français ne perçoit plus de « grandes différences » entre la gauche et la droite (SOFRES 1990). Mais cela n'explique pas tout. A l'évidence, l'électeur tend à pratiquer un nouveau civisme marqué par des comportements plus sélectifs.

Un vote plus rationnel

Aux municipales, où l'on sait pour qui et pourquoi on vote, la participation est bonne. Il en va de même dans les cantons ruraux. Ailleurs, dans les cantons urbains sous-représentés, aux contours ignorés de la population, à représentation souvent anonyme et de toute façon sans effet sur la majorité départementale à l'issue de partielles, pourquoi se déplacer ? On peut dire que l'électeur ignore le nom et le rôle des représentants nationaux à Strasbourg élus dans la circonscription France. L'acte électoral, jadis devoir électoral, tend, en devenant plus électif, à devenir plus rationnel.

En regard des forces politiques, qu'indique aujourd'hui cet honnête baromètre qui constitue les partielles ? En se fondant sur les seules cantonales où l'offre est relativement stable par rapport aux

renouvellements de mars 1985 et septembre 1989, on note tout d'abord la confirmation de la forte poussée des écologistes (tableau 1), révélée aux municipales de mars 1989, et celle du Front national, enregistrée lors de la présidentielle de 1989 (14,39 %). La PCF, victime des faillites de l'est, enregistre, pour la première fois depuis deux ans, un nouveau recul, respectivement -2,6 points et -0,4 point.

La PS, malgré un congrès de Rennes (mars 1990) qui a provoqué l'affaiblissement de son image et celle de l'extrême, paraît freiner une érosion électorale observée dès l'automne 1989. Il n'enregistre cette fois qu'un repli de 2,9 points, contre 4,9 points entre décembre 1989 et juin 1989 et 10 points de septembre à décembre 1989. Autre enseignement : l'opposition de droite toujours globalement majoritaire au premier tour : la PS confirme sa capacité à rassembler entre les deux tours. Cette ressource, capitale en système majoritaire, s'illustre notamment lors des dix duels entre la PS et la droite traditionnelle avec forte présence des écologistes (10,8 %) et du Front national (14,3 %). La gauche y progresse de 10,9 points tandis que le RPR et l'UDF, qui récupèrent plus d'électeurs de Le Pen que ne le suggèrent les sondages, reculent légèrement. Au total, sur l'ensemble des dix-huit compétitions PS-droite (tableau 2), la gauche progresse de 7,9 points et atténue, voire efface, son déficit des premiers tours.

A l'issue de ce bref périple, qui illustre certaines dysfonctions de notre démocratie et qui confirme l'existence d'un nouveau ordre électoral et un rapport de forces simplifiés, gauche-droite proche de 50-50 - la gauche tient le coup, - le législateur est aujourd'hui au pied du mur. Après les lois sur le regroupement des élections et sur le financement des partis politiques, ne devient-il pas urgent d'apporter des réponses à l'absurdité, désormais perçue, de règles du jeu conservatrices qui ôtent la démocratie, comme les iniquités de représentation au sein de chaque département : la circonscription unique pour les européennes ; le cumul encore excessif des mandats et des responsabilités ; le nombre trop grand des lieux de décisions ; les règles caricaturales pour l'élection des sénateurs ? Cependant, aujourd'hui, un en avant d'élection, une réforme s'impose : celle du mode de scrutin des régions.

Il en va de l'intérêt général. Le maintien de la représentation proportionnelle dans un système de partis où six forces nationales se partagent le marché électoral ne conduit-il pas à l'instabilité dans les régions sur quatre ou à la constitution de majorités à la carte ? Le système proposé par le Parti socialiste, qui emprunte au mode de scrutin mixte municipal en l'appliquant au niveau départemental, satisfait l'esprit de la responsabilité et le respect de l'électeur dans ses préférences d'alliance. C'est aux réponses concrètes à ces questions que l'on mesurera réellement la force de l'esprit de réforme et de rénovation qui, heureusement, refluent ici et là.

► M. Gérard Le Gall est secrétaire national adjoint aux élections et aux études politiques du Parti socialiste.

	SEPT. 1988	1990	EVOLUTION
PCF.....	11,0 %	10,6 %	- 0,4 points
PS-DVG.....	34,7 %	31,8 %	- 2,9 points
Ecologistes.....	2,7 (1)	5,6 %	+ 2,9 points
RPR-UDF-DVD.....	46,6 %	41,7 %	- 4,9 points
FN.....	4,9 (2)	10,3 %	+ 5,4 points

Ces tableaux portent sur douze cantons appartenant à la série 1988 soit 119 370 inscrits en 1990 : Terre-Nivelle (Haute-Marne), Bordeaux IV et Villeneuve-d'Ornon (Gironde), Saint-Chéroux (Essonne), Tournay-d'Agenais (Lot-et-Garonne), Rantaise (Tarn-et-Garonne), Roumou-sur-l'Isère (Drôme), Castillon-la-Bataille (Gironde), Ouzouer-sur-Loire (Loire), Oullins (Rhône), Mendeheim (Bas-Rhin), Andreville-la-Campagne (Eure), Contain-Sainte-Honorine (Yvelines), Carrouges (Ain), Vailly-sur-Arre (Aisne), Lignères (Cher), Amance (Haute-Savoie), Alzon (Gard), Champais (Fuy-de-Dôme).

(1) Présents dans cinq cantons en 1988 et en 1990.

(2) Présents dans onze cantons en 1988 et en 1990.

	1 ^{er} TOUR 1990	2 ^e TOUR 1990	EVOLUTION
Total gauche.....	40,7 %	48,6 %	+ 7,9 points
Ecologistes.....	7,7 (1)		
Total droite et extrême droite.....	51,6 % (2)	51,4 %	- 0,2 points

Ces tableaux portent sur dix-huit cantons avec duels de second tour PS-droite, soit 183 169 inscrits : Bordeaux IV (Gironde), Saint-Chéroux (Essonne), Fontaine (Territoire-de-Belfort), Villeneuve-d'Ornon (Gironde), Tournay-d'Agenais (Lot-et-Garonne), Roumou-sur-l'Isère (Drôme), Castillon-la-Bataille (Gironde), Ouzouer-sur-Loire (Loire), Oullins (Rhône), Mendeheim (Bas-Rhin), Andreville-la-Campagne (Eure), Contain-Sainte-Honorine (Yvelines), Carrouges (Ain), Vailly-sur-Arre (Aisne), Lignères (Cher), Amance (Haute-Savoie), Alzon (Gard), Champais (Fuy-de-Dôme).

(1) Présents dans onze cantons.

(2) Dont 12 % pour les dix-sept candidats du FN.

M. Bernard Bonnet est nommé préfet chargé de la sécurité

M. Bernard Bonnet, administrateur civil hors classe, est nommé préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets des deux départements de la Corse, en remplacement de M. Jean Thieblemont.

Né le 11 février 1948 à Grignas (Ardennes), ancien élève de l'ENA, M. Bonnet a été nommé sous-préfet en 1976, directeur du cabinet du préfet de Vendée. Il occupe le même poste en 1978 auprès du préfet de Corse-Calais et devient en 1979 secrétaire général de l'Aud. Sous-direction des personnels à la direction des personnels, de la formation et de l'action sociale au ministère de l'Intérieur en 1983, il est nommé en 1989 sous-directeur du corps préfectoral des administrateurs civils et des tribunaux administratifs.

M. Jean Thieblemont le préfet de la prévention

Avant de devenir préfet de police en Corse, en décembre 1988, M. Jean Thieblemont occupait la fonction de délégué général auprès du Conseil national de prévention de la délinquance. Ce n'était sans doute pas un hasard. L'époque était à la prévention.

Le baptême du feu du nouveau préfet eut lieu trois mois plus tard. Manifestations quotidiennes devant les préfectures d'Ajaccio et de Bastia, jets de boules sur les forces de l'ordre : les fonctionnaires étaient en garde, la Corse vivait son mal 88. Dans cette épreuve, M. Thieblemont resta plein de prévenances.

On vit le préfet de police téléphoner à la CGT pour prendre des nouvelles d'un syndicaliste agressé. On le vit aborder les nationalistes et présenter sa carte de visite : gardien de la paix, ENA (concours interne), ministère des transports, de l'environnement, et finalement, donc, prévention de la délinquance. Déjà, on se demandait : telle semblait être la mission du préfet. La signalait-on avoir aperçu des fusils-mitrailleurs défilant en fanfare devant la préfecture un soir d'élection ? Il jugeait le phénomène « culturel », une tradition pratiquement aussi banale que la choucroute en Alsace. Les rumeurs de toutes sortes ne l'inquiétaient pas. La Corse, disait-il, « est le seul pays où il y a des fumées sans feu ». En revanche, il était très préoccupé par la forte augmentation de la petite délinquance, chez les jeunes.

A l'approche du dépôt du projet Joxe, la tension avait augmenté. L'époque avait changé, et M. Thieblemont se savait en partance depuis plusieurs mois. Il plaisantait sur ses chances d'être nommé à Monaco. M. Thieblemont s'en va, à soixante ans, occuper la fonction de préfet du Tém (lire page 10).

C. La

Dix années de trêves et d'attentats

Voici une chronologie des principaux événements survenus en Corse depuis 1981 :

- 15 octobre 1981 : l'élection de M. François Mitterrand est suivie d'une amnistie pour les militants nationalistes corses emprisonnés. Le FLNC décrète une trêve des attentats.

- 5 février 1982 : adoption du statut particulier de la Corse. L'Assemblée de Corse est la première assemblée régionale à être désignée au suffrage universel direct. Dans la nuit du 11 au 12 février, le FLNC commet plusieurs actions violentes, qui font un mort - un légionnaire - et deux blessés, une tentative à la trêve que le FLNC o'interrompt officiellement le 19 août 1982, journée pendant laquelle il se voit attribuer dix attentats sous communs.

- 5 janvier 1983 : M. Robert Broussard, ancien patron de la brigade anti-gang, est nommé commissaire de la République délégué pour la police en Corse. Le même jour, le conseil des ministres dissout le FLNC. Pendant le premier trimestre 1983, cent trente-deux attentats sont commis, contre soixante-dix-huit pour la même période de 1982.

- 9 février 1983 : assassinat à Ajaccio d'André Schoch, un coiffeur qui avait refusé de se soumettre au racket de nationalistes.

- 22 mai 1983 : « nuit bleue » sur l'île où trente et un attentats à l'explosif sont perpétrés.

- 17 juin 1983 : enlèvement et assassinat de Guy Orsoli, militant nationaliste. Les deux responsables présumés, Jean-Marc Leccia et Salvatore Contini, sont abattus à la maison d'arrêt d'Ajaccio, le 7 juin 1984, par un commando du FLNC. 13 septembre 1983 : assassinat de Pierre-Jean Massimi, secrétaire général du département de la Haute-Corse.

- 2 décembre 1984 : un CRS est tué à Bastia après le mitraillage d'un véhicule de patrouille. Le FLNC revendique l'attentat.

- 6 février 1985 : M. Robert Broussard est remplacé en Corse par M. Georges Bastidic.

- 2 juillet 1985 : après une nouvelle « nuit bleue » (quarante-quatre attentats du 30 juin au 1^{er} juillet), le FLNC annonce une nouvelle trêve.

- 16 mars 1986 : victoire de l'opposition aux élections législatives. M. Charles Pasqua est nommé ministre de l'Intérieur.

- Du 1^{er} janvier au 10 juin 1987 : deux cent quatre-vingt-quatre attentats par explosif sont commis en Corse, soit trois fois plus que l'année précédente, au cours de la même période.

- 23 mai 1987 : onze nationalistes sont impliqués d'attentats et d'associations de malfaiteurs, et écroués à Marseille.

- 17 juin 1987 : assassinat du docteur Jean-Paul Lafay, dirigeant anti-indépendantiste, à la fin du voyage de M. Charles Pasqua sur l'île. L'ex-FLNC dément à plusieurs reprises en être le responsable.

- 4 août 1987 : assassinat au sud de Bastia du gendarme Guy Aznar, revendiqué par le FLNC.

- 1^{er} octobre 1987 : M. Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire

U Ribombi, est interpellé après la découverte d'un document du FLNC préconisant « l'élimination physique à grande échelle de Français résidant en Corse ».

- 15 octobre 1987 : le nationaliste Jean-Baptiste Acquaviva est tué au cours d'une agression contre un agriculteur.

- 8 mars 1988 : un commando de quatre hommes tue un gendarme. Trois jours après, un autre gendarme est saisi par son gilet pare-balles.

- 1^{er} juin 1988 : après la réélection de M. François Mitterrand, le FLNC décrète une troisième trêve. M. Pierre Joxe reprend le dossier Corse.

- Mars-avril 1989 : un conflit social paralyse l'île. La politique Joxe est provisoirement mise entre parenthèses.

- 7 novembre 1989 : reprise des attentats contre des cibles immobilières.

- 25 mai 1990 : M. Pierre Joxe rend publique une lettre aux élus corses dans laquelle il réitère les orientations d'un nouveau statut particulier allant dans le sens d'une plus grande autonomie.

- 26 mai 1990 : Jules Gaffary, maire-chef, élu à la chambre régionale d'agriculture et proche du RPR, est assassiné.

- 7 juin 1990 : Jean-Pierre Mai-

setti, pépiniériste connu pour ses engagements à droite, est assassiné à Porticcia, près d'Ajaccio.

- 26 septembre 1990 : Charles-Antoine Grossi, maire UDF de Grosseto-Prugna (Corse-du-Sud), est assassiné à Porticcia par deux hommes à moto.

- 15 novembre 1990 : le FLNC juge « de plus en plus inadaptable » la suspension de ses actions violentes et annonce « un réajustement de son activité militaire ».

- Dans la nuit du 23 au 24 novembre 1990, le projet Joxe est adopté par l'Assemblée nationale, après avoir mis le PS au bord de la crise. Il comprend, notamment, une reconnaissance du « peuple corse, composant du peuple français », qui soulève la colère de l'opposition mais aussi des chevènementistes.

- 19 décembre 1990 : Lucien Tirolo, président de la chambre régionale d'agriculture de la Corse, est assassiné par deux tueurs à moto.

- 21 décembre 1990 : deux jeunes corses sont tués à Propriano (Corse-du-Sud), probablement victimes d'un règlement de comptes.

- 31 décembre 1990 : Paul Mariani, maire socialiste de Soveria (Haute-Corse), est assassiné devant sa maison.

Trois mouvements clandestins

Le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) a été manifesté pour la première fois en mai 1976. Il était né de la fusion de deux mouvements clandestins, Giustiziale poellina et le Front paysan pour la Corse libre. Il s'est dissous le 5 janvier 1983, ce qui ne l'a pas empêché de diffuser jusqu'en novembre dernier ses communications par le canal télématique (3615 code Ribombi).

Le 1^{er} juin 1988, le FLNC a décidé une trêve de la lutte armée, tout en se réservant le droit de commettre des actions particulières allant dans le sens d'une plus grande autonomie. Au fil des mois, cette trêve a été de plus en plus contestée par une partie des militants de base pour aboutir à une crise interne profonde à la fin du quatrième trimestre 1990, au moment où le projet Joxe sur la Corse était en passe d'être officiellement présenté.

La scission du mouvement a été effective le 26 novembre 1990 (le Monde du 27 novembre). Les militants à l'origine de la trêve et majoritaires à la direction de l'organisation ont formé le « canal habituel », par

référence au mode de revendication : les plus anciens, favorables à des solutions plus modérées, ont composé le « canal habituel ». Les « modérés » ont formé de leur côté le Mouvement pour l'autodétermination (MPA).

Au total la famille nationaliste corse se trouve donc divisée en trois mouvements clandestins, FLNC canal habituel, FLNC historique et Résistance qui s'est manifesté pour la première fois au cours de l'été dernier. Et en tant que mouvements légaux, A Concocha, le MPA et l'Accocho nazionalista corse (ANC) qui a été formée par les premiers dissidents de A Concocha.

A. G.

L'HERMÈS Editeur
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux recueils par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

POLITIQUE

Les cérémonies des vœux à l'Élysée

M. Mitterrand insiste sur le respect des lois et l'indépendance de la justice

Les traditionnelles cérémonies des vœux à l'Élysée ont commencé jeudi matin 3 janvier avec ceux de la Garde républicaine, puis ceux du gouvernement. Elles se sont poursuivies l'après-midi avec le Conseil constitutionnel, les corps constitués, les armées et la corps diplomatique. Le président de la République a reçu vendredi matin successivement les bureaux des Assemblées (Assemblée nationale, Sénat) et Conseil économique et social, le municipalité de Paris et les autorités religieuses.

Aux membres du Conseil constitutionnel M. François Mitterrand a assuré que leur institution exerce dans la République « une des plus hautes fonctions » et qu'elle « a cessé de gagner en autorité ». M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, qui rapportait cet échange de vœux, a ajouté que le chef de l'État avait indiqué que le Conseil constitutionnel est aujourd'hui « une institution reconnue par tous » et dont « les avis sont écoutés ».

Répondant aux vœux des corps constitués présentés par M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'État, M. Mitterrand a souligné le rôle de la France, qu'elle réussira à assumer, « si elle reste elle-même, si elle reste elle-même, si elle reste elle-même, si elle reste elle-même ».

des efforts « croissants ». Pour le chef de l'État, « la cohésion de la République est d'abord la soumission à ses lois ». Il a ajouté : « Nos institutions forment un ensemble complexe qui ne se diversifie pas. Seule la loi peut préserver la cohérence et la cohésion de la République. Il nous faut la respecter, veiller à son application, en assurer le suivi ».

Le président de la République a ensuite traité de l'indépendance de la justice, « un des principes fondamentaux de la République ». « Garantir l'indépendance du juge, c'est le mettre à l'abri de toute influence, à l'abri de tout obstacle qui serait de nature à le détourner de l'application des lois de la République », a-t-il observé avant d'indiquer : « La justice indépendante c'est celle qui ne reconnaît d'autre maître, d'autre guide que la volonté de la souveraineté nationale ».

M. Mitterrand a également cité l'exemple des collectivités décentralisées. Avant d'affirmer son attachement aux lois de décentralisation, qui ont « le plus bouleversé les usages et les traditions et les rapports entre les hommes » dans la mesure où, à ses yeux, « la démocratie locale est un élément nécessaire de la démocratie politique », il a expliqué que la décentralisation « est gérée par certains maux, comme l'enracinement des foyers locaux, le développement du clientélisme qui peuvent la dénaturer ». Selon lui, la suppression des intellus « n'affaiblirait pas les collectivités territoriales de leur soumission à la loi commune. Au contraire, puis que les tuteurs ont été supprimés afin de permettre l'application pure et simple

de la loi ». Il a recommandé aux représentants de l'État de saisir les instances juridictionnelles compétentes « de tout acte, de tout agissement d'une autorité locale qui leur paraîtrait irrégulier ou illégal ».

Autre thème qui avait été traité le matin même au conseil des ministres par M. Mitterrand : le suivi de l'application des lois. Rappelant que « la référence à la loi demeure la référence de base », il a reconnu que ces « mutations débouchent vers d'autres conceptions, sur d'autres types d'organisation juridique » mais que cela « ne dispense personne d'obéir aux lois de la République ». Après avoir relevé que la « cohésion n'est pas l'uniformité » mais au contraire « la condition pour que le débat politique se développe librement, pour que se manifestent la diversité et même l'antagonisme des opinions », il a insisté pour que « la décentralisation de la fonction publique prenne en compte l'ensemble des exigences qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses missions ». Il a alors rappelé l'insistance qu'il mettait depuis dix ans à ce que soit publié un décret fixant « les limites à la pratique du pantouflage », il s'est félicité de ce qu'« on y arrive enfin ».

M. Mitterrand a également abordé la localisation des fonctions électives en notant que, « pour la première fois depuis la naissance de la République », on est parvenu à la loi de fixer des critères, des règles qui doivent permettre d'éviter le dévoiement permanent ». Il a recommandé que « on ne puisse « dénaturer » une parole de la puissance publique s'il ne s'agit pas d'une réalité rigoureuse, s'il ne s'agit pas d'un certain nombre de calculs ».

Devant les membres des bureaux des Assemblées, vendredi matin, le renforcement du rôle du Parlement s

est évoqué par MM. Alain Foher et Laurent Fabius. M. Fabius a transmis au président de la République une série de propositions de réformes élaborées avec les présidents de tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale, relatives au calendrier et au rythme des sessions parlementaires, au fonctionnement des commissions et à l'absentéisme.

M. Mitterrand a estimé que ces propositions étaient « pour la plupart, réalistes » et qu'elles devraient permettre « un mieux-être de l'Assemblée ». Mais il a également mis en garde les représentants du Parlement contre les tentations de réforme constitutionnelle, en estimant qu'il ne fallait pas donner aux citoyens le « tournis institutionnel ». « La pratique constitutionnelle vaut bien la lettre », a observé M. Mitterrand. « Proposer, écouter », a-t-il conclu, tout en rappelant, à l'intention du Sénat, que lorsque le projet de réforme de la Constitution constitutionnelle avait été soumis au Parlement, il n'avait pas trouvé « du côté du Sénat le concours le plus diligent ».

■ Sondages contradictoires. — Selon un sondage Louis Harris réalisé pour l'« Express » du 27 au 29 décembre auprès de mille cinq personnes, 51 % des Français approuvent l'action de M. Mitterrand au lieu de 54 % le mois précédent. Si le chef de l'État perd trois points, M. Rocard en gagne deux (43 % au lieu de 41 %). En revanche, M. Mitterrand gagne deux points au baromètre SOFRES-FIGARO Magazine réalisé du 19 au 22 décembre auprès de mille personnes : 55 % des Français lui font confiance. M. Rocard gagne un point, avec 49 %.

PHILIPPE BOUCHER

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, jeudi 3 janvier à l'hôtel Marigny, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

■ Attributions du ministre d'État, ministre de la ville

Le ministre d'État, ministre de la ville, est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique de la ville, en animant et coordonnant l'action du gouvernement dans ce domaine.

Il a autorité sur la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain et sur le délégué à la rénovation des banlieues ; il dispose des directions d'administration centrale, relevant des différents ministères qui contribuent à la politique de la ville.

■ Bilan des décrets d'application des lois

Pour l'ensemble des lois adoptées au cours de la législature et la fin de la session de printemps 1990, les textes nécessaires ont été pris dans des délais satisfaisants. En effet, aux quelque trois cent quarante renvois à des décrets contenus dans les cent quatre-vingt-neuf lois votées depuis la session de printemps 1988 ont répondu deux cent soixante-dix décrets aujourd'hui publiés. Soixante-dix pour cent au moins des mesures réglementaires nécessaires pour faire entrer ces lois en vigueur sont donc intervenues.

On a pu observer de remarquables exemples de rapidité pour l'adoption des décrets d'application de certaines lois. Il en va ainsi de la loi du 10 décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion, de la loi du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, de la loi du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant

du groupement industriel des armements terrestres et de la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

Cependant, en moyenne, les délais de préparation des décrets d'application sont encore trop longs. C'est pourquoi le premier ministre, par une circulaire adressée aux ministres le 1^{er} juin dernier, a décidé de subordonner l'adoption d'un projet de loi par le conseil des ministres à la présentation des dispositions essentielles qui figurent dans ses décrets d'application et à celle du calendrier prévisionnel de préparation de ces décrets. Ce calendrier prévisionnel ne pourra comporter d'échecance supérieure à six mois à compter de la date de promulgation de la loi.

Les effets de cette nouvelle procédure devraient pouvoir être observés à la fin du premier semestre de 1991.

■ Suites données aux rapports publics de la Cour des comptes

L'examen des suites données aux rapports des années 1989 et 1990 révèle que les observations formulées par la Cour des comptes ont reçu des réponses satisfaisantes dans 60 % des cas.

Afin que les travaux de la Cour des comptes concourent plus efficacement à la gestion des affaires publiques, un comité interministériel sera réuni systématiquement dans les trois mois suivant la publication du rapport public.

La Cour des comptes pourra publier des rapports particuliers portant sur des sujets importants sans attendre le rapport public annuel.

■ Bilan des négociations collectives de branche sur les salaires

(Le Monde du 21 décembre.)

JOURNAL D'UN AMATEUR

CETTE phrase, pesée inaperçue dans le cours d'une allocution aux officiels que coutumière, n'est-elle pas, cependant, la plus importante, le plus lourde d'effusions ? « Je suis frappé », disait M. François Mitterrand à la veille du Nouvel An, du décalage qui existe entre la réalité de notre situation et l'idée que s'en font nombre de Français. Comme il serait loisible, pour tant de Français, de retourner la proposition, de se l'approprier pour déplorer, à leur tour, le décalage qui existe entre la société et la manière dont elle est gouvernée !

Le pays demeure assurément une grande puissance, en termes juridiques du moins ; mais lequel de ses habitants n'est pas inquiet du lendemain ? Même si ce n'est que justice, le plus venant des jeunes lous n'a-t-il pas lui aussi de temps à autre le peur de perdre ce pour quoi il vendrait père et mère ?

Le pays joue son rôle dans la tourmente orientale, en termes juridiques du moins ; mais lequel de ses habitants n'est pas inquiet du lendemain ? Même si ce n'est que justice, le plus venant des jeunes lous n'a-t-il pas lui aussi de temps à autre le peur de perdre ce pour quoi il vendrait père et mère ?

Dociles, les télévisions, privées autant que publiques, multiplient reportages, scoop et commentaires, même s'il n'y a rien à dire, encore moins à montrer. Les journaux, consentants, suivent le mouvement. Une France de nouveau coaccidée amuse le tapis pour éviter de parler d'autre chose et rêve d'une guerre qu'elle gènerait sans la faire. Chacun se voit héros sans quitter ses pantoufles.

Le pays s'écroule de réformes, de révisions et d'innovations ; cela change-t-il un iota à une vie collective qui s'offre le luxe, le luxe des pauvres, de choisir entre l'indifférence et l'irritation, entre le lassitude et le découragement ?

Le pays doit se trouver une querelle digne de lui avec cette malheureuse et calamiteuse mise à jour de l'orthographe, mirifique invention rocardo-druonienne. Il en est d'elle comme de la loi d'omniscience sur les fausses factures. On en attendait une simplification (un étouffement...), il en est sorti le tempête. Maintenant qu'elle est approuvée, personne ne se souvient de l'avoir votée, et surtout pas ceux qui l'ont lancée. Puisse-t-elle tomber aux oubliettes, fût-ce grâce à ses accoucheurs !

La France, nous assure-t-on, drera du théâtre irakien un développement de considération. N'est-ce pas l'inverse qui en arrive d'abord, succession de brimades et de vexations pour tout ce qui a la mauvaise idée de n'être pas musulman ? Jusqu'à la gifle eubie par le chanteur Eddy Mitchell, devenu bien malgré lui l'enjeu de la plus haute politique, alors qu'on le verrait plus volontiers en bon homme, apportant surtout sa bonne volonté. Jusqu'au déshonorant camouflage des insignes de la Croix-Rouge parce que le symbole en serait chrétien.

Si la France vient, éventuellement, dans cette région du monde, veiller à ses intérêts, elle y est aussi pour épauler des régimes qui, le royaume séoudien le premier, auraient peut-être, seuls, quelque difficulté à se maintenir

Décalage

intecte. Le plaisant remerciement qui consiste à humilier ses alliés ! C'est du Molière pas drôle : « S'il me plaît à moi d'être battu ».

Encore que sur ce terrain de la morale et de la bonté, tout va mal partout et pas seulement dans les sables. La liberté s'étiole au nom de la liberté. La conscience s'efface devant le foi. Sous quelque nom qu'il ait choisi de porter devant les hommes, Dieu exige ses droits. A en croire du moins ceux qui prétendent parler en son nom. Le « parti dévot » retrouve de la vigueur, pour reprendre une expression que l'on retrouve, mais avec quel risque qu'elle soit actuelle, dans la biographie que vient de consacrer Pierre Goubert à Mezzanin.

Jean-Paul II a pris le pouvoir en Pologne, et l'on peut imaginer, à la lumière des précédentes, ce que sera sa prochaine encyclique. La rélier, comme on l'entend déjà, à *Humanae vitae*, c'est faire confiance à l'omnipotence.

Léon XIII, son auteur, il y a juste cent ans, était peut-être « social », mais c'est aussi lui qui condamnait le socialisme. Sans doute se sentait-il mieux compris aujourd'hui... En Israël, qui n'avait pas besoin de ça, l'intégrisme en papillotes a pris pied dans le gouvernement et, en Algérie, le Front islamique du salut corrompt bien avant le sien tout rond et d'une seule bouchée, lors des prochaines élections législatives. Ces habiles franchiseurs réussissent même à faire croire que l'arabisation de leur pays est décidée sur leur initiative. Comme si le problème n'était pas plus ancien.

Même si la langue française a lieu de s'en effrayer, même si cette décision est un geste de la dernière chance et que c'est dire alors combien la pari est aventureux, quel pays consentirait longtemps qu'une partie de ses ressortissants soit incapable de parler la langue nationale et se trouve plus à l'aise avec celle de l'ancien occupant, aussi dénuée qu'elle devienne ?

Dans de telles conditions, l'Algérie n'a rien fait de plus qu'imiter François 1^{er} prescrivant, en 1539, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts, que, désormais, le français remplacerait en toute occasion le latin. A cette différence près, que n'est pas mince, que, de nos jours, le français est encore une langue vivante, populaire, et que c'est aussi à l'ampour que de la proscrire. L'Union indienne n'a-t-elle pas gardé l'anglais ? En serait-elle emmoindrie ? A cause de cela ? Arrêtons-là la parenthèse, même si elle décrit, aussi, un décalage.

DÉCALAGE, en France ? Que oui ! A commencer par ce qui touche à l'équilibre institutionnel qui vacille de partout. Le schéma en est inchangé ; sa mise en œuvre ne suit plus. Est-ce la faute d'un gouvernement usé jusqu'à la corde ? En jurerait-on ?

La présence de ministres à la tête des Français paraît ne plus répondre qu'à un rituel.

Qui croit encore que cette présence ait une utilité ? Interrogerait-on les intéressés qu'il s'en trouverait plus d'un pour confesser, ou moins secrètement, son hésitation.

Ces dignitaires continuent pourtant, et chaque jour davantage, de mener une vie qui n'est rien de commun avec le reste de leurs concitoyens. Quand ces derniers craignent pour l'avenir, les ministres s'écroulent de sourires télévisés, de facilités diverses, étrangères à leurs fonctions supposées, mais qui, toutes, ont pour but de les maintenir où ils sont, de les faire passer pour sympathiques, compétents, généreux, dévoués et surtout, surtout, proches des gens. Qui accorde encore foi à des mémoires qui n'ont pour objet, au profit de l'écroulement, que de retourner sur ses pieds lors de la prochaine combinaison ministérielle ?

C'est être jouleuiste (et pourquoi pas lépniste pendant qu'on y est) que de tenir ces propos ? Non pas. Ils ne viennent pas moins du milieu politique qu'on ne soupçonne jamais d'être masochiste. C'est au contraire souhaiter que cesse de se creuser un fossé bientôt infranchissable entre gouvernants et gouvernés, les uns et les autres un jour contraints de recourir au truchement d'un interprète pour se comprendre. Cet interprète, le moment venu, sera-t-il baptisé homme politique ?

C'EST un décalage, mortel, que regrette le président de la République, qui peut agir, qui le doit, sinon lui ? Le chantage n'est pas mince. C'est celui de la France entière, vu parce que c'est le mode, regardant le « 20 heures » parce que c'est un réflexe et qu'il y a, supérieurement, de quoi pour faire passer la pilule, recourant de promesses qui n'aboutissent pas, épuisée de prophéties qui n'arrivent jamais, vivant de doute plus que d'arian et demeurant en démocratie parce que c'est l'habitude, perdant l'idée qu'elle est une nation, c'est-à-dire une harmonie. La Corse, la désespérante Corse, pour qui rien n'est jamais assez fait, aussi venant de ce stérile, ce « peuple » l'annonce à coup de fusils.

Dans un pays qui donne trop l'impression, parce qu'il ne cesse d'être plus dur et de se montrer plus impitoyable, de ne s'accorder de droits qu'aux plus forts ; parce qu'il ne répondrait pas à suivre ses pires tentations, qu'elles se nomment Japon ou États-Unis d'Amérique ; où triomphent la ruse, l'argent et l'apparence qui sont des réalités d'autant plus intolérables qu'elles contraignent, comme pour les narguer, les principes affichés d'égalité et de solidarité ; où l'opposition ne cristallise que parce qu'il faut bien qu'elle donne sa place alors que rien ne lui déplaît au fond ; où il n'y a donc, tout bien pesé, que bonnet blanc et blanc bonnet ; il flotte dans ce pays-là des bouffées d'avant 1939, quand la France ne connaissait ni issue ni Europe et qu'elle n'a plongé dans la violence, les historiens le savent bien, que parce qu'elle était le seul langage qui lui restait.

(1) Les pantomimes de la capitale affectent un tarif de faveur pour les « résidents ». Un premier effet de la réforme ?

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni jeudi 3 janvier, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

■ INDRE-ET-LOIRE : M. François Leblond.

M. François Leblond, préfet du Vaucluse, est nommé préfet d'Indre-et-Loire en remplacement de M. Pierre Cayron.

(Né le 4 mai 1939 à Paris, M. François Leblond, ancien élève de l'ENA, commence sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur (1966). Chargé de mission au cabinet de M. Raymond Marcellin (1969) qu'il accompagne ensuite au ministère de l'Agriculture (1974-1975). Il entre en 1976 au cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances et le suit au ministère de l'Équipement. Sous-préfet de Meaux en 1978, il devient directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris en juin 1982, puis en avril 1986 préfet délégué à la police pour les deux départements de Corse. Préfet du Lot en janvier 1987, il était préfet du Vaucluse depuis janvier 1989.)

■ TARN : M. Jean Thiéblemont. M. Jean Thiéblemont, préfet, pour les services départementaux de la police, est nommé préfet du Tarn, en remplacement de M. Gérard Lefebvre, nommé préfet hors cadre.

(Né le 12 août 1930 à Paris, ancien gardien de la paix et commissaire de police, M. Jean Thiéblemont est entré

à l'ENA par le concours interne. En 1965, il est nommé administrateur civil au ministère des transports où il s'occupe notamment de l'aviation civile. Préfet du Lot (1982), il devient délégué à la qualité de la vie (1983). Placé hors cadre en septembre 1986, il est nommé préfet délégué pour la police auprès des préfets des deux départements de la Corse en décembre 1988, puis préfet adjoint pour la sécurité auprès des mêmes préfets en septembre 1989.)

■ VAUCLUSE : M. Jean Daubigny.

M. Jean Daubigny, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé préfet du Vaucluse en remplacement de M. François Leblond.

(Né le 18 mai 1948 à Troyes, ancien élève de l'ENA, M. Jean Daubigny a commencé sa carrière à la Cour des comptes. Conseiller référendaire en 1980, il devient la même année sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Corse. En novembre 1980, il est nommé sous-préfet de Châtelleraud, puis en septembre 1983 chef de cabinet du préfet de police de Paris auprès duquel il sera, en 1986, directeur adjoint du cabinet. Depuis 1988, M. Daubigny était conseiller technique au cabinet du président de la République.)

Le calendrier électoral 1992-1998

Le Conseil constitutionnel ayant rejeté le recours déposé par les parlementaires de l'opposition contre le texte de loi reportant d'un an les élections cantonales prévues en 1991 pour les élections régionales, en 1992, avec les régionales, le calendrier électoral s'établirait comme suit, sauf accident pour l'élection présidentielle ou dissolution de l'Assemblée nationale :

— 1992 : élections cantonales (visant à renouveler la moitié des sièges pourvus en 1985 dans chaque département) et régionales (les précédentes avaient été organisées le 15 mars 1989, date à laquelle avaient eu lieu les élections législatives).

— 1993 : élections législatives (les précédentes avaient été organisées en 1988).

— 1994 : élections européennes (les précédentes

avaient été organisées en 1989) et cantonales (pour les conseillers généraux renouvelables élus en 1988).

— 1995 : élection présidentielle (M. François Mitterrand a été réélu en mai 1988) et élections municipales (les précédentes avaient été organisées en 1989).

— 1998 : élections législatives, régionales (pour le renouvellement des conseils généraux élus en 1992) et cantonales (l'ensemble des conseillers généraux seront soumis à renouvellement, aussi bien ceux qui auront été élus en 1982 et dont le mandat sera échu en 1992 que ceux qui le seront en 1994 avec un mandat de quatre ans).

Les élections sénatoriales, qui se déroulent au suffrage universel indirect, sont prévues en 1992, 1996 et 1998.

L'utopie de

Lettres à de Jean

سكول الحلال

CULTURE

THÉÂTRE

L'utopie de la liberté

Des émigrants, deux femmes, un homme à la recherche de leur liberté : « L'Ourse blanche » de Daniel Besnehard

Au début du siècle les États-Unis étaient encore un Nouveau Monde, où l'on partait chercher sa liberté, un destin mirifique. On y allait en bateau, le voyage durait des jours et des jours pendant lesquels on pouvait espérer s'arracher à son passé, à son histoire, arriver tout neuf à Ellis Island, « repartir de zéro ». Un rêve. On ne s'arrache pas à soi-même.

Sur un navire, se rencontrent donc les personnages de « L'Ourse blanche », pièce de Daniel Besnehard créée à Angers dans la mise en scène de Claude Yersin, et reprise au Théâtre Paris-Villette. Ils sont trois : une riche comtesse polonaise - Florence Giordani - son jeune majordome et amant - Laurent Greville - qu'elle emmène loin du qu'on aime - on et pense épouser. Et puis l'autre, l'intruse - Fabienne Montebraz - juive de Prague, jeune elle aussi, et pauvre. Écœlée, totale marginale, elle fuit les pogroms. Elle fuit sans savoir si les services d'im-

migration ne vont pas la refouler, mais n'a plus rien à perdre dans tous les espoirs lui sont permis. Elle est prête à vivre de toutes ses forces, veut séduire, va séduire Laurent Greville. Tout serait possible, rien n'est possible.

Machines transparentes

Daniel Besnehard procède par flashs, saisi des instants d'avant et d'après l'action, ces instants où les choses se désintègrent avant même de se décider, où bonheur et souffrance bouleversent avant même de s'exprimer. Les attitudes révèlent ce que les personnages ne savent pas encore, ne qu'ils n'ont pas, ne veulent pas dire. On « voit » en quelque sorte le mensonge se fabriquer - mensonge social, hypocrisie, ou simplement pudeur, timidité, tabou.

C'est dire ce que le spectacle exige des comédiens à qui la mise en scène laisse une profonde liberté. Domage pourtant que Claude Yersin ait cru devoir séparer les flashs par des noirs pendant lesquels on change quelques accessoires. C'est inutile, ça coupe le rythme et le suspense. Un suspense qui ne doit rien au romanesque - l'intrigue n'apporte pas vraiment de surprises - mais tient aux réactions des personnages. À ce que l'on pressent de leur peine, de leurs ambitions, de leur tactique pour se protéger ou au contraire attaquer de front. Ils deviennent comme des machines transparentes où l'on voit les battements du cœur, les vibrations des nerfs.

On aurait pu souhaiter une jeune femme plus éclatante, plus adossée sur un volcan, que Fabienne Montebraz, qui joue la sensibilité et l'innocence plus que l'exacerbation de l'angoisse. Mais le couple Giordani-Greville prend une étonnante dimension tragique : on les voit soudés l'un à l'autre, dépendant l'un de l'autre, vivant mal leur entente, cherchant le « malaise amoureux », dernier rempart d'autonomie contre cet esclavage réciproque sur lequel est bâtie leur relation. C'est à la fois malsain et pur, comme la passion haineuse qui peut unir des parents proches. Ils se poursuivent au bord d'un gouffre, sachant au fond d'eux-mêmes que le premier qui tombera entraînera l'autre.

COLETTE GODARD

► Paris-Villette, du mardi au samedi, à 21 heures. Dimanche, à 16 h 30. Jusqu'au 9 février. Tél. : 42-02-02-88.

Lettres à de jeunes comédiens

« Le Gai Savoir de l'acteur », de Dario Fo, en cent leçons tonitruantes

Comment adapter le masque au travail du corps, qu'est-ce qu'une improvisation, comment « masquer » un texte ; bref, comment attirer l'attention du public au théâtre ? C'est sur ce sujet ambitieux que Dario Fo, maître en scène italienne, s'est « entretenu » pendant six jours à Rome devant de jeunes comédiens. Ce « séminaire » est aujourd'hui transcrit intelligemment dans « Le Gai Savoir de l'acteur (1) », un manuel spectaculaire, un anti-cours magistral savant et tonitruant qui a pris vie sur les planches, au Théâtre de l'Argentina.

Les trois cents pages illustrent à merveille la façon dont Dario Fo, joignant le geste à la parole, a lui-même enseigné comment captiver un auditoire. Dessins, mimes, caval-

cadés, anecdotes, fécules, il excelle dans cet art et, ravi, ne se prive pas de signaler les applaudissements qui ont ponctué ses numéros. « Je suis un meneur de profession, écrit-il. J'ai réussi à prendre au piège du « ce qui n'est pas vrai, je n'y crois pas » des dizaines de commentateurs pendant sur leurs gardes, des professionnels du doute ».

Dario Fo sait parler de tout, avec la sincérité d'un humoriste travaillé : il part de la Grèce, file en Chine, retourne en Inde, enjambe quelques siècles, s'interroge sur l'existence de la comédie. Et résume Diderot qui rationalise la profession de comédien, ignorant l'émotion, les états d'âme. Lui rêve de conquérir la suite, de collaborer avec elle. « Mais il arrive que

le public soit une horreur, passif, ahuri, réactionnaire, prévenu. Il faut alors le former en lui proposant des spectacles courageux qui éveillent son intérêt et provoquent des débats, l'envie de discuter, d'entreprendre ». Et l'on s'agit, dans ces envolées, pourquoi son théâtre se veut si complet, hâte de le cirque, jongle avec l'improvisation tout en étant réglé au millimètre près. Selon lui, les comédiens d'aujourd'hui sont les enfants des troupes qui sillonnaient les routes au seizième siècle.

« Ces improvisateurs, on nous les présente comme un ramassis de vagabonds sans foi ni loi, ignorant tout du métier, des histoires, des baladins qui vivent au jour le jour d'escroqueries et de scierettes. (...) Les comédiens possédaient un bagage incroyable de

situations, dialogues, gags, comptines, couplets, qu'ils savaient par cœur et dont ils se servaient au bon moment avec un grand à-propos, donnant ainsi l'impression d'improviser. C'était un trésor accumulé, fixé par la pratique d'une infinité de représentations ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Le Gai Savoir de l'acteur, de Dario Fo. Éditions de l'Arche, 318 pages, 120 F.

ARTS

Sur les traces de Dubuffet

Suite de la première page. Les Marionnettes de la ville et de la campagne illustrent le début de cette entreprise hors des conventions culturelles. Côté ville, Dubuffet, qui aime le dépaysement des lieux communs, plonge dans le métro. Il peint ses figurants anonymes, pas gais, sous des couleurs virulentes qu'ils véhiculent, dont la tenue préoccupe évidemment le peintre bien plus que la retenue officielle des personnages. A l'image pourtant de ce qu'il devait être le Paris de tous les jours en 1943 : plein de promiscuité suspecte. Côté campagne, il peint des vaches rouges et frustes, de l'herbe bien verte, des cyclistes mal assurés et des croisés de chemins : des « sites » déjà, par la suite diversément revisités au fil des humeurs philosophiques et des déplacements géographiques du peintre.

nues, grandioses, ancestrales, célébrées par Dubuffet, peintre-philosophe, dans des assemblages et dans un poème, où l'humour du chasseur

d'étoiles et menus cailloux de la chassée (cf. « Teurollogies »). Voir comment, avec *Cosmos Bazar* et son œuvre continue d'écriture déstabilisatrice recouvrant indifféremment toute chose, le peintre met fin à la croissance cancéreuse et confondante du long cycle de *L'Hourloupe*, bien préparé dès 1952 par des dessins de paysages cloisonnés, mais enclenché au début des années 60 dans un état de crise d'urbanité (Paris Circus). Voir enfin comment, après 1974, de *Mondalités* en *Théâtres de mémoires* et de *Psycho-*



Feutrier : trait à l'encre de Jean Dubuffet, juillet-août 1947.

Vertige cosmique

Quelques messages griffonnés sur fond de papier journal, du genre « Dubuffet est un sale con, un fou-rien, un enculé » - des pense-bêtes qui ne méritent pas d'être relevés - quelques passants au pied du mur, plus ou moins incorporés dans la pierre, préparent le visiteur au circuit des tableaux en hautes pâtes, à base de terre, de graviers, de goudron et autres ingrédients extra-picturaux, battus, triturés, étalés en couches épaisses complètes de graffiti, historiettes, puis vidées de toute trace de vie, et jouant indifféremment le rôle de mur, de sol, et de sous-sol, quand elles ne prennent pas la tournure de *Corps de dames* sauvagement arpentées. Une bonne quinzaine de dessins à la plume (1950) de ces créatures parentes de la terre-mère, à mi-chemin du vampire et de la coccinelle, où la violence s'exerce comme un rituel, forment un des ensembles les plus rares et les plus surprenants de l'exposition. Avec les sculptures : celles de 1954, *Petites Statues de la vie précaire*, en éponge ou mastic, dont chacune a reçu un nom, du *Commancheur* au *Ratier*, en passant par *Foutriquet* et *Pleurichon* ; et celles plus graves, plus primitives, de la période des *Motériologies* (1959-1960), issues des *Barbes* che-

de têtes n'exclut pas nécessairement le côté sacré de la représentation. Après maïotes digressions et parentèses l'amenant de l'observation la plus stricte de la réalité à la cooptation, Dubuffet éprouve toujours le besoin de revenir en terrain ferme et palpable. Chaque fois d'ailleurs pour s'en écarter un peu plus, jusqu'à atteindre, d'expérimentations diverses en considérations sur la nature et la texture du monde, des contrées désertes et sans points de repère. Ici la peinture n'est plus que vertige cosmique ou mirage de la pensée détachée de tout, libérée du poids des mots et des images. Voir comment en fil des années 30 cette peinture décolle des tranches de sols jusqu'à mêler poussières

stiles et Sites altéatoires, il en vient aux *Mires* et aux *Non-faux*, les derniers travaux, des exercices au bord du vide, du noir, où, plus que jamais philosophe, Dubuffet met en doute « la pertinence des vues humaines ». Pour accéder aux salles consacrées à l'Hourloupe et aux autres « périodes » dûment arrêtées par l'artiste toujours poussé par un sérieux besoin d'y voir clair doublé d'un désir persistant de ne pas laisser à la critique le soin d'étiqeter et de saucissonner sa production, il faut faire marche arrière, après avoir buté sur le néant d'une *Surrection du sol* (1960). La coupure tombe à pic, puisque c'est parvenu à ce point de non-retour en matière de physique que Dubuffet décide de partir

GENEVIEVE BREERETTE
Kunstthele Schirn Frankfurt, Am Römerberg, D-6000 Frankfurt
M - Tél. : (069) 299882-0. Jusqu'au 3 mars.

EN BREF

► Maria Corral à la tête du Centre Reina Sofia de Madrid. - Le Centre Reina Sofia de Madrid, qui se veut l'équivalent du Centre Pompidou de Paris, vient de changer de tête au moment où se tiennent une série d'expositions qui préfigurent le futur musée d'art moderne de la capitale espagnole. Tomas Llorens est en effet remplacé par Maria Corral, responsable des arts plastiques à la Caixa de pensions, caisses d'épargne qui vient de fusionner avec son homologue la Caja de Barcelona. Ces instituts financiers qui jouent un rôle considérable dans le domaine du mécénat et de l'action culturelle devraient placer à la direction de ce secteur, désormais unique, Luis Montreal, ancien fonctionnaire de l'UNESCO.

► Opéra de Paris : forfait du chef d'orchestre Gabriele Ferro. - Le chef d'orchestre italien Gabriele Ferro a décidé de ne pas diriger les dernières représentations des *Noëces de Figaro* de Mozart à l'Opéra-Bastille. Les représentations de cette production sont cependant maintenues, les 3, 8, 11, 15, 16 et 18 janvier. Le jeune Britannique Jonathan Darlington, assistant de Gabriele Ferro lors des répétitions, sera au pupitre. L'Opéra de Paris n'a pas précisé les raisons du forfait du chef italien dont la direction musicale a été mal accueillie par une partie de la critique et sifflée certains soirs par le public.

CINÉMA

Le pot-pourri du Mississippi

L'Américain Denzel Washington et l'Indienne Mira Nair tournent dans le « Deep South »

GREENWOOD

de notre envoyé spécial

Une station-service à cinq kilomètres de Greenwood, dans le Mississippi. Devant une camionnette garée près d'un panneau d'affichage, un couple s'affronte. Il est en bleu de travail, elle est en blanc, il est noir, elle est indienne. Avec Denzel Washington, le Black américain, oscar 1990, et Sarita Choudhury, l'Indienne, Mira Nair (*Salaam Bombay*, Caméra d'or à Cannes en 1988) réalise son deuxième long métrage, *Mississippi Masala*. Le Masala étant un « pot-pourri d'épices de différentes couleurs », explique-t-elle, et le film une « histoire d'amour interraciale ».

L'intrigue tourne autour d'une famille indienne expatriée d'Ouganda en 1972 par Idi Amin Dada et qui se retrouve à Greenwood, parent pauvre d'un riche Indien propriétaire d'un motel. « L'implantation, puis le déracinement culturel est un thème qui me touche directement », dit Mira Nair (née en Inde et diplômée de Harvard). « De même que la hiérarchie des couleurs à l'intérieur de chacune de nos communautés. En Inde, par exemple, il vaut mieux avoir le teint clair. Et c'est pareil chez les Noirs ».

Pour 5 millions de dollars

En lisant des ouvrages sur l'expulsion des Asiatiques d'Ouganda (ils y étaient venus au début du siècle pour construire le chemin de fer), Mira Nair découvre une minorité « coincée entre le colon blanc et la population noire indigène, constituée par des Indiens figés dans une « indigénité » archaïque - même en Inde. Ils sont plus à la page ». Elle découvre aussi que, dans le Sud des États-Unis, une colonie d'Indiens s'est spécialisée dans l'exploitation des motels. Greenwood est coupée en deux par la voie ferrée. Du « mauvais

côté, l'urbanisme est plus dense, plus délabré, mais la vie plus vibrante. Du « bon » côté, les maisons sont plus grandes et les pelouses manucuvrées, mais désertes. On évite le mot de « ghetto », on jure « cordiales » l'entente entre les races, mais, malgré leur célébrité, ni Denzel Washington ni Mira Nair n'auront trouvé de villas à louer pour la durée du tournage...

Les Indiens installés dans le Sud sont en majorité des Gujratis, peuplade de commerçants voués à la petite entreprise familiale. Leur spécialisation dans l'industrie du motel a des raisons météorologiques - il fait toujours beau dans la Sun Belt - et économiques : la région est assez pauvre pour qu'on puisse acheter son affaire plus vite qu'ailleurs ; on peut surtout l'exploiter en famille, sans main-d'œuvre extérieure.

Le plateau est un véritable « masala », même parmi les Indiens. Sarita Choudhury - l'héroïne - et Roshan Seth (son père) sont originaires du Bangladesh, Sharmila Tagore (sa mère) est bengali, d'autres viennent du Pendjab ou... d'un motel de la région (la moitié de la communauté indienne du Mississippi participe au film). Sharmila Tagore est la petite-nièce de l'écrivain Rabindranath Tagore. Vedette de plus de cent films, la jolie mariée de la *Trilogie d'Apsa*, la déesse du *Devil* de Sergio Ray, avait pratiquement quitté l'écran depuis dix ans.

Coproduit par Cinecom (États-Unis) et Channel Four, *Mississippi Masala* annonce un budget de 5 millions de dollars. C'est peu pour un film à dix-sept personnages, dont une star, et un tournage où décors naturels sur deux continents - il vint de s'achever à Kampala. Dès le 2 janvier, Mira Nair s'est enfermée dans une cabine de montage. Le film devrait être prêt courant avril.

HENRI BÉHAR

« L'Oreille » libérée

Un film tchèque de Karel Kachina

Un couple de bourgeois revient, ayant bien bu, d'une soirée officielle et mondaine. Ni l'homme ni la femme ne retrouvent les clefs de leur maison.

Cela pourrait être le commencement d'un Vaudeville, si ce n'est l'homme Ludvik (Radoslav Brzobohaty) n'était un homme politique tchèque, si son épouse (Jirina Bohdoleva) n'était professeuse, et si l'histoire ne se passait à Prague dans les années 50. Très vite, on se sent pris dans un suspense qui risque de tourner mal. On a peu avec ce couple qui finit par s'apercevoir que les portes de la maison sont ouvertes, qu'une voiture, tous feux éteints, stationne non loin de là. Justement, à la réception, le ministre

dom dépend Ludvik ne s'est pas montré. Pourquoi ? Serait-il arrêté ? Et si Ludvik, à présent, était lui aussi menacé ?

Tourné en 1969 en noir et blanc, et dans un style très « nouvelle vague tchèque », le film de Karel Kachina, *L'Oreille*, est resté vingt ans sous le boiseau. On l'a vu au dernier Festival de Cannes, en compétition. Une belle revanche, car si certaines œuvres enfin « libérées » peuvent paraître décalées, celle-ci, avec son ton de tragédie comédie amère entre Hitchcock et Kafka, dépasse son époque pour parler des menaces qui pèsent sur tout individu quand il n'est informé sur rien.

JACQUES SICLIER

MUSIQUE DU MONDE



SAM. 12 JANV. 18H
HOURIA AICHI
une grande voix d'Algérie
chants arabo-barbares
de l'Aurès
avec Saïd Nassef flûte gasba
LOC. 42 72 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e



8 JAN - 10 FEV
CASIMIR ET CAROLINE
de O. von Horvath
chef de troupe
Jean-Louis Hourdin
"Comédie populaire
avec musique"
49 80 18 88

سوانس

Le Monde

S A N S • V I S A

RUSSE MAZINTOP



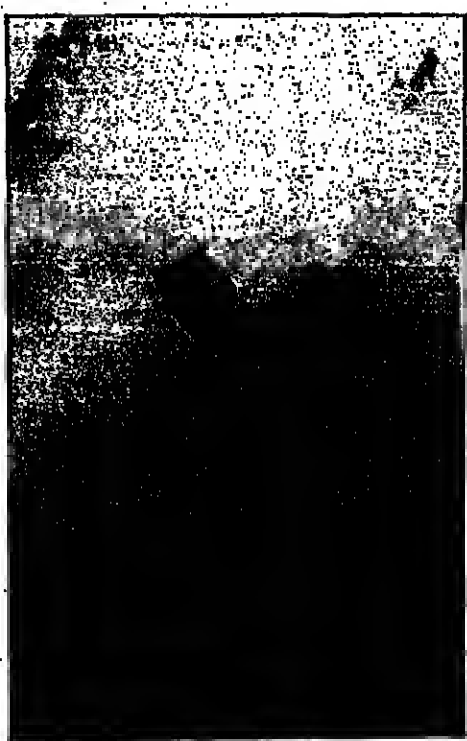
« L'île intense », affirme le slogan qui, de métropole, lance le voyageur vers la Réunion. Intense en effet, surtout quand on choisit de s'en aller patrouiller sur ses hautes terres et de partir à la rencontre d'une population qui se souvient du passé de révoltés de certains des siens. IncurSION et excursion à Mafate, l'un des trois cirques de l'île, et dialogue avec ceux qui y vivent.

enfouis au fond des ravines. Si leur accès est partie de plaisir pour le Mafatais, il est éprouvant pour le marcheur, voire dangereux, tel l'îlet à Cordes où deux familles isolées se partagent une minuscule bande suspendue à la crête des Orangers. Selon une légende, les premiers habitants ne pouvaient y accéder qu'en s'en-cordant...
A raison de soixante rotations par week-end, le ballet des hélicoptères est une intrusion assourdissante dans le quotidien des Mafatais. « Parfois, on se croirait dans Apocalypse Now », reconnaît le pilote. L'ennemi, l'hélicoptère ? Surtout pas, même si l'institutrice de l'îlet à Bourses demande aux pilotes de ne pas

La Réunion sur ses hautes terres

Où est la Réunion, la vraie ? Dans ce marché oimbé de blanc, on trouve, à gauche, les poissons, à droite, les photos. A gauche : goyaves, mangues et tchichis ; à droite : les images des photographes Ronis, Salgado et Le Querrec. A l'entrée, un griot du Sénégal attire la ménagerie en chantant son histoire sans fin, entre mythe et sorcellerie. Les Cafres (Noirs) dansent, sous le regard des portraits de Miles Davis et de Dexter Gordon. Les Cafres dansent, les Malabars (Indiens, Tamnuls) sourient, les petits Blancs des Hauts applaudissent, les Zarahés (judo-musulmans) commentent et les Zorilles (Français de métropole) observent le tout, un œil sur les photos, un œil sur le griot.
En cette fin novembre, les deuxièmes rencontres photographiques de la ville du Port, à la Réunion, bousculent l'ordre des choses, des fruits et des légumes. Les images en noir et blanc, exposées au marché, prennent de drôles de couleurs. Les paysages des Hauts de Sébastien Salgado sentent le géranium et la vanille. Les gamins du Paris populaire de Willy Ronis dansent le sega et le maloya. Les lances des guerriers masai de George Rodger ressemblent à la crâne à sucre. Le culti-

vateur breton, cher à Le Querrec, se joue de l'artichaut qui plane au-dessus de sa tête avant de retomber dans la hulte. Les photos swinguent, et, à l'heure du crépuscule et de l'été naissant, tous se préparent à passer une nuit d'ivresse, une nuit au « rhum charrette », le plus brut. Une nuit à 23 francs la bouteille.
C'est justement avec du « rhum charrette » que le coiffeur du Port désinfecte son rasoir avant de rafraîchir le client. Le sujet a inspiré Philippe Dupuich, un jeune photographe installé à la Réunion depuis seize mois, et qui travaille pour Anatum-Dom, l'agence de communication numéro un, dont les affiches ont donné un coup de fouet à la création locale. Philippe Dupuich exposait également, au fond du marché, près des bananes et des lentilles : un portrait de gamins à Pièce-Jeanne, dans les Hauts de Saint-Louis, rassemble Blancs, blonds et Noirs ; tous Réunionnais, à la façon « United Colours of Benetton ». Un tanga au restaurant chinois de La Possession. Un « grammaun » (grand-père) de La Rivière-des-Galets. Un étalage de vêtements après des pluies torrentielles à Sainte-Suzanne. Et puis une photo mystérieuse : quatre personnages sagement rangés en file indienne, endimanchés, descendant d'une montagne, le second portant sous le bras une grande peinture représentant Jésus. Sortie de la messe, à l'îlet-à-Malheur, indique la légende.
Jésus et le Malheur. Guy Le Querrec aime à dire que la photo commence « quand le doigt vous chatouille, et que vous voulez attirer l'œil ». Cette image, avec ces quatre personnages sortis de nulle part, nous disait un peu ça. Un vieux Cafre s'est approché de la photo, l'a observée un long moment et n'a pas dit autre chose : « Ha ! Mafate... La Réunion, la vraie, c'est là-haut qu'on la trouve. »



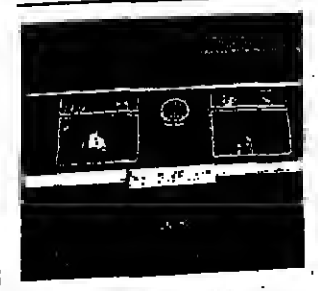
Ci-dessus, ravitaillement par hélicoptère d'un îlet. Au fond, les remparts de Mafate. Ci-contre, distillation du géranium, une des principales activités du cirque, à Aurère et à La Nouvelle.

Plus difficile est de trouver le « manchi » (chaise à porteurs), que les voyageurs du début du siècle – peintres, botanistes, historiens, aventuriers – décrivaient en des récits aussi savoureux qu'exaltés. Ainsi le peintre Louis Ozou, en octobre 1922 : « Les porteurs trottent ou courent, vous secouent les viscères posés ou adipeux ; on est entièrement occupé à se tenir l'abdomen. Ils sifflent, ont chaud, changent fréquemment d'épaule les barres des fauteuils, vont avec effort ; je suis leurs attitudes, les bosselures et la détente des mollets, le roulement des hanches, les nuques tendues de cordes ; en vérité, cette nature est splendide ; mais l'homme est encore plus beau ; tous se taisent maintenant ; sur le lointain murmure de l'eau se détachent seuls le martelage du sol par les talons et le halètement des poitrines. »
Les rares « manchi » que l'on trouve à Mafate sont des chaises de fortune, quatre morceaux de bois et une toile usée, dont se servent les Mafatais pour porter une aîeule fatiguée ou malade. Ce jour-là, en montant sur le hameau d'Aurère, la chaise n'a pas suffi, tant la pente est rude et dangereuse. C'est sur leur dos que les invités à la messe de communion, ainsi que ses deux fils (Clavis et Charlemagne), ont tour à tour porté la grand-mère et rejoint le lieu de fête.
Le pilote d'hélicoptère est un porteur des temps modernes qui prend un malin plaisir à vous faire plonger dans les 9 500 hectares du cirque en rasant les confins. Près de 2 000 mètres au-dessus des remparts qui délimitent le cirque. Seulement 200 mètres au fond de La Rivière-des-Galets et des ravines qui découpent au scalpel pics, pitons et chaînaons. Ici, la Roche-Ecrite, le piton Cahris ; au centre, le piton des Calumets, la crête d'Aurère ; au fond, le piton Maïdo (la « terre brûlée »). Un décor hallucinant, à la fois riche d'une végétation tropicale et ruiné par des cyclones aux noms fleuris : Jenny (1962), Hyacinthe (1980).
Vu d'en haut, voilà donc Mafate, le plus austère, le plus fermé des trois cirques de la Réunion, où l'on cherche trace des six cent cinquante âmes qui y vivent. Les îlets (prononcez illeets), ces minuscules hameaux regroupant de deux à vingt-cinq familles, sont perchés à 1 000 mètres d'altitude, au pied des remparts, ou

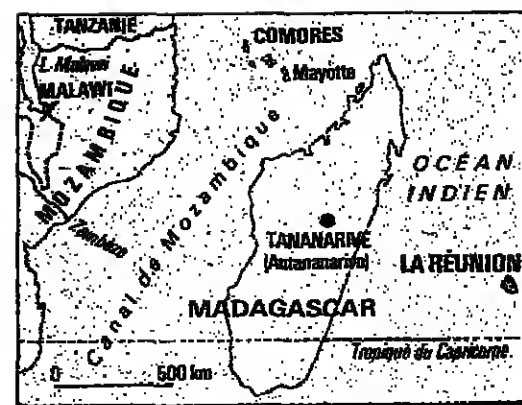
atterrir près de l'école pendant la classe, tant les enfants, qui se ruent aux fenêtres, sont fascinés par son arrivée. Il faut dire que les services rendus sont immenses : ravitaillement des trois coopératives, évacuation des malades et des blessés, tournée des gendarmes, visites des médecins, transport de matériaux de construction et circuits de touristes. « L'hélicoptère fait tellement partie de l'environnement que si on demande aux gamins, dont certains n'ont jamais vu la mer, de dessiner quelque chose, ils vous tracent tous un hélico... », explique Philippe Dupuich, qui en est à son dixième séjour dans le cirque.
Le pilote, dont on se demande encore comment il a pu poser son Ecureuil sur la minuscule parcelle de Grand-Place Cayenne, un hameau suspendu au-dessus de la ravine, est un Réunionnais qui se joue des obstacles naturels tel le Mafatais sautant d'îlet en îlet. Le pilote donc, fantôme autour d'un « hélico-spectacle » dans les 35 kilomètres de la Rivière-des-Galets, cette gorge vertigineuse qu'empruntent les premiers voyageurs pour accéder à Mafate et qui coupe le cirque en deux pour se jeter dans la mer : « Bientôt, je descendrai la rivière à fond, en basculant l'hélico entre les parois, la Walkyrie plein rubis dans le casque... »

Le plus beau des trois cirques est le mauvais garçon de la Réunion. Beau et ténébreux. Beau et rebelle. Mafate devait avoir le profil, Mafate, que l'on peut traduire par « celui qui tue », était un chef malgache qui régnait sur ses troupes de hors-la-loi. Au dix-huitième siècle, au temps où la Réunion s'appelait l'île Bourbon, les colons recrutaient en masse des esclaves à Madagascar pour la récolte du café. Le marronnage était fréquent parmi les esclaves, qui représentaient près de 80 % de la population, même si les peines étaient sévères : une oreille coupée à la première tentative ; un pied à la seconde ; la mort à la troisième. Les Noirs s'en allaient « marrons » dans les épaisses forêts des Hauts, y installèrent des villages et se donnèrent des chefs et des rois.
Michel Guérin
Lire la suite page 15

AU SOMMAIRE



- Le Transsibérien, sur 7 800 kilomètres, entre Pékin et Moscou, le convoi de tous les trafics p. 18
- Paris, par babord et tribord, vu de la dunette d'un bateau-mouche p. 14
- Carême, architecte-pâtissier, maître d'œuvre des tables du dix-huitième siècle et prince du petit-four p. 17
- Escaliers (p. 14) • Jeux (p. 16) • Table (p. 17)



Doop
loi éternelle
de la danse
africaine

Lutèce à tribord !



VOLCE

A le voir tous les jours, à embouteillages de ses ponts, les Parisiens en oublierait presque leur cher cours d'eau. Il leur arrive de se rassurer de savoir la Seine dans son lit, de se réjouir de l'espace qu'elle dégage, pour la beauté des couchers de soleil. Mais, les années et les schémas directeurs passant, le fleuve est un peu perçu comme les raparts officiels le taisent, par l'égard pour cette vieille dame de belle noblesse : un embarras, un embarras de circulation, le seul obstacle naturel, avec quelques canalisés, d'une ville qui brasse ses affaires dans sa perpendiculaire nord-sud.

Chaque réforme urbaine bute sur sa courbe. Incontournable. Des technocrates, voici plus de trente ans, avaient songé à la recouvrir, comme un vulgaire égout d'eau usées, pour libérer des mètres carrés constructibles et faciliter le passage des voitures. Comme il y avait tout de même une limite à l'indécence, un ne lui prit que quelques mètres de largeur, et encore, pas sur la totalité de son cours. On inventa la voie sur berge.

Est-ce cela qui isole un peu la rivière ? Qui dresse un écran entre ses eaux grises et la Ville Lumière ? Plutôt une habitude perdue ? Celle d'aller à la Seine, au ras de sa surface, dix mètres sous le niveau de la capitale ? Plus bas survit une autre langue, un peu de catcombes, minuscule et orgueilleuse. Plus vraiment le petit monde des manœuvres de Georges Simenon. Ni celle des polars : par peur des effets de la pollution, ni se jette moins des ponts, pour en finir. Et, puis, on sait nager, même chez les vauvies. Les bateaux-

mauches constituent la dernière aristocratie du fleuve, plutôt une bourgeoisie aisée et cultivée, qui voue, au-delà des intérêts de son commerce, un culte aux berges, à leur histoire.

Les Parisiens désespèrent leurs capitaines. La balade en bateau vers le Zouave du Pont, la Conciergerie ou Notre-Dame à l'oblique n'est plus souvent pour les indigènes qu'un souvenir d'enfance, la corvée pour le cousin d'Amérique, assurée en lot, avec la tour Eiffel. La clientèle est provinciale, et bien sûr étrangère. Dans une époque où les Japonais vus finit un tour du monde en dix jours, l'embarquement est le moyen le plus rapide pour photographier une ville qui est la bonne idée d'aligner ses monuments sur les berges, son Académie, les caprices monumentaux des Médicis ou de Napoléon, les Tuileries ou la Concorde. Il y a aussi les astucieux, les voyageurs persuadés qu'une cité ne s'apprécie qu'avec du recul, les médiateurs, qui commencent l'inspection par les pieds. Les amoureux, qui dînent aux chandelles, aux beaux jours, sur le pont supérieur en réitérant leurs serments de Venise.

Malgré le mouvement continu de ses barcasses à l'air de plexiglas ou de ses paquebots ventrus, la Seine du tourisme vitote. Les armateurs ne se plaignent pas, mais leurs comptes restent loin des trafics d'autoroute. Le fleuve

passé vingt-six bateaux pour la plaisance d'excursion. Ils étaient plus de cent en 1900, quand la rivière débitait son million de passagers l'année. L'usage se perdit après les expositions universelles, la première guerre mondiale, les progrès techniques de la terre ferme, puis fut relancé dans les années 30, conforté, en 1948, par la création de la Compagnie des bateaux parisiens.

On donna même à la Seine son yacht « de croisière royale ». Royale, parce que Sa Majesté la Reine d'Angleterre y leva l'ancre en 1957, lors d'une visite officielle. Trois ans plus tôt, Le Bretagne, le prestigieux raïot, ses cuivres et ses drapeaux de marqueterie, avait été lancé, avec M^{re} René Coty pour marraine. On lui fit même jouer les péniches jusqu'au Havre : la présidente était fille d'armateur.

mettaient même le cap sur Compiègne. Les passagers contemporains sont plus pressés. La ville a le mérite, à leurs yeux, de ramasser son décor sur quelques milles nautiques. A la limite, on rappellerait volontiers que Lutèce tenait dans l'île de la Cité. Vers l'estuaire, l'inconnu commence au Trocadéro. Demi-tour. En amont, le ministère des finances, le palais omnisports de Bercy, la future Bibliothèque de France, voisinent déjà avec les entrepôts. La banlieue ne vaut pas un léger mal de mer.

L'ÉPOQUE impose même de rudes polémiques, sur les quais. Ainsi, la douloureuse question de l'éclairage nocturne. Paris passe pour une capitale illuminée avec finesse, à la manière d'un spectacle en demi-teinte. Insuffisant, pour les photos ! Alors un capitaine eut l'idée d'embarquer aussi ses projecteurs, et, depuis, au fil des surenchères, ce sont de véritables batteries d'incandescence qui arrosent les rives d'un jour artificiel, blanc d'inquisition. Le record : trois cent quatre-vingt-deux sources lumineuses sur le bateau le plus détesté des pécheurs. Celui-ci est connu de tous les exhibitionnistes de la capitale. L'été, des gosses attendent le passage de ce gros vers luisant et s'amuse à présenter leurs fesses aux passagers. Un jour, quelqu'un aura sûrement l'idée d'organiser un « porno-show » sur la berge. Ou de couvrir les quais de publicités flun.

Philippe Boggio

ESCALES

Indonésie
« extrême »

C'est tous les ans la même chose : les voyageurs se donnent un mal fou pour trouver - ou donner l'impression de trouver - de nouvelles destinations sur un globe où, il faut bien le reconnaître, les terres vierges se font rares. Implanté depuis plus de quinze ans en Asie et, depuis 1983, en Australie, Asia (dans les agences de voyages et les bureaux Asia à Paris (tél. : 43-26-10-35), à Marseille et à Nice), qui a vu une préférence pour les voyages individuels avec assistance une fois sur place, exploite le fait que 1991 est l'année de l'Indonésie. Une bonne occasion de relire Conrad. Vaste sujet ! Le plus vaste archipel du monde permet en effet une offre aussi large qu'originale. Ainsi vous est-il proposé, en exclusivité, une expédition de 22 jours (28 200 F de Paris, en pension complète sauf pour les 3 jours à Bali) dans l'Indonésie extrême, l'Irian Jaya, partie indonésienne de la Nouvelle-Guinée, en pays Papou, à la rencontre des tribus Pêche, Akima et Suroba, à travers jungles et marais inextricables. A pied et en canot. Plus confortable, une croisière dans le détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra (11 145 F en pension complète + 10 935 F pour l'accès de Paris et une nuit au Mandarin Oriental), à bord du *My Island Explorer*, un luxueux yacht de 40 m doté de 18 cabines et de 6 suites. Au menu, la réserve d'Ujung-Kulon, à l'extrême ouest de Java, une balade en pirogue dans la mangrove, les eaux transparentes de l'océan Indien et le volcan Krakatoa. Enfin, pour voyageurs avertis, un circuit de 10 jours au départ de Bali à travers les petites îles de la Sonde, Flores, Sumbawa, Komodo (le plus des varans géants) et Lombok. Un voyage de 16 jours, de Paris, à partir de 21 385 F par personne (base deux personnes), en pension complète sans à Bali. Ou, dans la même région, un cabotage à bord de l'*Island Explorer* (17 jours de Paris, 28 275 F) avec, pour la première fois, Lembata et l'ouest de Timor.

Trésors
sous-marins

Lors de sa première sortie en mer, le 10 août 1628, le *Vasa*, le plus beau vaisseau de guerre jamais construit en Suède, sombra sous les yeux des milliers de spectateurs massés à cette occasion le long des quais du port de Stockholm. Rendu trois siècles et demi plus tard, dans un état de conservation presque parfait, il trône aujourd'hui dans le nouveau musée qui lui est consacré. L'ensemble veut le voyage mais, en attendant, on peut aller visiter, au Centre culturel suédois à Paris (11, rue Payenne, 75003 Paris), ce que ses organisateurs n'hésitent pas à qualifier de « plus belle exposition itinérante de l'histoire des mers et des guerres scandinaves ». En vedette, le *Kronan*, vaisseau royal construit entre 1665 et 1672 au chantier naval de Skerfesholmen à Stockholm, avait, lui aussi, fière allure avec ses 60 mètres de long, ses 2 140 tonnes, son grand mât de 50 mètres et ses 128 canons. En juin 1676, poursuivi par de belliqueux navires hollandais et danois, il décida de virer de bord afin de livrer combat. Décision fatale : un vent latéral violent s'engouffra dans ses voiles et l'eau pénétra par les sabords du pont inférieur restés entrouverts. Une seconde rafale l'incendia encore davantage et l'eau envahit la cale. Combien de malchance, le feu se déclara dans la soute à munitions et le navire sombra, sans combattre, entraînant avec lui ses 842 hommes d'équipage dont seuls 42 en échappèrent. Trois siècles plus tard, le 9 août 1980, après trente ans de recherches, lui avait été retrouvé, par Anders Franzen, celui-là même qui avait découvert le *Vasa*. L'épave gît par 26 mètres, au large de l'île d'Öland. Seuls 40 à 50 de ses 128 canons ont été remontés à la surface, quelques années après le naufrage. En mai 1981, une première campagne de recherches, entreprise par le musée de Kalmar, a permis de récupérer 18 canons supplémentaires, la cloche de bord, un compas et des sculptures en bois. En tout, 20 000 objets dont une partie est aujourd'hui exposée à Paris. Du mardi au dimanche, de 12h à 18h, jusqu'au 17 février.

Pistes d'hiver

La neige n'étant plus un problème, reste celui de choisir sa neige. Tel est l'objet d'« Alpes neige », un guide de l'hiver 90/91 publié par le *Dauphiné libéré* (en kiosque, 38 francs) qui, en 250 pages, donne toutes les informations pratiques (adresses, stages, numéros de téléphone, droits du skieur et assurances, bonnes tables) pour bien préparer un séjour à la montagne. Ce guide contient également un mode d'emploi et une carte des Jeux olympiques d'Albertville (comment assister aux

principales nouveautés des 35 stations de ce massif trop souvent oubliées avec, cette année, une volonté de diversifier encore davantage les activités offertes, la montagne d'hiver ne devant plus être réservée uniquement aux skieurs. Une politique appliquée depuis un certain temps déjà outre-Atlantique, ainsi qu'en témoigne le nouveau guide des activités hivernales 90/91 publié par la Division du tourisme de l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris, Minitel 3614 CANADA et



PRESSE SPORTS

épreuves ?), traite de l'actualité du ski, des nouveautés en matière d'équipements et de matériel et propose un certain nombre de randonnées en raquettes, en ski alpin et en ski de fond. Pas moins de cent sites sont ainsi passés à la loupe et un tableau géant de 24 pages permet de comparer, grâce à 34 informations-clés (altitudes, remontées, hébergements, loisirs, prix moyens pratiqués, etc.), 243 stations classées par département et par massif. Moins volumineux, mais tout aussi utile, le Guide hiver-printemps 90/91, diffusé par la Maison des Pyrénées (15, rue Saint-Augustin, 75002 Paris, tél. : (1) 42-61-58-18) et qui présente les

3616 OCTAN) et qui, à côté du ski, fait une large place aux chiens de traîneau, à la motoneige, à la pêche sous la glace et à l'observation de la faune, sans oublier les carnavales. Abondamment illustré, ce fascicule regroupe également, par thèmes, les propositions des vingt-huit voyagistes qui programment cette destination. Un document à compléter par le nouveau Guide de l'aventure diffusé par l'Office du tourisme du Québec (4, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris, tél. : 45-01-90-90) et qui recense toutes les possibilités de vivre une aventure hivernale à la québécoise.

Grand air

On a parfois de drôles d'envies. Découvrir l'Arctique, de l'Alaska à la Sibirie, rejoindre le pôle Nord géographique, skier sur la banquise, faire du kayak en Islande ou en Russie, voir des éléphants en Afrique, des lions de mer aux Malouines, des tortues et des papillons au Mexique, des ours polaires, des baleines grises en Californie ou sur le Saint-Laurent, des orques à Vancouver ou des rhinocéros au Népal. Ou, encore, aborder l'Afrique par la mer, remonter ses fleuves ou explorer les îles Tortue et Banane, au large de la Sierra-Leone. Autant de fantasmes que Voyages Nature (15, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, tél. : 40-46-05-14) s'est donné les moyens de satisfaire en conjuguant les compétences de trois spécialistes (Grand Nord/Grand Large, VN Observation, Terres Marines), qui privilégient, dans 108 destinations, la découverte sportive, à pied, en kayak ou à ski. En randonnées accessibles à tous ou en expéditions réalisées en autonomie totale. En famille ou entre adolescents. Pour tous les goûts et pour toutes les bourses. Le Pôle, par exemple, c'est 78 200 F ! Les raids en ski en terre de Baffin, au nord-ouest du Canada, de 17 600 F à 22 400 F. En traîneau, c'est 25 600 F en Alaska et... 2 480 F dans le Vercors. En kayak, les Maldives ou le lac Baïkal, c'est 14 500 francs mais on peut payer pour beaucoup moins en Grèce, en Turquie, en Suède ou en Irlande. La Sierra-Leone en catamaran, c'est 15 000 F, et la Patagonie en voilier, de 18 000 F à 25 000 F. Les baleines, cela va de 12 000 F à 15 600 F, les ours blancs, de 13 600 F à 22 800 F, les gorilles du Rwanda et du Zaïre, c'est 17 400 F et les rhinocéros du Népal, 16 800 F. L'embarras du choix !

Sélection établie par
Patrick Francis
et Danielle Tramaud

TELEX

Création d'une ligne directe entre Saint-Quay nouveau port (Côtes-d'Armor) et Jersey. A partir d'avril 1991, la compagnie Embarcadere Lines effectuera un A/R par jour (deux en haute saison) en 1 h 40 avec des catamarans de 30 mètres pouvant transporter 200 personnes.

Semaine de neuf jours, avec Kuoni, à la Martinique (jusqu'au 31 mars) et à File Maurice (jusqu'au 30 avril), dans deux hôtels de la chaîne Sofitel. Bénéficiaires : les titulaires de la carte Sofitel-Privileges. Réservations : 42-65-29-09 et 42-82-04-02.

Air Havas diffuse son cahier prix hiver-printemps 1990-1991 dans les cinq cents agences Havas Voyages. A Paris, 26, avenue de l'Opéra, 1^{er}, tél. : 42-61-80-56, et 4, rue Monge, 5^e, tél. : 43-25-00-61. Même démarche de Nouveau Monde, dont l'indicateur de vols à tarifs réduits est disponible dans les agences Nouveau Monde (8, rue Mabillon, Paris, 6^e, tél. : 43-29-40-40 notamment).

L'Australie chez l'habitant, en famille ou à la ferme : Bed and Breakfast Australia, Homestay and Farmstays s'en occupe, à travers tout le pays. Pour recevoir le livret (en anglais), écrire à Clare Webster, Bed and Breakfast Australia, P. O. Box 408, Gordon, NSW 2072, Australie, fax : (02) 498-6438.

Air Asia sélectionne en permanence, parmi les compagnies régulières se rendant en Asie, les meilleurs vols aux meilleurs prix. Son guide pratique automne-hiver 1990-1991 est disponible gratuitement dans les agences de voyages et à Air Asia (1, rue Dante, 75005 Paris, tél. : 43-29-96-96).

Rotels et Châteaux viennent de publier leur guide 1991 : 37 pays, 377 hôtels et restaurants. La crème de la crème. Offert au siège de la chaîne (9, avenue Marceau, 75116 Paris, tél. : 47-23-41-42) et dans chaque établissement.

Réunion
ses hautes

PES

Guide

50.000.000

La Réunion sur ses hautes terres

Suite de la page 13

La plupart de ces guerriers, dont les exploits ont été entretenus par de solides légendes, ont donné leur nom à des montagnes, îlets, lieux-dits et rivières. Mafate, bien sûr, a laissé son nom au cirque tout entier. Cimendef, celui qui ne peut être esclave, et sa femme Marianne laissent leur nom à la crête et au grand sommet qui la surplombe. Orange, un des plus valeureux chefs marrons, a créé l'îlet des Orangers, une forteresse naturelle protégée par la ravine Grand'Mère et qui connaît des batailles épiques entre marrons et colons. Même chose pour l'îlet à Malheur, le bien nommé, qui tient son nom d'affrontements particulièrement sanglants entre un détachement militaire et une quarantaine de révoltés. Les chasseurs d'esclaves, instigateurs d'expéditions punitives, ont également laissé leur marque dans l'histoire, comme François Musard, qui tua Mafate en 1751, et Bronchard qui a donné son nom à une montagne.

Mafate, « qui fuit », signifie aussi « qui pue ». L'expression fait référence à une source sulfureuse qui coulait au pied du piton Bronchard. Cette eau à 31°C, qui avait des vertus curatives reconnues mais un odeur d'œuf pourri, a donné son nom au village thermal qui fut construit autour de la source en 1870. Dans ses *Considérations sur le climat et la salubrité de la Réunion*, A. Delteil écrivait : « Cette station thermale est située dans un des sites les plus sauvages et les plus désolés de la colonie. Elle forme comme un immense entonnoir au fond du lit tourmenté d'un torrent; elle est entourée, de tous côtés, de remparts à pic, et de hautes pics qui ferment l'œil à tout horizon et menacent à chaque instant les quelques maisons du lieu de formidables éboulements. On ne voit que rochers jetés pêle-mêle les uns au-dessus des autres dans un désordre qui représente assez bien l'image du chaos. Le soleil n'éclaire qu'à regret, et quelques heures à peine, ce trou perdu au fond d'une rivière mugissante. En outre, la route qui conduit à la source est longue, périlleuse et pénible. Il faut avoir bien envie de recouvrer la santé pour aller habiter, pendant plusieurs mois, un lieu si triste à tous les points de vue. »

Ce lieu si triste, que d'autres ont décrit comme « grandiose », a disparu en 1913, englouti par la montée des eaux suite à un formidable

éboulement. Mafate « qui fuit », ou Mafate « qui pue », se rebellait une fois de plus contre ces colons qui n'entendaient rien à la beauté sauvage du site.

Aujourd'hui, il n'y a plus trace de la source, les « hors-la-loi » ont disparu, mais les mots ont toujours leur force, tel le Taïbit, un col qui relie le cirque à Cilaos, et qui désigne en malgache les excréments du lapin. Au début du siècle, Louis Ozous a qualifié justement Mafate de « pays de terreur, vallée de charmes ». La terreur n'a plus cours. Mais il y a, dans les regards et les longs silences des Mafatais, le fierté qui marque les mondes à part.

Josie Fivria est une infirmière qui parcourt depuis seize mois, le pas rythmé par la ronde des hélicoptères, les multiples sentiers du cirque pour soigner ses malades : 30 kilomètres à pied par semaine sur un terrain abrupt. Son secteur d'intervention couvre six îlets et comprend trois cent vingt personnes. Elle est basée à Grand'Place Cayenne, le niveau le plus bas des trois « étages » bien distincts de l'île : avec Grand'Place Boutique (où se trouve une épicerie et une des sept écoles du cirque) et Grand'Place les Hautes, vingt-sept familles habitent cet îlet qui fut, pendant longtemps, le cœur de Mafate, en raison de la source sulfureuse, toute proche, et qui possède la cloche la plus ancienne de la Réunion (1745). « Ici, il faut mieux connaître les prénoms que les noms, car les noms, ce sont tous les mêmes ! Libelle, Boyer, Louise... », affirme cette jeune Caïre de vingt-huit ans, qui vous reçoit avec son T-shirt imprimé « Destroy », et qui est, de par sa fonction, « la personne la plus populaire du cirque ». Il n'y a encore pas si longtemps, les mariés de Grand'Place se réfugiaient un instant dans la « caverne de la mariée », au pied de la falaise, pour quitter leurs habits de cérémonie, en passer de plus légers, et descendre à pied les 15 kilomètres de la Rivière-des-Galets pour rejoindre la mairie de la Possession. Même chose au retour...

Josie Fivria n'est pas Mafataise mais elle marche comme les Mafatais. Comme les trois prêtres qui sillonnent également le cirque pour porter la bonne parole (dont un ancien du Vietnam haut en couleurs). Comme les deux facteurs qui montent le courrier à l'homme. Comme ces « coursiers » qui acheminent de gros colis jusque dans les villes. Comme ces jeunes



Philippe Dupuch

qui descendent de plus en plus souvent à la ville, et que l'on entend venir de loin, sur un chemin perdu, portant sur l'épaule une sonde, digne des rappeurs new-yorkais, déversant dans le cirque une musique de plomb. Ils friment, mais ils vont vite. « Un bon marcheur parcourt 35 kilomètres par jour en savates avec des dénivelés effrayants et des passages très dangereux », explique Philippe Dupuch, et quand le mets six heures, eux mettent trois heures et demie. » Josie marche de jour, mais aussi de nuit. « Quand il y a urgence, il m'arrive de partir à 5 heures avec ma lampe de poche. » Tous les week-ends, elle rentre chez elle, et retrouve son mari à la Saline après 16 kilomètres de « promenade ». « Le règlement, spécifique à Mafate, oblige les infirmières à habiter seules dans le cirque. Vous savez, tout est différent ici. »

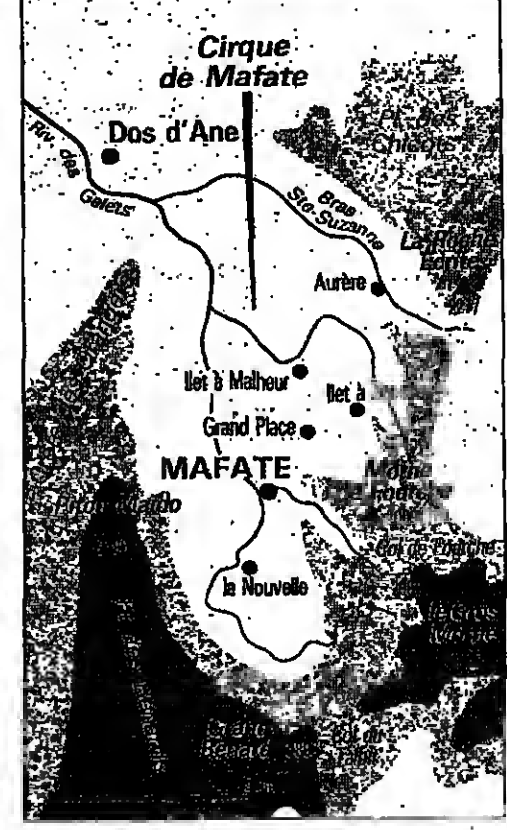
Tout est différent à Mafate au point que Josie Fivria, quand elle a accepté son poste, avait l'impression de changer de pays. Et pourtant, son secteur est le plus « ouvert » sur les villes du littoral. « Je connais toutes les familles, les petits trucs, tous les secrets de chacun. Je suis confidente-secrétaire. Je peux leur parler de tout. Dans le secteur de Roche Plate, c'est impossible. » Si elle « fait partie de la famille mafataise », Josie dit qu'il ne faut pas rester plus de trois ans dans le cirque car « il n'est pas sain d'être trop proche des gens. Et pourtant, j'aimerais rester. »

L'îlet à Malheur lui cause pourtant quelques soucis : « C'est mon secteur catastrophe ! Il faut dire qu'il y a eu un jour passé avec un nom pareil et depuis qu'un étranger a maudit le hameau. Récemment, il y a même eu un crime, avec des histoires de meurtres. Et les gens croient à la sorcellerie... » Ici, Dieu est à la fois gardien des hommes, de la forêt ou de la source. Et parfois sor-

cier. A Malheur, on s'arrange avec Dieu et on invoque beaucoup le redouté saint Expédit, qui a le pouvoir d'« expédier » en enfer votre prochain. C'est ainsi qu'il y a quelques mois des habitants ont mis le feu à quelques cases dans ce hameau où les vengeances personnelles sont courantes.

Si les prêtres qui parcourent le site ont fort à faire pour contrecarrer l'influence de saint Expédit, le corps médical doit rivaliser avec « le moine » qui sévit autour de l'îlet et avec lequel l'infirmière joue au chat et à la souris depuis quel temps. « C'est à celui qui passera le premier dans les cases et les hameaux. Je leur donne des médicaments, mais ils n'écourent que le sorcier ! », dit-elle, un peu désabusée, des habitants de Malheur. La lutte d'influence entre l'infirmière et « le moine » peut faire sourire, mais a pris un tour plus dramatique depuis qu'une femme a dû se faire amputer d'une jambe pour avoir fait plus confiance aux tisanes qu'aux antibiotiques...

« Ici, c'est la ville. » La plus belle des courses est une marche de cinq heures, au départ de Grand'Place Cayenne avec le passage du cap Noir, la découverte mythique du lieu-dit « Mafate les Eaux », une fraîche baignade dans les bassins de la Rivière-des-Galets, une escalade vertigineuse le long du piton des Calumets, la traversée d'un bois de mimosa et de cryptoméria, et l'arrivée sur les champs de maïs entourant les premières cases de l'îlet. « La ville », ennemi s'exclame un marchandier chevronné, c'est la Nouvelle (1400 mètres), le plus important des îlets de Mafate avec ses vingt-quatre familles et cent trente habitants. Le plus facile d'accès par le col de Faurche, dans le plus visible, notamment par les touristes qui se font « larguer » par hélicoptère, l'instant d'un repas,



modeste et hors de prix dans une des trois « épiceries » ou tables d'hôtes, histoire de dire, tel un coin des temps modernes : « J'ai connu Mafate. »

Ici, ce n'est pas la ville, mais ce n'est pas vraiment Mafate. C'est un « nouveau Mafate », comme disent les habitants, qui se dessine dans l'ensemble du cirque, depuis que l'électricité (par le biais de panneaux solaires) et les blocs sanitaires ont fait leur apparition. Il y a deux ans, dans la plupart des îlets. Coût de cette petite révolution : 100 000 francs par case. Et grâce au relais installé sur le Maïdo, la télévision a fait une entrée en masse dans les cases crêoles du cirque, même si les utilisateurs ont dû acheter leur récepteur. L'ONF (Office national des forêts) a joué un rôle déterminant dans cette évolution puisqu'il gère l'ensemble du cirque pour le compte du département. Cent cinquante Mafatais travaillent, par exemple, pour le compte de l'ONF à débroussailler les sentiers et à entretenir les îlets.

Look de rocker anglais avec ses cheveux longs derrière et courts devant, son « cuir-jean » et ses lunettes Vuarnet, Jean-Bernard Hans est, depuis près de quatre ans, l'agent de l'ONF sur la zone de la Nouvelle-Maria. Ce Toulousain de trente et un ans, qui a fait ses classes en Ariège et qui pensait découvrir « des cocotiers » à la Réunion, a vécu le changement de Mafate : « La télévision a bouleversé les habitudes, les gens s'en servaient comme d'une radio alors que la batterie ne dure que quatre heures. »

Après la télévision, la route ! demandent les Mafatais, « 90 % d'entre eux y sont favorables », assure Jean-Bernard Hans mais qui précise que « seuls les riverains et les services publics pourront l'emprunter », afin de préserver la tranquillité du site. Il n'empêche, cette fameuse route dont on parle de plus en plus, et qui devrait prochainement relier le cirque de Salazie à la Nouvelle, effacerait la spécificité de Mafate. Une bonne chose ? « Evidemment ! clame-t-il, ceux qui veulent que le cirque reste fermé sont

Communion à l'îlet à Malheur en août 1990. « Ils ont un lourd passé avec un nom pareil et depuis qu'un évêque a maudit le hameau. Récemment, il y a même eu un crime, avec des histoires de meurtres. Et les gens croient à la sorcellerie... »

ceux qui aiment voir leur bon sauvage, le dimanche, mais qui n'accepteraient jamais de vivre comme eux. De quel droit peut-on laisser hors civilisation un cirque de l'île ? »

Cette ouverture va bien dans le sens de la campagne publicitaire nationale qui vend au touriste métropolitain « l'île intense », dont Mafate est la parfaite illustration. Cent mille personnes parcourent déjà le cirque chaque année, un chiffre en augmentation. Mais l'accueil est loin d'être à la hauteur du cadre, les Mafatais, comme le reconnaît Jean-Bernard Hans, « n'ayant pas envie d'être dérangés ». Beaucoup pensent que seule la Nouvelle, « sera sacrifiée aux touristes », ce qui est déjà un peu le cas. Car pour la plupart des îlets, comme celui des Lataniens, les risques « d'invasion » sont minimes tant le cirque chaque année, un chiffre en augmentation. Mais l'accueil est loin d'être à la hauteur du cadre, les Mafatais, comme le reconnaît Jean-Bernard Hans, « n'ayant pas envie d'être dérangés ». Beaucoup pensent que seule la Nouvelle, « sera sacrifiée aux touristes », ce qui est déjà un peu le cas.

On quitte Mafate par la Nouvelle en laissant derrière soi un massif de roses blanches. On avance entre les branches tortueuses de l'épaisse forêt des tamarins. On monte vers le col, alors que la lumière tombe peu à peu, en traversant une végétation exubérante, entre fougères et fuchsias. Au col, une brume fraîche envahit l'horizon dans un silence parfait. On souhaiterait quitter Mafate avec une image dont on se souviendrait. Longtemps. Dans la brume, apparaît une silhouette, une jeune femme noire, des paquets sous un bras, un bébé dans l'autre. Elle rentre à la Nouvelle, ses caresses faites. Il lui reste trois heures de marche, d'une bonne partie dans une nuit d'encre. Cette apparition, beaucoup de photographes appellent cela un cadeau.

De notre envoyé spécial
Michel Guérin

Guide

Voyage
• Située à 9 000 km de Paris, la Réunion est desservie par plusieurs compagnies aériennes dont Air Outre-Mer (tél. : 46-71-95-33) qui propose de trois à six vols par semaine à partir de 6 500 francs et un vol direct très apprécié à l'aller en 10 h 40. Deux possibilités d'escale à Nice et à Toulouse à partir d'avril 1991. Le décalage horaire est de trois heures en hiver et deux heures en été (en plus).

Hélicoptère
La découverte de la Réunion en hélicoptère est un classique, pour la beauté et la variété de l'île : les trois cirques, cascades, le volcan du piton de la Fournaise, le piton des Neiges (3 069 m). La compagnie Hélicoptère propose une excursion de cinquante minutes sur l'ensemble de l'île pour 1 090 francs par personne, un circuit des trois cirques (trente-cinq minutes) pour 680 francs et des possibilités de déposer à Mafate (Hélicoptère, allée de l'Éperon, 97460, Saint-Gilles-les-Hauts. Tél. : (262) 55-55-55).

Randonnée
Il faut éviter de se rendre à Mafate à la période cyclonique

(début janvier à fin mars) où les orages fréquents dévastent le cirque et rendent les sentiers dangereux. L'hiver (mi juin-mi septembre) est très agréable avec des températures de 20°C ; mais attention aux nuits qui tombent dès 18 heures et qui sont très fraîches dans la partie haute (la Nouvelle, Roche Plate). En toutes saisons, mieux vaut se lever avec le soleil (la lumière est superbe) pour éviter les choleurs étouffantes de la mi-journée ainsi que la « farine », une petite pluie fine fréquente l'après-midi.

Le cirque de Mafate possède plus d'une centaine de kilomètres de sentiers, tous correctement balisés et entretenus par l'ONF. Pendant la période des fortes pluies, les chemins peuvent être endommagés voire coupés par des éboulements ; et les ravines infranchissables. Mieux vaut se renseigner au syndicat d'initiative de Saint-Denis (21-75-84).

Les itinéraires peuvent être vertigineux ou à très forte déclivité. Il faut se méfier de certains trajets courts. Celui qui mène de l'îlet à Cordes au chemin départemental N° 2 fait à peine 2 km mais demande deux heures de marche. Cet itinéraire, dit de la

Roche Plate au du « Fecteur », est un raccourci avec un passage acrobatique avec un passage dans un éboulement presque vertical emprunté surtout par les Mafatais et par... le facteur.

Hébergement
Il existe des gîtes ruraux dans plusieurs îlets : Aurbre, la Nouvelle, Roche Plate, Grand'Place « Cayenne » et Bourses. La réservation est obligatoire au syndicat d'initiative de Saint-Denis (21-75-84) ou de Saint-Pierre (25-02-36). Pour ceux qui n'ont pas réservé, quelques habitants proposent de petites cases pour passer la nuit. Possibilité de camping près des gîtes, mais attention aux « dropping zones », les aires d'atterrissage des hélicoptères, planes mais dangereuses !

La ravitailllement se fait dans les trois coopératives (Aurbre, la Nouvelle, Roche Plate) et dans les épiceries (Aurbre, la Nouvelle et Grand'Place Boutique). Possibilité de tables d'hôtes dans les gîtes mais aussi, dans les principaux îlets, chez des particuliers.

Lire
Cirque de Mafate, réalisé par l'Office national des forêts de la Réunion (20-10-59) : un docu-

ment indispensable pour ses adresses et la description de vingt-six itinéraires de randonnée (166 p., 50 francs).

Dans un autre genre, deux enseignants réunionnais viennent de terminer *Vivre à Mafate... Chroniques mafataises*. Ce livre luxueux, comprenant 200 photos couleurs, est en souscription sous quatre formules qui vont de 600 francs à 2 600 francs. Renseignements auprès de la Nouvelle Imprimerie d'Amysienne (25, rue de Kerveguez, 97490, Sainte-Clotilde) ou chez M. Jeen Philippe (27-04-48).

Primé dans le cadre des premières Rencontres photographiques de la ville du Port (« In Port Expos 90 »), Philippe Dupuch vient de publier, à l'occasion de la seconde édition de ce festival (27 novembre-2 décembre 1990), un portfolio de 18 photos noir et blanc - dont certaines prises à Mafate - intitulé *Regard et rencontres à la Réunion*.

Se renseigner
Comité du tourisme de la Réunion : à Saint-Denis, (262) 21-00-41. A Paris : 90, rue de la Boétie, 75008. Tél. : (1) 40-75-02-79. ■

Bridge

n° 1416

LES JUNIORS FRANÇAIS

En 1988 les meilleurs juniors français n'avaient pas encore été frappés par la limite d'âge de vingt-cinq ans et ils avaient brillamment gagné le championnat d'Europe junior de Plovdiv en Bulgarie.

♠ 863
♥ A 942
♦ 86
♣ 1086

Ann. : S. don. E.-O. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Milton Erlingsson Quentin Thorsen
1 ♠ passe 1 ♥ 4 ♣
contre passe 5 ♠ passe

Ouest (Hrannar Erlingsson) a entamé le 5 de Pique (singleton), Est (Thorvaldson) a pris avec le Roi de Pique, et il a continué avec le 10 de Pique coupé par le 7 de Trèfle sur lequel l'Ouest a défendu le 2 de Carreau. Comment Frank Milton, en Sud, a-t-il gagné CINQ TRÈFLES contre toute défense ?

RÉPONSE

Il fallait évidemment que le Roi de Cœur soit en Ouest et, pour ne pas perdre le 10 de Cœur, il était nécessaire que celui-ci soit en second en Est ou bien que le Valet de Carreau ne soit pas quatrième (afin de pouvoir défendre deux Carreaux du mort sur la Dame de Carreau et le 10 de Carreau affranchi). Mais c'était peu probable car l'Ouest, qui n'avait qu'un Pique, avait certainement le Valet de Carreau en triple ou à l'origine et probablement trois ou quatre Carreaux par R 10. Cependant, si l'Ouest était gardé dans les couleurs rouges, il devenait possible de le squeezer à condition d'avoir dix levées sûres en coupant deux Piques (mort inversé), c'est-à-dire en faisant au total deux coupes à Pique, deux Carreaux, trois Trèfles et trois Trèfles du mort. Ainsi, après avoir coupé le 10 de Pique et fait tomber l'As d'atout, Milton a pris la contre-attaque à Carreau d'Est avec l'As de Carreau, puis il est monté au mort à l'atout pour couper une dernière fois Pique, et il a joué la Dame de Cœur couverte par le Roi et l'As de Cœur, et enfin tous les atouts du mort :

♥ 9408410
♠ 808010

Sur le 10 de Trèfle et la défausse du 8 de Cœur, l'Ouest a été squeezer.

DÉFENSE A LONGUE PORTÉE

Le jeu de la défense est un art qui nécessite d'imaginer le déroulement du coup à plusieurs levées de distance. La donne suivante est typique. Elle a été jouée au cours du match Finlande-Pologne du championnat d'Europe de Plovdiv. Mettez-vous en Ouest à la place du junior polonais Jasson qui ne voyait que son jeu et celui du mort (Nord).

♠ RV8
♥ 94
♦ R1085
♣ 7632

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Jasson Salomaa Klemacki Uahla
3 ♥ contre passe 3 ♣
passe 4 ♣ passe

Ouest (Hrannar Erlingsson) a entamé le 5 de Pique (singleton), Est (Thorvaldson) a pris avec le Roi de Pique, et il a continué avec le 10 de Pique coupé par le 7 de Trèfle sur lequel l'Ouest a défendu le 2 de Carreau. Comment Frank Milton, en Sud, a-t-il gagné CINQ TRÈFLES contre toute défense ?

RÉPONSE

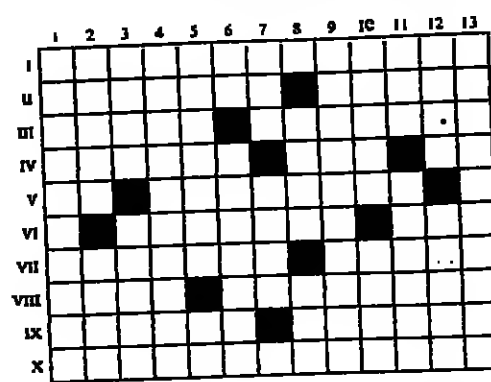
Il fallait évidemment que le Roi de Cœur soit en Ouest et, pour ne pas perdre le 10 de Cœur, il était nécessaire que celui-ci soit en second en Est ou bien que le Valet de Carreau ne soit pas quatrième (afin de pouvoir défendre deux Carreaux du mort sur la Dame de Carreau et le 10 de Carreau affranchi). Mais c'était peu probable car l'Ouest, qui n'avait qu'un Pique, avait certainement le Valet de Carreau en triple ou à l'origine et probablement trois ou quatre Carreaux par R 10. Cependant, si l'Ouest était gardé dans les couleurs rouges, il devenait possible de le squeezer à condition d'avoir dix levées sûres en coupant deux Piques (mort inversé), c'est-à-dire en faisant au total deux coupes à Pique, deux Carreaux, trois Trèfles et trois Trèfles du mort. Ainsi, après avoir coupé le 10 de Pique et fait tomber l'As d'atout, Milton a pris la contre-attaque à Carreau d'Est avec l'As de Carreau, puis il est monté au mort à l'atout pour couper une dernière fois Pique, et il a joué la Dame de Cœur couverte par le Roi et l'As de Cœur, et enfin tous les atouts du mort :

♥ 9408410
♠ 808010

Sur le 10 de Trèfle et la défausse du 8 de Cœur, l'Ouest a été squeezer.

Mots croisés

n° 645



HORIZONTALEMENT

1. Tienant des comptoirs dont se régissent, au moins de l'œil, leurs nombreux clients d'aujourd'hui. II. Il passe, il casse... Il en fait plus d'un pour une bonne poudreuse. III. En Belgique, il faut une foule pour ça. IV. Louée. Se voit dans la chape. Confection. V. Evite la répétition. Donnez une opinion, fondez ou non. VI. C'est un véritable poison. Fait toujours penser à Bismarck. VII. N'aiment pas les demi-mesures. N'admettent que les précédents. VIII. Ont servi. Permettent le mariage. IX. Pour le guerrier, elle est synonyme de zèbre. Mauvais coup pour ceux d'oeuf. X. Pour le bébé et sa mère y a échappé.

VERTICALEMENT

1. Profitent de leur trêve. 2. On peut le prendre pour un aigle. Pas vraiment nets. 3. Que de gaudes-vous abîmés dans son ombre. Singe. 4. Désinfecter ainsi, c'est radical. 5. A des habitudes alimentaires détreppées. Encore un peu de vie. 6.

Note. On le verra jusqu'à la fin des temps. 7. Se lit invariablement dans tous les sens. C'est plaider l'innocence. 8. Descende d'un demi-ton. Dans vos bagages. 9. Pèrera dans la balance. 10. Mathématicien. Anzani il tourné, ce lui ? - II. Rue n'importe comment. Met les gaz. 12. Mer. Reproducteur. 13. Mante la pierre.

SOLUTION DU N° 644

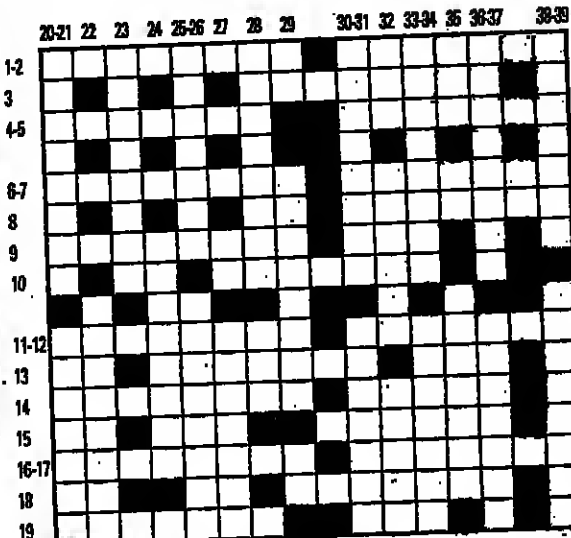
Horizontalement
1. Réveillonneux. II. Enigme. Courra. III. Scories. Cirs. IV. Toler. Arisons. V. Au. Néol. Fanée. VI. Urgentes. Ne. VII. Rareté. Asche. VIII. Agis. Impie. An. IX. Nés. Anche. Sue. X. Traditionnels.

Verticalement
1. Restaurant. 2. Encourager. 3. Viol. Grisa. 4. Egrénées. 5. Imptent. Ai. 6. Lee. Eicint. 7. Gale. Mei. 8. Oc. Sapho. 9. Noct. Sien. 10. Nuisance. 11. Erromé. Se. 12. Urane. Saill. 13. Rassénées.

François Dorlet

Anacroisés

n° 647



Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres sont compliquées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent ces lettres indiquent le nombre de lettres de mots à trouver.

Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel de Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. ADEIORST (+ 3). 2. AFFEOR (+ 1). 3. DEHILORZ. 4. AAEINRU. 5. AEILOS. 6. AACGNOS. 7. ABINRS (+ 1). 8. EEEILRS (+ 2). 9. EMOS. 10. EEEILRS (+ 3). 11. AEILQUV. 12. EIEIRRTU. 13. CEEINRS (+ 1). 14. BEIOORT. 15. AEOPRS (+ 4). 16. BEIINRS (+ 2). 17. CEEINRS. 18. ABEELST (+ 2). 19. EEEIRRTU.

VERTICALEMENT

20. AAAGLMM. 21. ABEERS (+ 2). 22. AEIOSTU (+ 1). 23. EORSSTU. 24. CEILOS. 25. EOPNRS. 26. AEIIRTV. 27. AEILNN. 28. ADEINRRU. 29. AEIINRS. 30. AEIORTU. 31. AAEIRST (+ 3). 32. DEENRT (+ 3). 33. BEILRS. 34. EEEINRS (+ 1). 35. CEEINRS. 36. AEEILNT. 37. EEEINRT. 38. AEEIPSS (+ 2). 39. EEEIRRTU.

SOLUTION DU N° 646

1. GRIVOISE. 2. PEDALES (DESALPE PELADES). 3. EUDISTE (DUITEES ETUDIES SEDUITE). 4. LANERET, fancon mite (ALTERNE). 5. EMPOIGNE. 6. INODORE. 7. FROUSSES. 8. TIRAMES (EMIRATS...). 9. EPI-CATES (CAPITES). 10. SCOLLER. 11. COHESIF. 12. ERFOLIA. 13. FAENAS, travail à la mule. 14. MASTIFF. 15. DETERSE. 16. ULIMSTE (MUTILES STIMULE ULTIMES). 17. RAPECE (EPI-CERA PECAIRE RECEPAI). 18. GLASSES. 19. ETALON (ENTOLA TONALE). 20. LAERAL. 21. KODOS. 22. ALLES. 23. GEMINER. 24. FUMERIE. 25. IDIOTE. 26. HATANT (HANTAT). 27. VINDICTE. 28. SEPTALE (PELATES PETALES PLATES TEPALES). 29. ITERATE. 30. ISEROIS. 31. SEMEME. 32. OFFICINE. 33. ESCARPE. 34. SHANTUNG, étoffe de soie. 35. ENGONCE. 36. DEVEUES. 37. SOMMAIRE (MEMORIS MOIRAMES SOMMERAI). 38. BISSERS. 39. SOLTEGES. 40. ETHERE. 41. VULTUEUX, rouge et gonflé. 42. OSERAI.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1418

Championnat du monde junior, Santiago, 1990.

Blancs : Hochar.

Noirs : Chirov.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

Défense Nimzo-indienne.

R2, d5, C65 ; 18. Dd2, Rxf8 (ou 18... Txf1 ; 19. Dxf1, Dxf8 ; 20. Dd7) ; 19. Txf8, Fxf8 ; 20. d3. 21. f5, d5, e5 ; 16. Fd2, e4 ; 17. 0-0 (si 17... d4, dxf3 ; 18. gxf3, Cxd4 ; 19. Dxd4, Fxf3) ; 20. gxf3, Fd1, Cx5 ; 19. Dd3, fxf3 ; 20. gxf3, Dd7 ; 21. Cx8, g5 ; 22. Cx5, Cxd5 ; 23. gxf5, Dxd5 ; 24. e4, Dd6 est, selon Chirov, favorable aux Noirs.

Si 17... Cc3, Cc8.

m) Les Blancs éprouvent quelques difficultés à digérer le gain du pion c5 et se préparent à rendre le pion après 19... Cc7.

n) Mais il faut compter avec la fougue de Chirov, qui semble ne penser qu'à sacrifier du matériel.

o) Un C pour deux pions passés centraux.

p) Avec l'idée de restituer la pièce après 24... d3 ; 25. Fxd3, exd3 ; 26. Dxd3.

q) L'autre T était meilleure, bien que les Noirs conservaient l'avantage après 25. Tf-d1, Dxd2 ; 26. Rf1, d3 ; 27. Fxd3, exd3 ; 28. Txd3, Txd3 ; 29. Dxd3, Tf1 ; 30. Dd4, Rh7. Mais pourquoi fallait-il jouer 25. Tf-d1 et non 25. Tf-d1 ?

r) Les Blancs ont fait le danger et prové leur adversaire d'une pointe magnifique sacrifiant la D : si 28. Txd3, Dd5 ! avec gain. Le pion avancé ne laisse, cependant, aucune chance aux Blancs.

s) Menace 30... Txf3+.

NOTES

a) On 4. Cc3 ; 4. f3 ; 4. a3 ; 4. f3 ; 4. f3.

b) Une autre construction possible consiste en 6... d6 ; 7... Cb7 suivi du fianchetto-D.

c) Ou 7. b4, d5 ; 8. c5, Cc4 ; 9. Dd2, e5 ; 10. e6, e4, ou 7. Cc3, Fb7 ; 8. e3, d6 ; 9. Fd3, Cb-d7.

d) 8. f3 est courant et probablement meilleur que le développement excentrique du C-R d6 à f6. Par exemple, 8. f3, d6 ; 9. e4 ; 10. d5, Cb-d7 ; 11. Ch3, h6 ; 12. Ff4, exd5 ; 13. cxd5, Td8 ; 14. 0-0-0, Cc5 ; 15. g4, Fc8 ! (Hjartarson-Timman, Belgrade, 1989).

e) 9... d5 est aussi à envisager ; 10. cxd5, exd5 ; 11. e3, Cb-d7.

f) Apparemment nécessaire car sur le coup naturel 11. e3 les Noirs répliqueraient par 11... g5 ; 12. Fg3, Cc4 ; 13. Dc2, Dd5+.

g) Cette attaque du pion c5 est sans doute une de ces erreurs qui s'apparentent qu'à l'autopsie. Peut-être fallait-il jouer tranquillement 12. e3 sans craindre la suite 12... d5 ; 13. Fxf6, Dxf6 ; 14. Dxf6, gxf6 ; 15. gxf5, exd5 ; 16. Cc4 !

h) Un superbe sacrifice de pion qui donne aux Noirs une forte initiative au centre ; des esprits moins jeunes se seraient contentés de la suite 12... d6 on 12... Dd5.

i) Et non 13... gxf5, Cxd5 ; 14. Dxf5, Tg8 !

j) Et maintenant le sacrifice de qualité 14... Cx5 ; 15. Fxf8, Cxf4 ; 16. Dd3, Tg8 semble refusé par 17. Tg1 ! (et non par 17. Fb4, Cc3 ; 18.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1417

N. KRALIN

(Blancs : Rd2, Ff7, Ph4, h3. Noirs : Rg6, P66, h5, g4.)

1. Fg5, Rf5 ; 2. Ff2, exd3 ; 3. Rg2, Rg4 ; 4. Rg3, e5 ; 5. Rg4, exd4 ; 6. Rg5, e4 ; 7. Rg4, e3 ; 8. Fg3 mat.

Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1418

V. IAKIMCHIK (1934)

(Blancs (5) : Ra4, Ta3, Fa1, Pb6, c5.

Noirs (4) : Rb7, Cd7, F66, Pb2.

Les Blancs jouent et font nulle.

Scrabble

n° 362

Tournoi de Lyon, 14 octobre 1990 - 4 manche.
Parties à l'Espace Jean-Baptiste, 135, rue Bataille, mercredi et samedi 14 h 30, jeudi 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	DYNEAV	DYNE	H 5	28
2	AV-TLRA	VARIETAL (a)	8 D	65
3	RRSUELA	LEURRAS	7 F	79
4	RUSKOOT	RACKS	J 7	36
5	UOT+EEEA	AERODYNE	H 1	57
6	UTE+ONFE	FORTUNE	3 F	76
7	GU+ZNU	DIZAIN	E 5	32
8	GU+PALIE	GUINPE	11 A	50
9	AL+UHTAL	HUILAT	B 10	34
10	UA+HEMIL	HUILAMES	13 E	64
11	FODIES ?	DEFO(L)IAS	1 B	65
12	EEBOBU	BELGE	H 11	27
13	BOU+VWNM	WON	2 J	47
14	EUV+ANXE	EXUVIE	6 A	49
15	MN+POTEE	POEME	A 4	33
16	NTE+AUQ ?	ENQUETA(S)	15 H	95
17	JRAAGSI	JASAI	N 1	36
18	RC+SSSE	ES	O 1	35
19	RSBT+LOM	CRACKS	J 6	25
20	RSBT+LOM	EMBOLUS (b)	C 1	
TOTAL				966

(a) Relatif à une variété de plante.

(b) ou EMBOLIE, caillot obstruant un vaisseau.

1. H. Oud 965 - 2. Th. Oldak 964 - 3. A. Jarmouni 963.

Résultats finaux : 1. Oldak - 2. Oud - 3. Kay Mornel et Belloc - 5. Colonna

Cousins au second degré

Dans notre chronique Travail-leurs clandestins, publiée il y a un lustre (n° 209), nous avions recensé 23 mots en -EUR fictifs mais donnant des anagrammes, elles, bien réelles. Exemple :

« penseur », PANURES. Grâce au PLI 89 et à l'Officiel du Scrabble, 16 d'entre eux ont reçu leur visa scrabble et sont désormais jouables :

1. AGIOTEUR - 2. CANNEUR - 3. DÉCAPEUR - 4. DÉFILEUR - 5. ÉPATEUR - 6. ÉPILEUR - 7. FEINTEUR - 8. MALTEUR - 9. PICOLEUR - 10. PIÉGEUR - 11. PONCEUR - 12. PRISEUR - 13. RATEUR - 14. SAIGNEUR - 15. TILLEUR - 16. TRIMEUR. Amusez-vous ? à retrouver leurs anagrammes (solutions en fin d'article). Les mots nouveaux en -AGE sont, eux aussi, très nombreux (près de 160). Parmi eux, certains n'ont pas de « cousin » en -EUR. Exemple :

« filmage », il n'y a pas de « filmneur », mais ce mot fictif a pour anagramme MUFFIER.

Voici donc quelques mots nouveaux en -AGE. A vous de trouver l'anagramme de leur cousin fictif en -EUR :

17. ABATAGE - 18. ACHÈVAGE (d'un ouvrage de poterie) - 19. ACIDAGE (de fibres textiles) - 20. ALLUNAGE, action d'alumer - 21. AVINAGE, action d'imbiber un tonneau de

vin - 22. BRAISAGE - 23. BRÉ-LAGE - 24. CABRAGE - 25. CRANTAGE - 26. DÉRAYAGE, amincissement d'un cuir - 27. EFFAÇAGE.

• Tournoi simultané mondial, samedi 19 janvier 1991 en deux séances l'après-midi. Pour trouver un club où le jouer, s'adresser à la FFSc, tél. 43-80-40-36.

• Tournois homologables de janvier : le 13, Les Lilas, tél. 39-92-20-62, et Castres, 61-85-97-91. Le 27, Livinau (Drôme), 75-61-22-58, et Sens, 86-65-02-33.

• Solution des anagrammes : 1. AUTOCHRE, COUTERAI - 2. RANCUNE, NUANCER - 3. DRUPACÉE - 4. DÉFLEURI - 5. FATUREE - 6. PUÉRIE - 7. FEUTRINE - 8. MULATRE - 9. RUPICOLE - 10. GUÉPIER - 11. PUCERON - 12. PRÉBURS - 13. UCÉTRALE URÉTRAL - 14. INSURGEE, SERINGUA - 15. TULLIER - 16. MEURTRE - 17. ABUTERA -

TABLE

Les choucroutes

La choucroute nous vient... d'Allemagne ? Que non pas ! Mais de Chine où trois siècles avant Jésus-Christ l'on faisait macérer dans de l'alcool de riz des feuilles de chou fermentées, enrichies de porc fumé. Puis les Tartares, les Huns (venus chez les autres) amenèrent les feuilles fermentées de chou en Hongrie d'où elles passèrent en Allemagne pour y gagner leur nom d'herbe aigre : sauerkraut. D'où choucroute.

La choucroute ? Un légume merveilleux, roboratif et sain. Et pourquoi pas :

...Bien macérée.
Avec des grains de poivre rond.
Pour maintenir la poitrine altérée.
Elle est un solide éperon...

comme rimait Monselet, qui lui donnait le moos pour compère. Le moos étant un verre de bière et la bière est le hibernon de la choucroute encore que celle-ci ait trouvé, en Alsace, avec le vin du

pays, un exaltant de qualité : blanc ou mieux à mon goût, un pinot rouge bien frais de chez Léon Beyer par exemple.

C'est du reste Léon Beyer, vigneron d'Eguisheim (car la choucroute s'est fait naturaliser française en Alsace) qui m'expliquait que si le chou à choucroute est dit « quintal » il y a plusieurs crus à choucroute à différencier par les points suivants :

a) Sa culture, la variété, le lieu de production, la nature du terrain, le mode de culture et le moment de la récolte.

b) Sa fabrication : artisanale (par le paysan et pour son usage personnel, elle est bien meilleure) ou industrielle (elle peut présenter d'appréciables différences de qualité selon la méthode et les produits employés).

c) Sa cuisson et sa préparation enfin : à ce stade, la différence est plus grande encore.

Et Beyer m'a précisé : « Chez moi, on la cuit entre soixante et quatre-vingt minutes en y ajoutant un ou deux verres de blanc bien sec du pays. Elle doit être craquante, ne jamais être recuite et est meilleure nouvelle, c'est-à-dire en début de saison avant de jaunir et d'attraper un goût trop prononcé. »

Voilà qui concrétise mon humble avis : une bonne choucroute doit être blonde verte, craquante et sans un atome de graisse. C'est pourquoi elle est rarement bonne dans les brasseries où elle traîne à réchauffer sur un coin du fourneau.

Pour le reste, l'accompagnement est un choix : palette, jambon cuit, lard maigre, cervelas, saucisses variées, voire boudin noir. Les pommes de terre sont-elles indispensables ? Les adresses



en Alsace sont évidemment nombreuses. A Strasbourg on ira à la Maison Kammerzell (place de la Cathédrale) ne serait-ce que pour la tradition, mais on notera aussi l'Alsace à Table (rue des Francs Bourgeois). On aimera la choucroute de l'Ami Schütz, près de La Petite France tandis qu'à Ammerschwihr il faut découvrir l'Arbre Vert (rue des Cigognes) et

la Caveau d'Eguisheim, au cœur du vignoble.

Mais à Paris ? J'indiquerais seulement la Taverne (24, boulevard des Italiens, tél. : 47-70-16-64) et son orchestre noctambule et la chère André Baumann, la reine du folklore gourmand (64, avenue des Ternes, tél. : 45-74-16-66) avec sa choucroute paysanne, sa chou-

croute des Halles (queue, oreille et pied de cochon panés), sa choucroute au jambonneau, au pot-au-feu, au confit de canard. Et notes que de 9 heures du matin à 1 heure du matin on peut l'emporter, ce qui est bien pratique pour un repas improvisé.

Cela vient de m'arriver l'autre semaine et j'ai ainsi soupé d'un plateau d'huitres et d'une « paysanne » signée André Baumann, arrosée d'un Gewurtztraminer « cuvée des Cordiers » 1989 de chez Ernest Broener à Riquewihr de ma cave. Un vrai plaisir gourmand. Comment ne pas le dédier à la charmante André ?

La Reynière

P.S. La choucroute de poissons est à la mode. Pourquoi pas ? Elle figure à la carte Baumann mais on me permettra d'ajouter celle de Gisèle Berger (la Bonne Table, 119, boulevard Jean-Jaures à Clichy, tél. : 47-37-38-79).

Petits fours

Le 6 juillet de l'année 1929, lors d'un souper privé de M^{me} de Rothschild au château de Boulogne, lady Morgan put voir les fastes d'une réception ardonnée par Antonin Carême. La table, selon les principes du temps, était ornée - outre le linge, les fleurs et la porcelaine fine - de multiples pièces composées. L'une d'elles est une « corne d'abondance » en sucre filé, d'où s'échappaient une variété infinie de « petits fours ». Pourquoi ce nom ? Parce que ces petites pièces, à la différence des « grosses pièces » du repas - rôtis, gibiers et poissons - sont « saignées » à grand feu, sont cuites à la suite, à feu doux et à une température propice à la cuisson des pâtes délicates et des gâteaux minuscules, à « petit feu ».

On les nomme aussi mignardises, petites beautés, et leur nomenclature dans le *Cuisinier moderne* de Gustave Garlin, natif de Tannay, atteint vers 1880 le chiffre de plusieurs centaines. A côté de la corne d'abondance - évocation mythologique dont le dix-neuvième siècle, jusqu'à Escoffier, restera friand - figure un croque-madame, assemblage de petits apprêts alternés, en couches artistiquement variées. Ils sont constitués principalement de fonds de gelée, de biscuits moelleux ou de nougates décorés de crème ou de meringue, ornés de fleurs d'orange et couronnés d'un plumet d'or. L'Empire a tant aimé le galon et l'ornement, remarque Balzac, que la tradition se maintient, ô paradoxe, sous la Restauration.

Suivra, sur une porcelaine de Meissen, une pyramide de choux et d'éclairs agencés « à l'antienne », petits éclairs longs dits carolines et puits-de-nonne. La table est déjà munificente. Un pâté de saumon voisine avec une coupe à trois étages de nougates, garnie de tartelettes aux fruits rares, de petits savarins à l'orange et de macarons fourrés à la pistache. Il y a même un « temple de l'amour » avec une fontaine en sucre bleu.

Antonin Carême est, à l'évidence, le meilleur pâtissier du temps, et par ses compositions, puisées au Cabinet des antiques, il sait agencer - tel l'architecte - la table et l'espace de la fête. L'illusion d'abondance et de variété infinie, qui nous plonge au cœur des contes de fées de l'enfance racontés par M^{me} d'Aulnoy, est donnée par ces milliers de petites pièces, si habilement apprêtées. L'architecture ne saurait-elle, selon Carême, qu'une « branche méconnue de la pâtisserie » ? Les petits fours avaient trouvés, jour-là, leurs lettres de noblesse. Le peuple participe aussi de ces bacchanales, même s'il n'est pas admis à l'accessibilité empyrée, où brillent à cette époque les feux de la haute cuisine.

La vocation et le chocolat sont - tout au long du dix-neuvième siècle - les traces de ce luxe que conservera longtemps la mémoire populaire. Elle ignore, selon Balzac toujours, « le luxe de la salle à manger et ses dîners parfumés à la truffe », mais les petits et les bûches travaillent dans l'ombre au triomphe de la table. Ils en conservent la mémoire, même s'ils se nourrissent chez le « regrattier ».

De nos jours, les petits fours sont également sautés : croustades aux champignons ou au caviar, dimanches, allumettes ou « arlettes », gougères au persil ou aux épinards ; la variété est multiple pour le plaisir des yeux. Le travail, n'en doutons pas, est considérable et chaque fois le prix élevé : à Paris les petits fours sont la plus onéreuse des pâtisseries, de 200 F à 350 F le kilo. Chez Gaston Lenôtre, à Plaisir, c'est une tâche confiée aux Meilleurs Ouvriers de France. L'un d'eux, Christian Ignace, rappelle que, « si les petits fours sont les mots, le cuisinier en est le poète ». A lui d'ordonner la composition de la fête. Cet art est maintenu vivant chez Vigneau-Demarest (105-107, rue de Sèvres, 75006 Paris, tél. : 42-22-23-23), maison centenaire qui trans-

mette la banalité du métier de traiteur par des créations rutilantes : petits crêpes farcis, mini-rouleaux de printemps, sushis assortis, samonades de bœuf, feuilletés d'escargots, dinan, poulet à la citronnelle, pains-surprises et canapés.

Beit-on classer les treize desserts de Noël de Provence parmi les petits fours ? Rien n'est moins sûr. A défaut de l'avis autorisé de Louis Siau, libraire et gastronome avignonnais, la litane des desserts du peuple de Mistral n'est plus réservée aujourd'hui au berger des Alpilles, ni à la princesse des Baux. A Paris, la tradition est maintenue à la Marée (1, rue Daru, 75008 Paris) : ce sont les desserts du jour. Ils sont servis en abondance chez Pile ou Face (52 bis, rue N.D.-des-Victoires, 75002 Paris) et à l'Arpège (84, rue de Varenne, 75007 Paris), l'une des grandes tables parisiennes du moment. Chez Robert Abraham à Saint-Malo (4, chaussée du Sillon), on les appelle les « douceurs de la maison », qui en compte bien d'autres.

Vous composerez le buffet le plus insolite avec les *tsu-baki mochi*, pâtes à la cannelle entre deux feuilles de camélia, et les farines de riz et d'agar-agar de Toraya (10, rue Saint-Florentin 75001 Paris), fournisseur de la famille impériale du Japon depuis le huitième siècle ! Charles Martel ignorait à cette époque que son patronyme, à l'enseigne de Charly de Bahad-Oued, servirait au commerce du couscous. Les admirables houchees « orientales » de Noura (27, av. Marceau, 75016 Paris) s'imposent dans tout buffet méditerranéen. Les petits fours « classiques » viennent de chez Mulot (76, rue de Seine, 75006 Paris) et de chez Ladurée (16, rue Royale, 75008 Paris). Ils se dégustent, selon les conseils de M. Bailly des Caves du Marais (62-64, rue François-Miron, 75004 Paris) avec un rive-saltes de vingt ans d'âge de chez Sarda Mallet.

Jean-Claude Ribaut

Semaine gourmande

La Carafe

Moules marinière, houlidin pommes en l'air, fromage, un quart de vin. Ou encore : œufs durs mayonnaise, brochette d'agneau, crème caramel, un quart de vin pour 105 F. Et tout cela bien servi et bon ! De quoi faire honte aux usines à bouffe et autres assiettes de surgelés.

C'est ici, dans un décor bon enfant, avec les glaces « parlantes » (entrées du moment et suggestions du jour au blanc d'Espagne), un pot-au-feu quotidien (servi dans une casserole de cuire : trois viandes et os à moelle) à 88 F, un Lillet, apéritif obsolete et savoureux, des vins de pays en carafe (à partir de 39 F) permettant midi et soir des additions entre 150 F et 200 F dans une salle chaude de cordialité, où l'on vous servira jusqu'à 23 heures. Yan Collin, le patron, ayant l'œil à tout (le lundi, son fils, qui se perfectionne en cuisine chez Lasserre, est présent ici). Une des bonnes petites adresses d'un Paris éternel.

► La Carafe, 198, bd Malas-herbes, 17^e. Tél. : 46-22-93-98. Fermé samedi midi et dimanche. Carte bleue. Chiens acceptés.

Le Périgord à Asnières

Ce très agréable restaurant (parking privé) des quais d'Asnières, récemment restauré, mérite le petit détour. En cuisine, Marcel Gougeon, Breton bretonnant, ajoutant aux parfums de l'enseignement (foie gras, confits, aiguillettes de magret, frittée d'escargots) les huîtres en chaud-froid océane, les saint-jacques en saumon au sauternes, l'escalope de saumon à l'oseille, etc.

Une symphonie de desserts autour du pruneau nous ramène au Périgord, entre autres bons desserts. Une honnête carte des vins (la cave de la semaine), un service féminin agréable sous la houlette des patrons, M^{me} et M. Pierre Fréville. Compter 350/400 F.

► Le Périgord, 3/5, quai Aulagnier à Asnières (92500). Tél. : 47-90-19-86. Fermé samedi et dimanche. C.B.-A.E. Chiens acceptés.

Miettes

Chapons. Parlant du chapon (de Bresse et de Loué), j'ai omis de citer les chapons de Saint-Sever, relancés il y a une quinzaine d'années par les Fermiers landais. Ainsi que ceux de Janzé (en Ille-et-Vilaine).

20^e anniversaire. On le fêtera dès aujourd'hui, au 6 de la rue Mabillon. Ce sera en effet les vingt ans de Chez Guy, le restaurant breton (lauréat du Prix Marco-Polo-Casanova) : vingt ans de bonne foyada sur un air de samba chez la jolie Cléa de Oliveira !

Soirées et Musique. Au Coin de rue (88, rue Leprie - tél. : 42-58-50-72), France Reynac perpétue en son restaurant « musical et gastronomique » le souvenir d'un Montmartre d'hier. Bonne cuisine chaque soir du chef Hervé Thumazou. Tandis que, dans la cave du Sandale (34, rue des Bourdonnais - tél. : 42-36-03-65), on pourra désormais, soit après dîner, soit après le théâtre, souper ou se contenter d'un verre des incomparables vins d'O Porto de la maison (des millésimes 1900 à aujourd'hui) en écoutant du fado, pour les fins de semaine.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 93-39-03-12
Fax 93-39-12-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
30 CHAMBRES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-37-62-55 - Tél. 47-64-10
Téléphone 93-16-17-99.

NICE

HÔTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-39-39-80.
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur, cble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA **
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
TV couleur
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon - cuisine - bar - bain - w.c. - radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée gratuite dans une piscine couverte. Prix spéciaux en janvier à partir de 75 FS (env. FF 515) en demi-pension.
Téléphone : 1941/2267-03-03, Suisse R. Perren, fax 1941/2267 50 14.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme fraise-comptée du XVIII^e, confortable, ravivée, chères 2 personnes avec s. de bus, w.c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max. tables d'hôte. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous. nand, pédestres, patin à glace, tennis. VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 300 F à 2 750 F pers/semaine. Renseignements et réservations (16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	GODELINS	PORTE D'ORLÉANS ALÉSIA
RELAIS BELLMAN, 37, r. François I ^{er} , 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 42-48-31-7. 143, r. L.-M. Nourissin, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes.	ESPACE ST-GOTHARD, 45-38-52-58 6, rue d'Alésia (14 ^e). F. dim. soir. Spéc. poissons. Fruits de mer. Viandes d'un chef du Périgord.
142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41 COPENHAGUE, 1 ^{er} étage FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ	REUILLY DIDEROT SAPNA 16, r. de Charenton, 13 ^e F. midi 43-46-73-33 Musique, danse indienne. Cuisine raffinée.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e) Fdim 43-25-77-66 Alex aux fourneaux.

APPRENDRE L'ALLEMAND EN AUTOURNE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS VALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 semaines du 8 juillet au 21 septembre
Cours pour débutants et avancés.
Laboratoire de langues.
Excursions, soirées.
Âge minimum 16 ans.
Droits d'inscription et de cours pour 4 sem. : AS 3 400 (env. FF 1 650).
Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 sem. : AS 8 800 (env. FF 4 200).
Programme détaillé :
Wieder Internationale Hochschule
A-1010 Wien Universität.

GASTRONOMIE

Les nombreuses personnalités qui fréquentent assiduellement le quartier de Saint-Germain-des-Prés, il y a vingt ans, sont en train de se donner rendez-vous, à partir de la semaine prochaine, dans le restaurant breton situé au 6 de la rue Mabillon. GUY et CLÉA, les heureux propriétaires les ont fait inviter à de chaleureuses retrouvailles à l'occasion de leur 20^e anniversaire.

LE SOUFFLÉ
Menu à 190 F
et ses soufflés
Menu à 190 F NET
38, rue de MONTMARTRE
Côté de la place Vendôme
Réservation : 42-50-27-19
Fermé le dimanche

DÉCOUVERTE

Pékin-Moscou on Moscon-Pékin : 7 800 kilomètres de trafic, de troc, de combines en tout genre. Le Transsibérien est devenu le grand boulevard d'une économie parallèle où les tenants du « petit business » le disputent à l'organisation d'une nouvelle race de businessmen. Monnaie officielle : le dollar.

PÉKIN, gare centrale. Comme chaque mercredi, à l'aube, quelques centaines de personnes se retrouvent au pied du Transsibérien et s'installent tant bien que mal pour six jours de rail qui les conduiront à Moscou.

Train chinois (le Transsibérien russe passe par la Mandchourie) bondé de Chinois, de Mongols, de Polonais bien sûr, de Turcs aussi. C'est tout juste si une poignée de nostalgiques excentriques et de routards toujours prêts à avaler du kilomètre arrivent à remplir un wagon. A la poursuite d'un rêve banté de noms mythiques : Mongolie, Bakal, Irkoutsk, Novossibirsk, Oural... L'aventure, quoi ! Mais que reste-t-il de la légende du Transsibérien ?

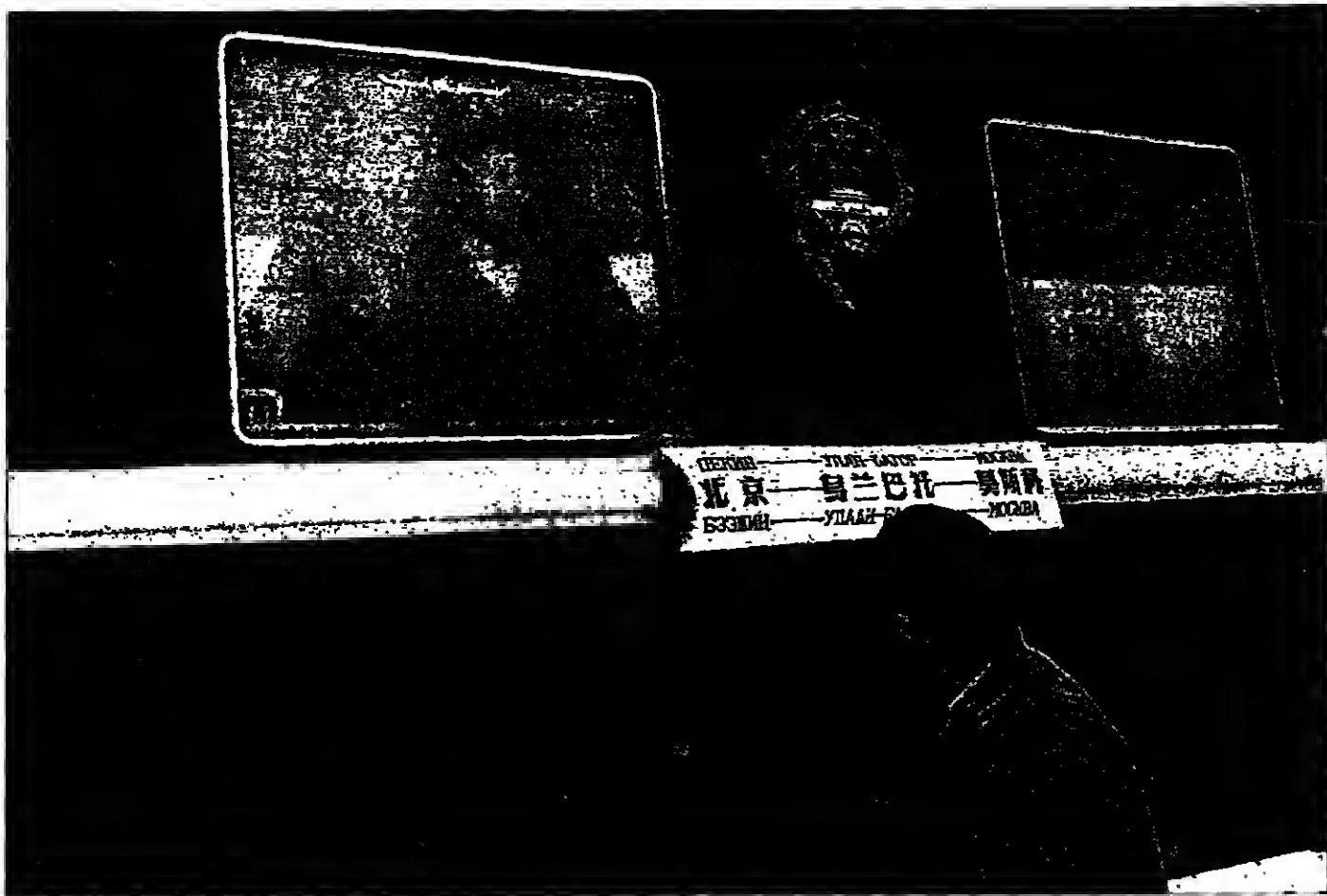
Arriver à Pékin à l'improviste et décider de prendre le Transsibérien comme on prendrait le train, ça paraît simple mais ce n'est pas si simple. Dès l'achat du billet, le ton du voyage est donné. Alors que l'office du tourisme officiel demande des délais de réservation de plusieurs mois, quelques billets vers Moscou à vous dégoter le ticket pour Moscou, par des réseaux plus ou moins légaux de voyageurs officiels qui organiseront en moins d'une semaine votre départ. Mais tout se tient, et pour comprendre comment et pourquoi fonctionnent ces nouveaux intermédiaires du Transsibérien, il faut savoir qu'un formidable trafic s'organise, dans et par ce train, et qu'une demande forte, soluble en dollars, se fait sentir à chaque départ.

Pékin s'éloigne, le train s'en va, nous sommes au kilomètre 7800, il en reste tout autant à parcourir. Après l'excitation du départ, l'heure est à l'appréhension de ce qui va être pour six jours le cadre de vie d'environ trois cents personnes. Le coup est rude pour ceux qui ont en tête les trains d'antan. La révolution prolétarienne a été sans pitié pour les boisées, le style rococo et autres dorures. Les fameux wagons ont été dépouillés de leurs parures bourgeoises et de leurs commodes russes en fourrure de zibeline. Restent les panneaux Formica des années 50.

Quelques heures de route, le convoi franchit la Grande Muraille et grimpe péniblement les contreforts du plateau mongol. La Chine populaire est encore sur nos talons, mais, déjà, le passage symbolique au monde barbare s'accompagne des premiers trafics. Très peu de chose, tout juste quelques Polonais qui jouent au banquier. Le gros de la contrebande est à venir et ce sera surtout au rythme des postes-frontières et des villes traversées que le long dragon chinois, courrant, rampant sur les voies monotones, loin de s'endormir, se mettra à souffler tous ses dollars. Alors, au fil des kilomètres, le curieux réalisme soudain que le célèbre train de voyages est devenu train de marchandises.

Oulan-Bator est en vue. Premier arrêt important depuis le poste-frontière sino-mongol passé la veille. Tout le monde est prêt à profiter des 15 minutes d'arrêt pour se dégoûter. A première vue, la capitale mongole n'est pas très engageante. Tout juste à la mesure de ce que l'on pouvait imaginer d'une ville nouvelle spécialement conçue pour un peuple de nomades à sédentariser.

Sur les quais, c'est la surprise. Pas le moindre camelot, pas le moindre kiosque où acheter de quoi améliorer l'ordinaire. La Chine est déjà loin. Seuls quelques flux voyageurs osent braver les uniformes et l'entrecôte d'acheter dollars et autres denrées rares. Mais le cadre est plutôt froid et surveillé, peu propice aux affaires et un pauvre bougre en fait même les frais, qui s'éloigne encadré de deux miliciens. Mais tout va trop



Sibérien trans-traffic

vite, la locomotive siffle, on se jure de revenir. Le ciel est d'un bleu limpide. Le temps est plus que vif. Peu à peu les steppes s'estompent et disparaissent dans les forêts du Nord. Dans les limites septentrionales de la Mongolie, des montagnes apparaissent, le train suit une rivière, la nuit tombe, la frontière soviétique sera passée dans la nuit.

Au milieu de cette deuxième nuit de voyage, branc-bas de combat. Les lumières s'allument violemment, les hommes à la toque de feutrine frappée de l'étoile rouge apparaissent, les ordres fusent. Ambiance. Les habitués, prévoyants, ne se sont pas apprêtés pour la nuit tandis que les agents des douanes demandent aux voyageurs désorientés de patienter dans le couloir pendant la fouille. Et pour peu que vous ayez une tête de Turc ou que vous le soyez vous-même, cela peut durer quelques heures.

Cette fois-ci en effet, les foudres des douaniers tomberont sur les têtes plutôt arabes et pas de veine pour le Turc de notre compartiment qui vient de se déclarer simple touriste. Un touriste tombe malencontreusement de ses 250 kilos de bagages. Assez pour éveiller les soupçons du préposé qui démontrera une par une les cloisons du compartiment. Maigre prise pour l'homme en uniforme qui semblait finalement se satisfaire de quelques dizaines de kilos de perles chinoises enfouies dans des mètres et des mètres d'étoffe de soie : des perles de culture en eau douce, pas vraiment jolies, pas vraiment chères mais dont l'intégralité, moins 250 grammes, sera saisie. Mauvaise nuit pour le « touriste », mais tout n'est pas perdu, il lui reste sa soie blanche.

Ce qui s'est produit pour notre Turc s'est répété dans la nuit tout au long du train. Ce matin, quatre d'entre eux se retrouvent pour commenter le passage de la douane. Cette fois-ci, le plus grand obstacle est franchi, les jeux sont faits et ils laissent volontiers deviner à ceux qui oeuvrent pas encore compris qu'ils ne sont pas de simples touristes mais des passagers faisant un « petit business ». Beaucoup vivent bel et bien de ce trafic au long cours. Chacun sa filière, chacun son créneau. Pour les Turcs, se sont les étoffes. Délaissant les pistes de Samarcande, ils ont dessiné une nouvelle route de la soie. Une route rapide filant nord-ouest sur un chemin de fer, destination Istanbul via Moscou. Autre surprise, ces passeurs que nous prenions pour des Turcs sont en fait des Ouzbeks originaires de la province chinoise du Xinjiang.

Aucun de nos passeurs ne semble vouloir s'efforcer à faire ce travail éreintant, mais les affaires ont l'air suffisamment juteuses pour leur faire oublier ces semaines passées à dormir sur

leurs ballots dans les gares glaciales, et à supporter les brimades des douaniers. Des personnages souvent batus en couleur et au destin assez extraordinaire d'hommes décidés à se sortir de la misère. Halmehmat fait ce trafic depuis cinq ans. Ses parents, dans les années 40, ont fui le Xinjiang pour s'installer à Bombay. Lui aura fait son chemin jusqu'à Istanbul et finira par installer sa famille à New-York, où il réussit à ouvrir un petit restaurant. Il compte encore sur une année de trafic pour amasser de quoi s'agrandir. « Après, je m'arrêterai ».

Mais, pour l'heure, jouant de ses passeports, indien et turc, et de son permis de travail américain qu'il sortira fièrement, il lui faut



change et de leur commerce en hard currencies, les rois du trafic, comme ils soi surnommés, s'organisent à merveille. Ils sont allés à Pékin acheter des vêtements et, curieusement, des chaussures de sport. Ils reviendront au pays chargés comme des baudes. Les affaires ne doivent pas être mauvaises puisque bon nombre d'entre eux se permettent de prendre l'avion d'Irkoutsk à Varsovie, via Moscou. Le train, c'est un peu lent pour ces businessmen pressés, alors que le billet d'avion Irkoutsk-Moscou ne coûte pas plus de 80 roubles pour les citoyens des pays frères, soit 4 dollars au marché noir.

Pour ceux qui restent, c'est l'effervescence. Le train stoppe. Quinze minutes d'arrêt, pas une

poche et, wagon après wagon, proposeront leurs transactions. Le train repart. Retour à notre compartiment. A peine sommes-nous installés, on frappe à la porte. Un Russe entre et engage son commerce. Parlant un anglais approximatif mais suffisant, il nous propose des parfums français aux marques tout à fait inconnues. Manque de chance, il nous avait pris pour un Polonais avec qui il commerce abondamment. Michael nous expliquera qu'avec les Occidentaux le trafic est limité mais très cooivial. Michael, médecin de formation, a abandonné son activité dans l'unique souci de « vivre décemment ».

Voilà tout juste un an qu'il a imaginé et entamé ce jeu qui le classe désormais dans le chaos de l'économie soviétique parmi les spéculateurs et les profiteurs. Habitant Novossibirsk, il s'envole deux fois par mois pour Irkoutsk où il attrape le Transsibérien. En grimpant abondamment la patte d'un des chefs de wagon, il obtient sans problème un compartiment qui lui servira d'entrepôt pour la durée du voyage. Il lui reste alors une dizaine d'heures pour parcourir le train et demander scrupuleusement à chaque voyageur ce qu'il pourrait bien lui acheter, allant jusqu'à convaincre un Américain de se déposséder de sa chemise griffée en échange de quelques grammes de caviar : « J'achète de tout, jeans, tee-shirts, perles, parfums ; je vends très peu dans le train, mais j'écoule le principal de la marchandise collectée à Novossibirsk ». Entre deux trains, il complète son business par la copie de films vidéo. Et voilà, simplement décrit, l'un des réseaux parallèles de l'économie soviétique. Des réseaux dynamiques qui ne font qu'amplifier le blocage général de l'économie. Pour lui, l'avenir est assuré. Michael se dit « pas encore riche » après un an d'activité, mais, assurément, cela ne saurait tarder.

La Sibérie encore, des isbas le long des voies, quelques arbres, d'immenses plaines. Depuis quelques heures, le temps s'est encore rafraîchi. Il a même neigé en cette mi-octobre. D'un wagon à l'autre, les passagers franchissent des sas en accordéon où tourbillonne de la poussière de neige. Il faut les traverser pour rejoindre le wagon-restaurant, haut lieu du voyage. En Chine, il était chinois, en Mongolie, mongol, et en URSS, le voilà différent. Tout semble désorganisé pour faire fuir le touriste mais, restant un des points forts du voyage, le restaurant est bondé en permanence. Surtout depuis le passage de la frontière soviétique et la possibilité pour chacun de payer en roubles (en Mongolie, les dollars sont de rigueur). Des roubles qui ne valent pas un kopeck, même pour les Chinois à qui il suffit de vendre un paquet de chewing-gums pour financer la

de plus pour vaquer à ses affaires. Dans un des wagons occupés par des Chinois, les fenêtres se sont déverrouillées : comme par enchantement et déjà un groupe de Soviétiques se presse au bas du train. Des malins se tendent, des billets passent, des perles, des vêtements, du ginseng s'échangent rapidement. Sur le quai, quelques familles chinoises, moins professionnelles, vendent de quoi se faire quelques centaines de roubles pour pas cher. L'une échangera des chewing-gums (10 roubles le paquet, salaire moyen 300 roubles), une autre des bijoux de pacotille.

Côté russe, le spectacle ne manque pas de sel. Ici, les semi-pros qui tractent avec conscience, là, les dilettantes. Des jeunes personnes en général, situées plutôt en retrait, mais toujours prêtes à céder n'importe quoi, une montre russe, un ceinturon de l'armée, ou encore un de leurs galins frappe de l'étoile rouge. Le tout sous le regard parfois menaçant de la police qui se décidera tout de même à interpellé de jeunes enfants déjà passés maîtres dans l'art du marchandage. Les véritables pros, quant à eux, ne sont pas restés sur le quai. Ils montent directement dans les voitures, un billet pour la prochaine ville en

Le gros de la contrebande se fait au rythme des postes-frontières et des villes traversées. Dans l'unique wagon de la classe luxe, flotte la nostalgie des premiers âges du Transsibérien.

nourriture de plusieurs jours. Contrairement au train chinois qui est propre et bien entretenu, le restaurant russe frappe par sa saleté on plutôt par l'opacité de ses fenêtres. D'où une certaine frustration pour ceux qui traversent pour la première et probablement l'unique fois l'immense Sibérie.

Cet aspect désagréable mis à part, il en reste d'autres qui ne sont pas moins. Quelle joie, par exemple, de voir inscrit sur le menu et en grosses lettres : caviar, champagne, entrecôte maître d'hôtel, filet d'esturgeon. Mais quelle déception lorsque arrive cette grande et imposante mamma russe, sorte de cantinière de régiment de bousard, qui vous explique de façon claire et définitive qu'il ne faudra compter que sur ce qu'elle annoncera ! C'est-à-dire, au choix, une limonade de couleur vert pomme ou orange acidulé et sur tel ou tel plat qui n'avaient pas forcément les premières faveurs du consommateur. Il n'empêche que ces repas rythment le voyage. Quand au caviar, à la vodka et au champagne de Crimée. Mais, il faut savoir les négocier. En dollars, sont presque toujours disponibles, à condition de faire affaire directement et avec discrétion que possible dans les cuisines.

L'atmosphère se réchauffe et devient plus amicale au fil des jours. Les espaces collectifs, couloirs, restaurant, sont autant d'endroits où l'on fait connaissance et où l'on parle. Certains compartiments se découvrent également plusieurs fonctions. Sans parler de celui de ces trouillantes jeunes filles au regard insistant, montées à Omsk, il est des lieux et des rencontres moins compromettantes. Comme ces wagons chinois où claquent encore les dés de mah-jong dans quelques cabines transformées en salles de jeu. Dans le wagon mongol, deux ou trois compartiments ont définitivement tourné en débit de vodka. Parfois, un chasseur des steppes en sort pour vous proposer un verre ou bien tente de vous vendre ses peaux de bêtes sauvages, lynx, renard ou autre, qu'il va vendre à Prague ou à Varsovie.

Côté polonais, on discute abondamment, une canette de bière éternellement à la main. Ailleurs, on s'essaye à la nostalgie, comme ces Européens dans l'unique wagon de la classe « de luxe ». Alors qu'un soir le train passait le point symbolique marquant la séparation de la Sibérie et de l'Europe, une soirée s'organisait en souvenir de la grande Russie. Champagne, caviar, vodka dont il était aisé d'imaginer la provenance, étaient servis devant les yeux ébahis de ceux qui n'avaient plus qu'à jouer les moujiks... Et le train file toujours pour quelques derniers milliers de kilomètres.

Passé l'Oural, le paysage se ternit. Quelques moments d'émotion, comme au passage de la Volga. Cependant, il est temps d'arriver. Les businessmen s'impatientent, les touristes rêvent de Moscou, les affaires s'épuisent et le restaurant n'a pratiquement plus rien à offrir. Bientôt, la fin du voyage et l'éclatement de cette éphémère micro-société qui rassemble pour quelques jours et parfois dans une irritante promiscuité les caractères les plus différents, des nationalités les plus diverses, des systèmes économiques les plus opposés. Et tous de communiquer et de s'enticher mutuellement par cet espéranto qui a traversé les âges et qui a pour nom business, business !

De notre envoyé spécial
Ejvind Sandell

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ Film à voir ; * On peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 4 janvier

- TF 1**
- 20.40 Variétés : Tous à la Une.
► Magazine : 52 sur la Une. La fin des gothiques.
23.35 Série : Ray Bradbury présente...
23.55 Journal Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Série : Profession comique. Emission d'André Helml. L'Indigestion.
22.05 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Questions d'actualité. Invités : Gilles Kepel (La revanche de Drouot), Guy Sorman (Sortir du socialisme), Henri Poirier (La vie quotidienne à la Maison Blanche au temps de Reagan et de Bush), Yann de l'Ecotais (Météore d'une nation).
23.15 Journal et Météo.
23.35 Cinéma : Monsieur Verdoux. *** Film américain de Charles Chaplin (1947).
- FR 3**
- 20.40 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Fugu : poisson poison, délices nippon, d'Isabelle Moegele et Michel Deshayes. Comment déguster la polsion-globe...
21.35 Téléfilm : Tosca. De Franco Zeffirelli, avec Elizabeth Taylor, C. Thomas Howell (dernière partie).
22.35 Journal et Météo.

- 22.55 Magazine : Planète show.
23.50 Magazine : Mille Bravo.
0.45 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : Plus douce sera le mort. De Gilbert Cates.
22.00 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Danisor. Invité : Jean Pollet.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : La vie et rien d'autre. * Film français de Bertrand Tavernier (1989). Avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, François Perrot.
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : Une question de culpabilité. De Robert Butler.
22.20 Rallye : Paris-Dakar. Résumé de l'épreuve du jour.
22.50 Cinéma : L'inspecteur Darrick. 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Piège pour un espion. D'Alan Metzger.
22.10 Série : Brigade de nuit.
23.00 Magazine : La 6e dimension.
23.35 Six minutes d'informations.

- 23.40 Concert : Les Bénédictins noirs. A l'Olympia.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Théâtre : Un ascenseur pour l'an neuf. De Gilles Bourdat et Pascal Goethals.
22.00 Court métrage : Canus canit. De Denis Guédy.
22.35 Documentaire : Enfance (I).
23.05 Documentaire : Footbarn Travelling Theater.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. De Michel-Maurice Lévy, alias Batou.
21.30 Musique : Black and blue. L'improvisiste, de Jacques Roca.
22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
- FRANCE MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 9 décembre à Sarrebruck) : Medes, suites d'orchestre op. 23a (Méditation, Danse de la vengeance), de Barber ; Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, de Gershwin ; Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 5 janvier

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Les marins, de Michel Encausse et Norbert Perreau.
13.50 La Une est à vous.
13.55 Feuilleton : Salut les homards !
14.30 La Une est à vous.
15.15 Tercio à Vincennes.
15.25 La Une est à vous.
16.00 Série : Formule 1.
17.30 Divertissement : Mondo dingo.
18.00 Magazine : Trente millions d'omis. Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert Météo et Loto.
20.50 Variétés : Surprise sur prise. Les meilleurs moments.
22.35 Magazine : Ustualta.
23.30 Magazine : Formule sport. Les meilleurs moments.
0.25 Au trot.
0.30 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.20 ► Magazine : Résistances. Le Maroc sous pression.
14.10 Magazine : Animalia.
14.55 Magazine : Sport passion. Handball.
16.50 Club sandwich.
17.50 Magazine : Télé-zèbre.
18.50 INC.
18.55 Feuilleton : Un château au soleil (dernier épisode).
19.50 La petite princesse.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Fred connexion. Des cadavres dans le congélateur.
22.10 Magazine : Étoile-palace. Spécial Victoria de Los Angeles, la reine des années d'or de l'opéra.
23.55 Journal et Météo.
0.15 Divertissement : Les drôles de têtes en liberté.
2.00 Magnétophone. Un mois de sport dans le monde (120 min).
- FR 3**
- 13.00 Télévision régionale.
14.00 Traverses : Figures de la folie. Patrick Zeyon.
1. Bernard de Clairvaux.
— De 16.00 à 19.00 la SEPT —
19.00 La 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 la SEPT —
0.00 Série rose : Un traitement justifié.
0.30 Magazine :

- L'heure du golf.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : La vengeance de l'héritière.
15.05 Look of the year (rediff.).
15.45 Documentaire : Les allumés... Une fille à l'épreuve du feu, de Jill Nicolls.
16.05 Les aventures de la vie. Jeu : V.O. Pour comprendre l'anglais. Les superstars du catch.
17.05 En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson (4e épisode).
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Le diable au paradis. Aventures, tentées d'érotisme.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.55 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma : Nuits très chaudes aux Caraïbes. Film français, classé X.
1.30 Cinéma : L'homme qui voulait savoir. *
- LA 5**
- 13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.30 Série : La belle et la bête.
15.20 Série : K 2000.
16.10 Série : Galactica.
17.00 Série : Superkid.
17.30 Série : TV 101.
18.30 Rallye : Paris-Dakar.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : L'or des Amazones. Aventures en Amérique du Sud.
22.30 Rallye : Paris-Dakar.
23.00 Téléfilm : La vengeance du forçat. Le célèbre Murt Dillon obligé de reprendre du service.
0.00 Journal de minuit.
0.10 La vengeance du forçat (suite).
0.45 Téléfilm : Esprit de suite.
- M 6**
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme au karana.
14.45 Série : L'arnaque.
15.30 Série : Les espions.
16.20 Série : Poigne de fer et séduction.
18.50 Série : Le saint.
17.40 Série : L'homme de fer.

- 18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.25 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : La folle semaine de Laura Lansing. Une trop riche romancière se « ressourça ».
22.15 Téléfilm : Le cri de la mort.
23.45 Six minutes d'informations.
23.60 Musique : Replene.
0.40 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 13.20 Cinéma d'animation : Images.
13.30 Théâtre : Un ascenseur pour l'an neuf. De Gilles Bourdat et Pascal Goethals.
14.30 Court métrage : Canus canit.
15.00 Magazine : Dynamo.
16.30 Documentaire : Lignes de vie.
18.30 Documentaire : Enfance.
17.00 Magazine : Anicroches.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire : Maestro, le XXe siècle.
20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Cinéma : De père en fils. ***
22.40 Soir 3.
23.00 Magazine : Lire et écrire.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Roland Moreno, inventeur de la carte à puce.
20.45 Dramatiques. Fourbidules, de Brigitte Rousseau ; Défis, de Bernard de Costa.
22.35 Musique : Opus. Champagne majeur.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE MUSIQUE**
- 20.00 Opéra (en direct du Théâtre municipal de Lausanne) : Les aventures du roi Pausole, de Honneger, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jean-Marie Auberson ; sol. : Elisabeth Baudry, Sophie Destaing, Marie-Ange Todorovitch, Jane Savigny, Murielle Schorno, Roger Molin, Jacques Verzier, Yves Coudray, Charles Ossola, Serge Molsson.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 6 janvier

- TF 1**
- 10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.22 Le minute du trotteur.
11.25 Magazine : Auto-moto.
11.55 Jeu : Tournez... manège.
12.30 Jeu : Le juste prix.
12.50 Météo, Trafic infos et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tercio à Vincennes.
15.20 Série : Agence tous risques.
16.10 Divertissement : Vidéo gag.
16.40 Chipmunks.
16.50 Sport : Football. Match amical : Auxerre-Astoria Villa (Grande-Bretagne), en direct d'Auxerre.
19.00 Magazine : 7 sur 7. D'Anne Sinclair. Avec Michel Sardou.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Masques. *** Film français de Claude Chabrol (1987). Avec Philippe Noiret, Robin Renucci, Bernadette Lafont.
22.30 Magazine : Ché dimanche.
22.35 Série : Chisum. *
0.30 Au trot.
0.35 Journal, Météo et Trafic infos.
- A 2**
- 11.00 Messe, Célébration à la chapelle Saint-Martin de Barthelme-la-Chaussée (Heutzelin).
12.05 Dimanche Martin.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin.
14.55 Série : Miro Gyver.
15.45 Dimanche Martin.
16.35 Série : Justice pour Eliza.
17.50 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. La légende des navires perdus.
18.35 Magazine : Stade 2. Basket-ball : Rugby : Natation : Ski alpin : Rallye Paris-Dakar : Football : Volley-ball.
19.30 Série : Miro Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Fatale obsession. Un terrible accident.
22.20 Magazine : Musiques au cœur. Pour Tchakovski à Saint-Petersbourg.
23.40 Journal et Météo.
0.05 Série : Le saint.
- FR 3**
- 10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.48 Journal.
13.00 D'un soleil à l'autre.
13.30 Magazine : Musicales. José Van Dam, chanteur et maître.
14.30 Magazine : 33 dimanche. Nation : Handball.
17.30 Magazine : Montagne. Les drapeaux du Dhulegiri, de Bernard Orcel.
18.00 Amuse 3.
18.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
Série : Benny Hill.
20.10 ► Variétés : Je suis comme je suis.

- Juliette Gréco. De Jean-Christophe Averty. Souvenirs, souvenirs.
21.40 Magazine : Le divan. Invité : Françoise Reichenbach.
22.00 Journal et Météo.
22.20 Dessin animé : Our gang.
22.30 Cinéma : Le magicien d'Oz. *** Documentaire : Le tournage du « Magicien d'Oz ». De Victor Fleming (v.o.).
0.20 Magazine : Belles et bielles.
0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 10.15 Cinéma : Le vie et rien d'autre. * En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'énigme de la disparition du vol Brisbane-Sydney.
15.50 Magazine : 24 heures.
16.40 Dessin animé : Les Simpson (4e épisode).
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Balance maman hors du train. * Film américain de Danny De Vito (1987). Avec Danny De Vito, Billy Crystal, Kim Cattrall.
En clair jusqu'à 20.40 —
19.25 Flash d'informations.
19.30 Dessins animés : Ce cartoon.
20.30 Dis Jérôme... 7.
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Tucker. *** Film américain de Francis Ford Coppola (1988). Avec Jeff Bridges, Martin Landau, Frederic Forrest.
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'équipe du dimanche.
1.05 Cinéma : Les baisers de secours. *
- LA 5**
- 11.05 Série : Wonder Women.
12.45 Journal.
13.20 Téléfilm : Maman s'en va-t-en guerre.
14.45 Série : K 2000.
15.40 Série : Sarcen.
16.30 Série : Lou Grant.
17.40 Série : Les Los Angeles.
18.30 Rallye : Paris-Dakar.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Top secret. * Film américain de Jim Abrahams. David et Jerry Zucker (1984). Avec Val Kilmer, Lucy Gutteridge, Christopher Walken.
22.25 Rallye : Paris-Dakar.
23.00 Cinéma : Des pissenlits par la racine. * Le journal de minuit.
0.40
- M 6**
- 10.30 Magazine : Turbo.
10.55 Documentaire : La conquête de l'espace. L'espace du rêve.
11.20 Magazine :

- La 6e dimension (rediff.).
Magazine : Sport 6 première.
11.55 Informations.
12.00 Informations : M6 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Dis-donc, papa.
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : La famille Remdam.
14.15 Téléfilm : Un jour, un mur.
16.00 Série : L'ami des bêtes.
16.45 Série : Roseanne.
17.15 Série : Poigne de fer et séduction.
17.45 Série : L'homme de fer.
18.35 Série : Les routes du paradis.
19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Le trésor des sudistes. La guerre de Sécession.
22.15 M6 express.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : Taxi driver. ***
0.20 Six minutes d'informations.
0.25 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 10.00 Cours d'italien (et 12.00). Ici bat la vie.
13.25 Histoire parallèle.
14.20 Hommage à Segundo de Chobon.
16.00 De singe en singe.
17.00 Footbarn Travelling Theater.
18.00 Danse : Rei Döm.
De Jean-Claude Galotta.
19.30 Musique : Siegfried idyll.
20.00 L'âge d'or du cinéma.
20.30 Cinéma : M le méridien. ***
22.15 Image par image.
22.50 Cinéma : Le roman de Renard. ***
23.55 Cinéma : L'affaire est dans le sac. ***
0.40 Court métrage.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. Yannis Ritsos : Chrysosmismos.
22.35 Musique : Le concert. En hommage à Delphine Seyrig, rediffusion du concert donné en août 1985 au Festival de piano de La Roque-d'Andéron : Un vague extrême, texte de Marguerite Duras, avec Delphine Seyrig, Sami Frey.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 17 avril 1989 à la salle des concerts de Végade).
23.05 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Mondes ».

Audience TV du 3 janvier 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	95,8	Roue fortune 19,7	Ch. au soleil 4,6	19-20 21,1	Nuit part... 2,7	Arnold et W. 4,1	Magnun 3,5
19 h 45	59,8	Roue fortune 31,3	Ch. au soleil 6,8	19-20 11,9	Nuit part... 3,9	Tel père tel fils 2,6	Magnun 4,1
20 h 16	66,6	Journal 29,0	Journal 15,9	La classe 11,3	Nuit part... 2,9	Journal M-est servie 4,3	M-est servie 5,3
20 h 55	73,6	Noces... 23,7	Envoyé spéc. 19,6	Robin... 21,9	L'homme... 1,6	Cruel échange 6,9	Los ringards 3,2
22 h 08	66,5	Noces... 13,1	Envoyé spéc. 19,7	Robin... 23,9	L'homme... 1,3	Cruel échange 8,2	Los ringards 4,1
22 h 44	40,9	De Gaulle 8,2	L'huissier 12,4	Soir 3 10,4	Basket 1,5	Pub 6,7	Los complices 2,7

Journal

ÉCONOMIE

BILLET

Le tabou des retraites

En admettant que l'on puisse discuter de la retraite par capitalisation, par opposition au système actuel de retraite par répartition, M. Pierre Bérégovoy a provoqué de vives réactions. Il fallait s'y attendre : en évoquant cette hypothèse, le ministre des finances touchait à un tabou.

Dana leur rôle habituel, la CGT et la CFTC se sont déclarés opposés à une telle idée qui va à l'encontre du principe fondateur selon lequel le financement des retraites est basé, via les cotisations, sur la solidarité entre les générations. Outre qu'elle risque d'aggraver les inégalités, la capitalisation, par la voie de l'assurance, n'offre pas à leurs yeux les mêmes garanties pour l'avenir. Quand on ne la soupçonne pas d'être uniquement « une source de profits » pour les compagnies financières...

Si la CFDT et FO n'ont pas encore réagi, la camp des détracteurs de la formule vient de la parsonna de M. Claude Evin. Chargé du dossier, le ministre de la santé et de la solidarité estime, lui, que la retraite par capitalisation n'est pas une solution et affirme que la gouvernance est attachée à la retraite par répartition. Au moment où ce proche de M. Rocard prépare le Livre blanc sur le sujet, dans la perspective d'un « Grenelle des retraites » demandé par le premier ministre, sa prise de position révèle, qu'après celui sur la contribution sociale généralisée (CSG) un nouveau débat s'instaure au sein du gouvernement.

En fait, et de part et d'autre, la question n'est pas posée dans toute son ampleur, ni avec les mêmes arrière-pensées. Soucieux de trouver le moyen de développer une épargne à long terme la plus stable possible, M. Bérégovoy pense naturellement à la capitalisation. Mais il prend soin de dire que cette formule ne devrait pas se substituer à la répartition ; elle ne serait qu'un complément. Point de vue que partage M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC. Désireux de respecter un régime de retraite auquel la gauche est attachée, M. Evin tente, lui, de minimiser les difficultés financières qui surgiront à terme, en raison de la démographie. Question d'image.

Selon une étude publiée par le cabinet Dataquest Américains et Européens ont regagné du terrain dans les semi-conducteurs

Surprise dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs, ces composants hautement technologiques dont sont truffés non seulement les ordinateurs mais également de plus en plus d'appareils d'électronique grand public, voire d'électroménager. Selon l'enquête annuelle du cabinet américain Dataquest, fabricants américains et européens ont, en 1990, pris une bonne part d'un marché de 58,4 milliards de dollars (292 milliards de francs environ) qui pourtant semblait devoir être accaparé par les industriels nippons. La position des électroniciens japonais subit une érosion (recul de 2,6 % de leur part de marché en 1990) pour la première fois depuis 1982, tandis que les fabricants américains et européens enregistrent une légère progression de leurs parts de marché (respectivement de 1,6 % et de 1 %). Cette évolution inattendue ne remet cependant pas en question la hiérarchie fermement établie dans les semi-conducteurs. La contreperformance globale des industriels nippons

ne les empêche pas, estime Dataquest, de s'adjuger en 1990 49,5 % du marché mondial des semi-conducteurs (contre, il est vrai, 52,1 % l'année précédente) et de truster les premières places dans les classements mondiaux. On trouve en effet six japonais parmi les dix premiers fabricants de composants électroniques au monde. Mieux : les numéros un, deux et trois de cette industrie se sont appelés en 1990 Nec, Toshiba, Hitachi. Deux américains, Motorola et Intel, sont parvenus toutefois à se hisser aux quatrième et cinquième places. L'heureux rétablissement affiché en 1990 par les fabricants américains comme européens ne sent-il qu'un épiphénomène ? Les experts du secteur estiment que leur progression est davantage imputable à un effet de gamme qu'à une force de frappe recouvrée. Américains et Européens ont profité de l'atonie du marché des mémoires dynamiques (les DRAM), sur lesquels les Japonais sont très spécialisés.

Les pompistes renoncent provisoirement à boycotter les chèques

Au moment où la fronde anti-chèques menaçait de faire tâche d'huile, les Centres Leclerc et la Confédération nationale du commerce ayant rejoint les pompistes, les distributeurs d'essence ont décidé, à l'issue d'une réunion qui s'est tenue le 3 janvier dans la nuit sous la présidence de M. François Doublin, ministre de l'artisanat et du commerce, d'interrompre pour quinze jours le boycottage des chèques supérieurs à 100 francs et des paiements par carte de crédit inférieurs à 200 francs.

Outre le ministre du commerce et les organisations de pompistes (CSNCRA, FNCAA, SNDC) participant à la réunion des représentants des ministères de l'économie et des finances, de la justice, de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

Selon la communiqué publié par M. Doublin, le ministre de la Justice a rappelé que l'émission de chèques sans provision demeurerait un délit et qu'aucune infraction de ce type ne pouvait être l'objet d'une politique de classement systématique. En outre, la loi bancaire de 1984, étudiée dans les prochaines semaines les moyens d'un renforcement de la sécurité des chèques, la possibi-

lité d'un relèvement du plafond de garantie par les banques et l'idée de « chèques-stations service » préconisés émis par les banques.

L'Association française des banques (AFB), qui n'avait pas été invitée à la réunion de M. Doublin, a rappelé son hostilité à un relèvement du plafond de garantie. Quant aux chèques essence, ils ne pourraient être créés, selon l'AFB, sans avance de trésorerie de la part des particuliers. Une nouvelle rançon, à laquelle les compagnies pétrolières et les banques seraient associées, pourrait avoir lieu dans deux semaines.

Des stations de toutes les façons

Pour l'automobiliste au réservoir en cours d'assèchement, les stations-service où il va pourvoir faire le plein ne se distinguent guère que par les logos lumineux aux couleurs des grandes compagnies pétrolières qui surmontent les pompes.

Sur la route des vacances ou, au quotidien, sur le chemin du bureau ou de l'école, le choix se fait entre Elf, Total, Esso, BP ou quelques autres, en fonction de la commodité et de l'urgence. A moins que le rite des courses hebdomadaires à l'hypermarché le plus proche ne soit l'occasion de faire le plein à meilleur compte. Le pompiste, c'est encore parfois l'homme à l'impeccable combinaison-uniforme qui se charge de faire le plein, mais c'est souvent celui qui se borne à encaisser.

L'existence, dans certains garages, de pompes sans enseigne claire, et la découverte, dans la rue d'une boutique de campagne, d'une modeste pompe à essence devant l'épicerie-bièro-bureau de tabac, laissent entrevoir à l'observateur attentif que la distribution de l'essence n'est pas uniquement le fait des compagnies pétrolières et des magasins de grande surface. La réalité est encore plus complexe. Le graphique ci-dessous en donne une idée, tout à fait simplifiée.

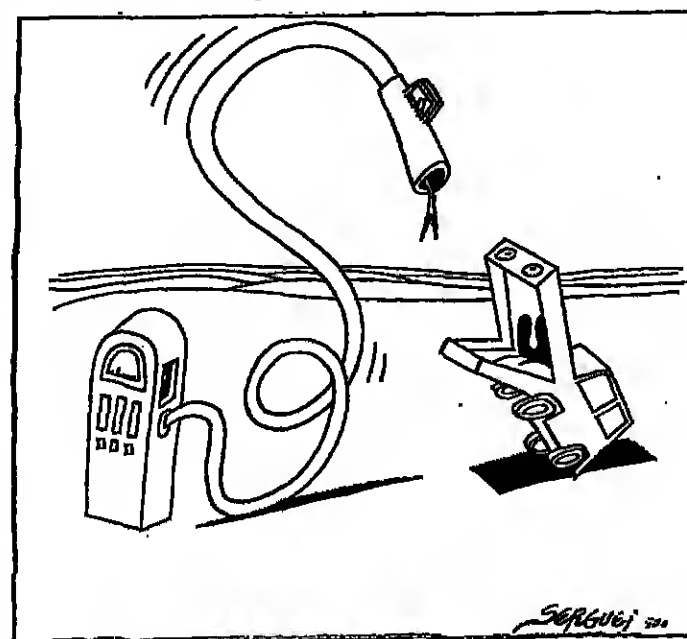
Il y avait, au 1^{er} janvier 1990 17 500 stations-service à l'enseigne des compagnies pétrolières, soit 63 % des 27 700 stations de France. Mais les compagnies pétrolières ne sont pas propriétaires de toutes les stations. Elles en possèdent 11 500, soit 41 %, les autres 6 000 sont confiées pour la plupart à des salariés ou à des « gérants mandataires ». Ceux-ci sont des détaillants locaux ou des fonds de commerce dont le produit ne leur appartient pas ; les prix sont fixés par la société pétrolière. En moyenne, ces stations distribuent par an 2 400 mètres cubes de carburant

auto, volume qui constitue le seul de rentabilité pour les compagnies. Cette catégorie représente un peu plus de 32 % du marché.

Les 12 150 autres stations-service à l'enseigne des compagnies sont la propriété de leurs exploitants, et elles sont dites par les professionnels « stations organiques ». Un grand nombre de ces « pompistes » sont aussi gargistes ; ils vendent en moyenne 480 mètres cubes par an et commercialisent près de 22 % du carburant auto vendu en France. Mais leur régime est variable. Une petite moitié d'entre eux (5 900), propriétaires des installations (cuves et pompes), sont dits « commissionnaires » et sont rémunérés par un pourcentage sur les ventes de carburant, livré par la compagnie avec laquelle ils sont liés, qui fixe les prix ; pour l'essence, seule la propriété de l'installation les différencie des gérants mandataires. Une grosse moitié (6 250) de ces propriétaires exploitants achètent ferme le carburant à la compagnie et sont libres de leur politique de prix.

On trouve ensuite les « stations libres », sans marque de compagnie pétrolière, avec parfois une enseigne au nom du distributeur, ou sans enseigne du tout. Ils accueillent souvent une autre activité commerciale, épicerie, café, bureau de tabac, vente de journaux. Ils sont le recours traditionnel des automobilistes proches de la panne sèche. Ils sont nombreux et leur part de marché est minuscule. Certains d'entre eux commercialisent 36 mètres cubes par an, d'autres 300 mètres cubes. Propriétaires des installations et de leur stock, ils ne sont liés à aucune compagnie, n'ont pas de fournisseur attitré et sont les plus vulnérables. L'été dernier, lors que les événements du Golfe se sont déclenchés, ils ont eu beaucoup de mal à s'approvisionner, les fournisseurs livrant en priorité leurs plus gros clients et les plus réguliers.

Enfin, et c'est une spécialité française, on trouve les stations-service des magasins de grande et moyenne surface, qui à elles seules ont pris près de 40 % du marché. En Belgique et en Allemagne, les grandes surfaces en ont environ 9 %, en Grande-Bretagne 5,5 %, aux Pays-Bas un peu plus de 2 %, et en France également. En moyenne, ces stations d'hypermarchés ou de supermarchés commercialisent 4 000 mètres cubes par an, les plus performantes d'entre elles dépassant 5 000 mètres cubes. A titre de comparaison, les stations d'autoroute ont un



débit de 7 400 mètres cubes par an. Aujourd'hui, les grands supermarchés continuent d'installer des stations-services : 400 en 1989, et environ 300 en 1990.

Notons, pour mémoire, que 1,5 % des carburants auto distribués sont achetés par des entreprises, qui disposent de cuves de stockage. Le nombre de stations-service ne cesse de diminuer. On en comptait 42 500 en 1975 et elles ne sont plus que 27 700. Un Fonds de modernisation du réseau des détaillants en carburant, créé en 1985, aide à la restructuration du secteur et à sa diversification. Le nombre des fermettes est variable d'une année à l'autre, autour de 1 500. Peu nombreuses dans les compagnies (100 à 200 par an, quand le débit est insuffisant), elles touchent un peu plus les propriétaires exploitants que les stations libres. Depuis sa création, ce Fonds a distribué 4 750 aides, dont 1 900 au départ, pour un montant total de 261 millions de francs. La diversification se fait dans trois directions : ventes de pneus, centres auto, vidanges, petits réparations, alimentation, et autres services, les « services de proximité », avec Minidol pour les bourses de fret des transporteurs, terminal de

PMU pour les joueurs, et système de réservations d'hôtels. Chez certains, où la diversification a été rendue possible et réussie, le carburant ne représente que 30 % du chiffre d'affaires et les activités annexes le reste.

Il serait imprudent de juger de la rentabilité d'une station-service par le type d'exploitation qui est le sien. Il y a des garages bien situés qui débitent beaucoup et d'autres pour qui la vente de l'essence est une activité presque marginale. Comme on le voit, une infinie variété de situations, des intérêts divers, mais qui convergent aujourd'hui contre chèques en bois et cartes de crédit.

JOSÉE DOYÈRE

À la disposition des commerçants

Un fichier des chèques volés sera mis en place le 18 janvier

La Banque de France mettra en place le 18 janvier un fichier informatique national recensant les chèques volés ou perdus. Il pourra être consulté par les commerçants à partir d'un minitel ou d'un lecteur optique.

Ce Fichier national des chèques volés (FNCV) installé sous l'égide de la Banque de France avec le concours du Conseil national du commerce (CNC) recensera quotidiennement les listes de chèques frappés d'opposition établies par les banques et les déclarations de vol ou de perte recueillies par la police. Mettra-t-il un terme à la fraude organisée autour des chèques volés ? Rien n'est moins sûr. Souvent, il s'écoule un certain temps entre le moment où un particulier s'aperçoit du vol de son chèque et celui où il déclare le vol.

Un tiers du montant des chèques en bois

De plus, de véritables réseaux d'écoulement rapide des chèques volés opèrent sur le territoire national. Cette fraude représente un tiers du montant des chèques en bois émis chaque année en France (1,5 milliard sur 4,5 milliards).

Néanmoins, ce fichier pourrait contribuer à améliorer la sécurité, notamment vis-à-vis de la fraude occasionnelle. Chaque consultation coûtera environ 1,85 franc et des tarifs forfaitaires seront consentis aux grands distributeurs.

Une interconnexion entre ce fichier et celui des chèques sans provision (environ six millions par an) pourra être envisagée après étude pour permettre aux commerçants d'avoir accès à une information globale.

En revanche, les organismes qui proposent des garanties de paiement de chèques n'ont pas réussi à avoir accès au fichier. Le FNCV représente un investissement d'environ 80 millions de francs et sa gestion coûtera 65 millions de francs par an.

Année correcte pour Peugeot SA et mauvaise pour Renault

Les ventes d'automobiles ont baissé de 1,9 % en 1990 en France

Bon score pour Peugeot, mauvais pour Renault et nouvelle hausse des marques étrangères : l'année 1990 n'aura guère été favorable à l'industrie nationale. Le regain tant attendu depuis le retour des profits des deux firmes françaises n'a pas eu lieu avec une vigueur suffisante.

En 1989, c'était Peugeot qui avait trébuché pour fait de grèves. L'an dernier, c'est Renault qui pour des raisons diverses (le Monde du 2 janvier) a patiné. Et, au total, l'inquiétude régnait sur la solidité du redressement de l'industrie automobile française et sur sa capacité à affronter les temps d'hiver qui s'annoncent ; le marché devant reculer de 3 à 5 % en 1991 selon les estimations. L'automobile est exactement à l'image de l'industrie française tout entière.

Le marché a été morose. Les ventes observées dans les statistiques (2 309 000 voitures particulières immatriculées) représentent une hausse apparente de 1,6 %. Mais il faut tenir compte des ventes de la fin de 1989 qui, à cause des grèves dans les préfectures, n'avaient pu être enregistrées qu'en janvier 1990. Si l'on ne tient pas compte de cet incident, les ventes ont baissé de quelque 1,9 %. Après quatre belles années, le marché automobile s'est retourné l'automne dernier plus franchement qu'on ne l'aurait cru.

Dans ce contexte, Renault a reculé de 3,2 % et sa part de marché est

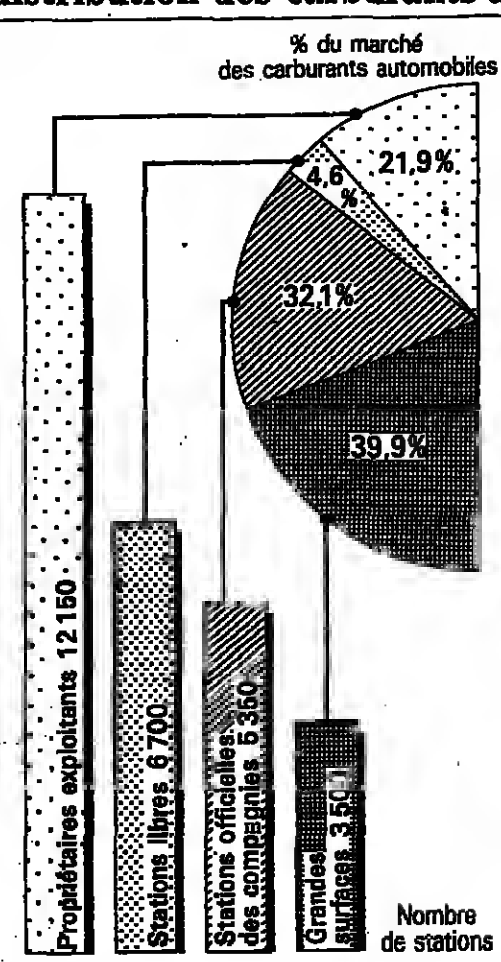
revenue de 29,1 % en 1989 à 27,9 % l'an dernier. La reconquête espérée au sein du groupe n'a toujours pas lieu. L'état-major récemment renouvelé du groupe a des raisons de s'interroger : le basculement vers des produits de meilleure qualité (R 19 et Clio) mais aussi plus chers constitue sans doute la seule stratégie possible pour Renault. Mais comment faire pour qu'elle « rapporte » plus rapidement ?

Peugeot s'en tire mieux. La marque au lion a vu ses ventes croître de 5,4 % l'an dernier, ce qui porte sa part de marché de 20,8 % à 21,6 %. Le problème pour le groupe reste Citroën, qui a reculé à nouveau, perdant 0,4 point de part de marché pour tomber à 11,6 %. La future ZX, qui viendra enfin donner au printemps les quatre modèles de base nécessaires (l'AX, la ZX, la BX et la XM), est attendue comme la dernière chance du groupe. En cas d'insuccès, PSA devra réviser sa politique de maintien de deux gammes généralistes et, d'une façon ou d'une autre, spécialiser Citroën. Pour l'instant, l'espoir est encore permis. PSA ayant en 1990 renforcé sa part du marché global, passant de 32,8 % à 33,1 %.

Derrière caractéristique du millésime automobile 1990 : la nouvelle percée des marques étrangères. Dernière Volkswagen et Fiat, elles ont pris 39 % du marché hexagonal, contre 38,1 % en 1989 et 38 % en 1981. Dix points de gagné en dix ans.

E. L. B.

La distribution des carburants-auto



□ Baisse de 25 % des immatriculations en Suède. - L'AB Bilstatistik, organisme qui publie les statistiques automobiles de Stockholm, a annoncé le 2 janvier dans un communiqué que la Suède a immatriculé 229 315 voitures particulières en 1990, soit une diminution de 25 % par rapport aux 307 104 effectuées en 1989. Les responsables de l'industrie automobile suédoise attribuent ce phénomène à

la mauvaise conjoncture économique. La Volvo 700, la Saab, la VW Golf Jetta, la Toyota Corolla, les Volvo 200 et 400, la Ford Sierra, l'Opel Kadet, la Ford Escort et l'Audi sont les dix modèles les plus vendus. Par ailleurs, Volvo qui était le seul constructeur européen dont les ventes n'avaient pas baissé en 1989 sur le marché américain, y enregistre en 1990 une chute de 12,7 %. - (AFP)

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

12^e arrdt

OPÉRA BASTILLE

Bat. imm. pierre de 1^{er} stand.
150 m², 5/6 p., 2 bds, cuis.,
salle, équipée ch + 20 m² de
service. Belle décoration.
Chambre, 3 p., Michel.
Charles. Samedi, dimanche,
lundi 14 h à 17 h.

18^e arrdt

MICHEL-ANGE

Imm. pierre de 1^{er} et 2^e ét.
liv. dble, 2 chbrs, cuis.,
bains, park, 24 m² de City
Samedi, dimanche 14 h à 17 h

VUE SUR SEINE

MIRABEAU, pierre de 1^{er} et 2^e ét.
liv. dble, 2 chbrs, cuis.,
bains, 42 m² de City.
Samedi, dim., 14 h à 17 h

78-Yvelines

ST-GERMAIN 4 P

Récent, cuis. 2 bds, park,
2 550 000 F. Samedi 5
de 11 h à 17 h
112 bis, av. Maréchal Poch

92-Hauts-de-Seine

Boulogne-Billancourt

App. 3 p., 50 m², entrée,
2 ch., office, cuis., ver-
s. de bds, 5^e étage avec
meublé. 1 100 000 F.
Tel. 1 47 01 21 28

94-Val-de-Marne

PRINCE-ÉPILOGUE

Imm. récent, 4 ch., 5 p.,
cuis., entr., 2 bds, bain,
park, 12 m² de City.
Samedi, dimanche 14 h à 17 h

SAINT-MAURICE

Superbe 2 pièces, grand
standing, salon 25 m²,
chambre, cuisine équipée,
cable de bain, face Nord, sur
île, site privé, park, 4 p.,
1 080 000 F. Samedi 5
Après 19 h : 49-99-52

Le Monde

Cadres

ACUTRON-FRANCE

1^{er} TECHNICIEN de MAINTENANCE

périphériques ordinateurs
données qualifications
qualifications. Possibilité forma-
tion complémentaire. Bon
niveau rémunération.
Adm. CV, photo + lettre. 3 p.
M. POMMIER
ACUTRON - BP 54
78340 Les Clayes-s/Bois

Lyons EPTN

(sous contrat d'association)
recherche

PROFESSEURS D'HISTOIRE/GEO

pr acquies un remplacement
à temps complet à
partir de janvier
Contactez le 46-81-11-05

L'AGENDA

Instruments

de musique

A VENDRE - 20.000 F
piano droit Schimmel
n° 113 C. Noyer
dir. Mécanique Freyner
Valeur actuelle 35.000 F
Tel. 46-55-75-34
après 18 h

Vacances

Tourisme

Loisirs

LA PLAGNE (1 900 m)

Studio 10 personnes à louer
du 20 au 27 janvier 1991
Pied des pistes, tout confort, plein
sud, 15 personnes.
P. 1 400 F. Tel. 1 99 40 24 04

automobiles

ventes

moins de 5 CV

Vende ALDI 80 diesel turbo,
Nov. 82, mod. 89, Bleu
lagon métal. Alarme, Ferm.
Métr. Tachomètre, 1^{er} main
118 000 km. 71 000 F.
Tel. 38-50-05-10 apr. 18 h

de 5 à 11 CV

A vendre LAND ROVER
109 Diesel 1^{er} 30, caisse
sûre, 104 000 km, moyeux
cylindriques, gelée, ban-
quette arrière, isolation,
6 roues pleines, pneus
neufs, 20 000 km, embrayage
20 000 km, 68 000 F.
48 000 F.
Tel. 46-07-05-07

ASSOCIATIONS

REPRODUCTION INTERDITE

Appel

SOS ALCOOL FEMME

La seule association de
femmes à l'écoute des
femmes malades de l'alcool.

TOULOUSE

Tous les lundis perm. de 14 h
à 17 h : 25, rue de Marat,
78110 Paris. M. Victor-Hugo.
Prochaine grande réunion
mensuelle le samedi 28 jan-
vier à 18 h.

Thème : Orphelins et dépendances

Par M^{me} Jeanine ESCOFFIER
Assistante sociale. Ne restez
pas seuls. Rejoignez-nous.
Téléphone-rue du
(1) 40-71-04-70.

Session et stage

YOGA

Toujours en forme !
Stage pour débutants : 18/19/20/21
à 12 h 30 ou 22/23/24/25 à 18 h 30 :
cours-éveil-développement.
Centre de Yoga Sivananda,
123, bd de Sceaux, 2^e
Tel. : 40-29-77-40.

COURS D'ANGLAIS

« SUR MESURE »
Cours particuliers ou en
mini-groupe. Tous niveaux.
Piccadilly Language Centre
37, 63, av. F. Mitterrand, 8^e
Tel. : (1) 43-59-43-01.

Locations

• Prix de la ligne 47 F TTC (25 lignes, lettres ou espaces).
• Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
• Chaque ligne à l'ordre du Monde Publicité, adressé au plus tard
le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi dans
samedi au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

La rubrique Association paraît tous les vendredis, sous le titre
Agence, dans les pages annonces classées.

vous invite à assister à sa tribune :

“Gérer la complexité : exigence et plaisir”

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Segur

mercredi
16 janvier
1991
de 14H00
à 16H00

vous invite à assister à sa tribune :

“Des métiers et des styles”

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Segur

jeudi
17 janvier
1991
de 14H00
à 16H00

vous invite à assister à sa tribune :

“Nos métiers font avancer le monde ; avec vous, nous ferons mieux encore”

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Segur

jeudi
17 janvier
1991
de 19H00
à 21H00

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Dans son rapport
au ministre de l'équipement

M. Querrien exclut l'utilisation des voies existantes pour le TGV Sud-Est

NICE

de notre correspondant régional

M. Max Querrien, conseiller
d'Etat, a remis, ce vendredi 4 jan-
vier, au ministre de l'équipement
et des transports, M. Louis Besson,
son rapport sur la mission de
concertation et d'examen dont il
avait été chargé avec deux autres
hauts fonctionnaires. Il y a six
mois, au sujet du tracé du TGV
Sud-Est.

« Je suis conscient que dans tous
les départements, confie-t-il dans
une déclaration publiée, ce même
jour, par Nice-Matin, nous avons
déjà les partisans de l'emploi des
voies existantes. »

« Pour être per-
formant, ajoute-t-il, le TGV doit
être installé en site propre. Or les
voies existantes sont, sinon satu-
rées, du moins proches de l'être et
ne correspondent pas aux impératifs
techniques du TGV. »

M. Querrien indique, d'autre
part, que le TGV-Sud Est sera « un
vrai TGV » assurant « le plus vite
possible » la liaison entre l'Espagne
et l'Italie. Dans cette perspective,
une gare centrale devrait être
construite dans le Var et un tracé
sera prochainement étudié pour la
traverse des Alpes-Maritimes,
département où M. Querrien pour-
rait être amené à conduire une
nouvelle mission.

G. P.

SOCIAL

Le marché du travail en 1989

79 % des jeunes trouvent un emploi à durée déterminée

Le fonctionnement du marché
du travail s'est amélioré en
1989 pour la deuxième année
consécutive, selon l'étude de
l'INSEE consacrée à la mobilité
de la main d'œuvre dans les
entreprises de plus de 50 sala-
riés. Le nombre des embauches
a augmenté dans tous les sec-
teurs d'activité et les emplois
stables sont en hausse.

Toutefois, les contrats à durée
déterminée, qui se transforment
dans un quart des cas en recrute-
ment définitif, dominent toujours
le marché. Ils représentent deux
embauches sur trois en 1989 et jus-
qu'à 79,3 % pour les jeunes de
moins de 25 ans.

Signe de vitalité, également, le
nombre des départs d'une entre-
prise s'accroît, puisque le mouve-
ment concerne 30,9 % des salariés
sur l'année, au lieu de 28,6 % en
1988. Les licenciements écono-
miques diminuent tandis que les
démissions progressent, ainsi que
les sorties à l'issue d'un contrat à
durée déterminée. Là encore, cette
mobilité plus forte se nourrit de
l'avantage de la précarité, pour des
catégories bien précises de salariés,
les jeunes et les femmes principale-
ment.

Dans une deuxième étude consa-
crée aux chômeurs inscrits depuis
treize mois, publiée le 4 janvier
par le ministère du travail, on
apprend que ceux-ci représentent
13 % des demandeurs d'emploi qui
étaient venus à l'ANPE un an plus
tôt. Les jeunes de moins de 25 ans
sont moins affectés par la durée du
chômage que les femmes, dont la
proportion passe de 45 % en jan-
vier 1989 à 55 % en janvier 1990,
ou que les plus de 50 ans, dont le
pourcentage double en douze mois.
Ce sont également les chômeurs
inscrits après un licenciement qui
restent le plus longtemps inscrits, à
la différence de ceux qui ont connu
le travail précaire.

La CFTC veut pratiquer un syndicalisme « de proximité »

La nouvelle équipe dirigeante de
la CFTC, issue du congrès qui s'est
tenu à Lille en novembre dernier, a
présenté ses orientations le 3 jan-
vier à la presse. M. Guy Dilleaud,
président, et M. Alain Delcu,
secrétaire général, veulent prati-
quer un syndicalisme « de proxi-
mité », plus proche des préoccupa-
tions des salariés, et entendent
développer leur organisation en
attirant les non-syndiqués, plutôt
qu'en rivalisant avec les autres
confédérations.

L'identité chrétienne réaffirmée,
l'attention portée sur « les encyclo-
pédies sociales », la CFTC sera atten-
tive à la politique familiale et veut
œuvrer pour la consolidation du
syndicalisme chrétien en Europe,
dont elle note l'urgence avec les
événements des pays de l'Est. Dans
l'immédiat, la confédération lance
une campagne contre le travail du
dimanche sur le thème « Sauvez la
vie familiale, culturelle, associa-
tive, spirituelle : faites vos courses
en semaine ».

EN BREF

M. Jean Bornaard, président
de l'ANPE - Ancien président de
la CFTC, jusqu'au congrès de Lille
en novembre dernier, M. Jean Bor-
nard va être nommé président du
conseil d'administration de
l'ANPE (Agence nationale pour
l'emploi). Il remplacera à ce poste
M. Jean-Baptiste Santini, qui avait
été choisi par M. Philippe Séguin,
ministre des affaires sociales dans
le gouvernement Chirac. M. San-
tini devrait être appelé à d'autres
fonctions par M. Jean-Pierre Sois-
son, ministre du travail, il pourrait
prendre la tête d'un comité pour la
modernisation négociée.

Sir Sydney Caine, l'ancien
directeur de la London School of
Economics est décédé. - Sir Sydney
Caine, directeur de la London
School of Economics entre 1957 et
1967 est décédé, mercredi 2 jan-
vier, à l'âge de quatre-vingt huit

ans. Avant d'entamer une carrière
dévouée à la formation, il avait
été, pendant vingt-neuf ans, haut
fonctionnaire dans l'administra-
tion britannique.

La Chine achète 400 000 tonnes
de blé américain subventionné. - La
Chine a acheté 400 000 tonnes de
blé américain à des prix subven-
tionnés, a annoncé le 3 janvier le
département de l'Agriculture. Les
autorités verseront une subvention
moyenne de 42,65 dollars par
tonne dans le cadre du programme
de soutien aux exportations améri-
caines. C'est le premier achat de la
Chine depuis l'allocution par les
Etats-Unis d'un quota de 1,5 mil-
lion de tonnes de blé subventionné
le 10 décembre dernier. Continental
Grain et The Woodhouse Cor-
poration livreront respectivement
370 000 tonnes et 30 000 tonnes
durant les mois d'avril et de mai
1991.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Compagnie Minière des Fibres Textiles (C.M.D.T.) lance un appel
d'offres international pour les travaux d'aménagement d'aires et voies de
l'usine d'égrenage de Koumrou (MALI).

PARTICIPATION

Concurrence ouverte à égalité de conditions au moins à toute personne
physique ou morale ressortissante d'un des Etats signataires de la conven-
tion de Lomé III.

FINANCEMENT

Banque Européenne d'Investissement et C.M.D.T.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier de consultation peut être obtenu aux adresses suivantes
contre remise d'un chèque certifié de 100 000 F CFA établi au nom de la
C.M.D.T. (ou 2 000 FF au nom de la C.F.D.T.).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA C.M.D.T.

B.P. 487 - Bamako (MALI) - Tél. : (1) 43-59-53-55.

ou C.F.D.T. 13, rue de Monceau 75008 Paris (France)

REMISE DES OFFRES

Les offres libellées en langue française seront présentées en quatre exem-
plaires et devront parvenir sous pli recommandé avec avis de réception à :

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA C.M.D.T.
B.P. 487 - Bamako (MALI) - avant le 18 février 1991

L'ouverture des plis aura lieu le 19 février 1991 à la C.M.D.T. en séance publique.

CONJONCTURE

M. Fauroux exhorte les entreprises à ne pas ralentir leurs investissements

« L'erreur à ne pas commettre
serait de ralentir l'investissement,
ce qui amènerait les entreprises à
rater le coche de la reprise »,
comme les Japonais l'ont bien
compris, a affirmé M. Roger Fau-
roux, ministre de l'Industrie, le
jeudi 3 janvier, en présentant ses
vœux aux chefs des principales
entreprises françaises.

« Relâcher cet effort serait sacri-
fier le moyen terme au court terme
et perdre les fruits du travail de ces
dernières années », qui n'a permis de
faire passer de 1983 à 1990 le taux
d'investissement des entreprises
françaises de 3,5 % du chiffre
d'affaires à 5 %, a ajouté le mini-
stre.

Pour M. Fauroux, l'économie
mondiale « entre dans une zone de
bourrasques » mais « il importe de
ne pas confondre anticipation et
précipitation ». Il a, en particulier,
exhorté les entreprises à ne pas
supprimer des emplois trop vite :
leur coût social « ne doit pas être
minimisé ».

LA CFTC veut pratiquer un syndicalisme « de proximité »

La nouvelle équipe dirigeante de
la CFTC, issue du congrès qui s'est
tenu à Lille en novembre dernier, a
présenté ses orientations le 3 jan-
vier à la presse. M. Guy Dilleaud,
président, et M. Alain Delcu,
secrétaire général, veulent prati-
quer un syndicalisme « de proxi-
mité », plus proche des préoccupa-
tions des salariés, et entendent
développer leur organisation en
attirant les non-syndiqués, plutôt
qu'en rivalisant avec les autres
confédérations.

L'identité chrétienne réaffirmée,
l'attention portée sur « les encyclo-
pédies sociales », la CFTC sera atten-
tive à la politique familiale et veut
œuvrer pour la consolidation du
syndicalisme chrétien en Europe,
dont elle note l'urgence avec les
événements des pays de l'Est. Dans
l'immédiat, la confédération lance
une campagne contre le travail du
dimanche sur le thème « Sauvez la
vie familiale, culturelle, associa-
tive, spirituelle : faites vos courses
en semaine ».

EN BREF

M. Jean Bornaard, président
de l'ANPE - Ancien président de
la CFTC, jusqu'au congrès de Lille
en novembre dernier, M. Jean Bor-
nard va être nommé président du
conseil d'administration de
l'ANPE (Agence nationale pour
l'emploi). Il remplacera à ce poste
M. Jean-Baptiste Santini, qui avait
été choisi par M. Philippe Séguin,
ministre des affaires sociales dans
le gouvernement Chirac. M. San-
tini devrait être appelé à d'autres
fonctions par M. Jean-Pierre Sois-
son, ministre du travail, il pourrait
prendre la tête d'un comité pour la
modernisation négociée.

Sir Sydney Caine, l'ancien
directeur de la London School of
Economics est décédé. - Sir Sydney
Caine, directeur de la London
School of Economics entre 1957 et
1967 est décédé, mercredi 2 jan-
vier, à l'âge de quatre-vingt huit

ans. Avant d'entamer une carrière
dévouée à la formation, il avait
été, pendant vingt-neuf ans, haut
fonctionnaire dans l'administra-
tion britannique.

La Chine achète 400 000 tonnes
de blé américain subventionné. - La
Chine a acheté 400 000 tonnes de
blé américain à des prix subven-
tionnés, a annoncé le 3 janvier le
département de l'Agriculture. Les
autorités verseront une subvention
moyenne de 42,65 dollars par
tonne dans le cadre du programme
de soutien aux exportations améri-
caines. C'est le premier achat de la
Chine depuis l'allocution par les
Etats-Unis d'un quota de 1,5 mil-
lion de tonnes de blé subventionné
le 10 décembre dernier. Continental
Grain et The Woodhouse Cor-
poration livreront respectivement
370 000 tonnes et 30 000 tonnes
durant les mois d'avril et de mai
1991.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Compagnie Minière des Fibres Textiles (C.M.D.T.) lance un appel
d'offres international pour les travaux d'aménagement d'aires et voies de
l'usine d'égrenage de Koumrou (MALI).

PARTICIPATION

Concurrence ouverte à égalité de conditions au moins à toute personne
physique ou morale ressortissante d'un des Etats signataires de la conven-
tion de Lomé III.

FINANCEMENT

Banque Européenne d'Investissement et C.M.D.T.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier de consultation peut être obtenu aux adresses suivantes
contre remise d'un chèque certifié de 100 000 F CFA établi au nom de la
C.M.D.T. (ou 2 000 FF au nom de la C.F.D.T.).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA C.M.D.T.

B.P. 487 - Bamako (MALI) - Tél. : (1) 43-59-53-55.

ou C.F.D.T. 13, rue de Monceau 75008 Paris (France)

REMISE DES OFFRES

Les offres libellées en langue française seront présentées en quatre exem-
plaires et devront parvenir sous pli recommandé avec avis de réception à :

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA C.M.D.T.
B.P. 487 - Bamako (MALI) - avant le 18 février 1991

L'ouverture des plis aura lieu le 19 février 1991 à la C.M.D.T. en séance publique.

CONJONCTURE

M. Fauroux exhorte les entreprises à ne pas ralentir leurs investissements

« L'erreur à ne pas commettre
serait de ralentir l'investissement,
ce qui amènerait les entreprises à
rater le coche de la reprise »,
comme les Japonais l'ont bien
compris, a affirmé M. Roger Fau-
roux, ministre de l'Industrie, le
jeudi 3 janvier, en présentant ses
vœux aux chefs des principales
entreprises françaises.

« Relâcher cet effort serait sacri-
fier le moyen terme au court terme
et perdre les fruits du travail de ces
dernières années », qui n'a permis de
faire passer de 1983 à 1990 le taux
d'investissement des entreprises
françaises de 3,5 % du chiffre
d'affaires à 5 %, a ajouté le mini-
stre.

Pour M. Fauroux, l'économie
mondiale « entre dans une zone de
bourrasques » mais « il importe de
ne pas confondre anticipation et
précipitation ». Il a, en particulier,
exhorté les entreprises à ne pas
supprimer des emplois trop vite :
leur coût social « ne doit pas être
minimisé ».

LA CFTC veut pratiquer un syndicalisme « de proximité »

La nouvelle équipe dirigeante de
la CFTC, issue du congrès qui s'est
tenu à Lille en novembre dernier, a
présenté ses orientations le 3 jan-
vier à la presse. M. Guy Dilleaud,
président, et M. Alain Delcu,
secrétaire général, veulent prati-
quer un syndicalisme « de proxi-
mité », plus proche des préoccupa-
tions des salariés, et entendent
développer leur organisation en
attirant les non-syndiqués, plutôt
qu'en rivalisant avec les autres
confédérations.

L'identité chrétienne réaffirmée,
l'attention portée sur « les encyclo-
pédies sociales », la CFTC sera atten-
tive à la politique familiale et veut
œuvrer pour la consolidation du
syndicalisme chrétien en Europe,
dont elle note l'urgence avec les
événements des pays de l'Est.

Les créateurs réclament un studio à Paris

La production de fiction, qui a besoin de temps, a du mal à s'insérer dans ces rythmes. C'est pourquoi Action HD, association nouvellement créée, revendique la création de séries d'un studio équipé aux mêmes définitions. Un croit-on que, pour nous, se familiariser avec ces bases, apprendre, se préparer. Le directeur du CNC, M. Dominique Wallon, a annoncé que les décisions de principe concernant ce studio de post-production étaient prises. Il s'est aussi rappelé aux producteurs, qui contestent cette mesure, que les pouvoirs publics réservent les subventions aux tournages en norme européenne.

Ces turbulences sont loin. Bien des cartes ont été redistribuées, bien des liens heureusement ranoués. Celui qui nous quitte aujourd'hui laissera d'abord la souvenir de l'une des personnalités les plus fortes que ce journal ait connues, d'un homme de conviction et de talent, passionné par son métier et par les causes qu'il défendait, aussi doué, ce qui est rare, pour l'écriture que pour l'organisation.

Rubrique réalisée ..
par la rédaction
du Monde des philanthropes
5, rue Antoine-Bourdelle
Tél : 40-65-29-27

● **Prix de portrait Paul-Louis Weillier.** — L'Académie des beaux-arts met au concours les prix de portrait (peinture) Paul-Louis Weillier. Informations à retirer jusqu'au 31 janvier, par écrit uniquement, au secrétariat de l'Académie des beaux-arts, 23, quai de Corni, 75006 Paris. Date limite d'inscription le 4 février.

Vente au pal. de just. de Paris
le 7 janvier 1997 à 14 h 30, en un lot :
APARTTEMENT à PARIS (15^e)
46, rue Castagnary
bât. A, 1^{er} ét., s. m. cuisine - douche
Chambre, w.c./palier, cave
MISE A PRIX : 80 000 F
S'adr. M^{re} Jandon avocat, 23, pl. des
Voies - Paris 9 - Tél. : 42-72-98-72
M^{re} A.-M. JAUDON, avocat, 27 bis,
rue de l'Abreuvoir - Boulogne (92100)
Tél. : 43-25-74-14.
A saisir de suite, de gte instant de Paris

l'Indonésie, le Zaïre, le Togo, le Burkina, la Guinée, le Rwanda, etc. Reporters sans frontières note en revanche que la situation s'améliore en Afrique du Sud, avec la levée de l'état d'urgence, en URSS avec la nouvelle loi sur la presse et en Europe de l'Est.

Sur une plus longue période, Reporters sans frontières note que « la banalisation du meurtre » reste malheureusement « un moyen radical de faire taire la presse » : entre 1969 et 1989, 715 journalistes ont été tués, dont 399 en Amérique, 171 en Asie, 65 au Moyen-Orient, 46 en Europe et 40 en Afrique.

Trésoreries Générales - Recettes des Finances - Trésorarias Principales
Recettes-Perceptions - Perceptions

MARCHÉS FINANCIERS

Chaîne d'indépendants
Inter-hôtel cherche des alliés à l'étranger

Ce n'est pas parce qu'on a des moyens limités qu'on ne peut pas faire preuve d'initiative. Inter-hôtel, troisième ou quatrième chaîne volontaire française, veut le montrer en offrant des prestations plus homogènes et en s'internationalisant. Elle va ouvrir un bureau à Londres dans quelques jours.

Ayant redémarré sous la forme d'une société coopérative à capital variable, après une crise en 1987, elle réunit aujourd'hui 165 hôtels (qui représentent ensemble un chiffre d'affaires dépassant les 800 millions de francs), avec une petite structure parisienne. Sans négliger leurs propres atouts (la diversité même des établissements, tous dirigés par leur propriétaire, leur localisation souvent au centre-ville), ses responsables entendent profiter de l'expérience des chaînes internationales.

Pour obtenir de meilleures conditions des tour-opérateurs et des agents de voyage, ils veulent à la fois augmenter le nombre d'adhérents de la chaîne, parvenir à une meilleure répartition sur le territoire national —

elle est surtout présente dans le Sud-Ouest, son point de départ, et en Bretagne — et rendre plus homogène cet ensemble d'établissements de deux et trois étoiles, en se montrant plus sélectifs sur les adhésions (en fonction du confort, de la situation...). Les trois étoiles commencent à équilibrer les deux étoiles et la capacité moyenne est passée de 39 à 43 chambres. Les hôteliers adhérents peuvent accéder par Minitel à un système commun de réservation.

Aujourd'hui, la chaîne veut s'internationaliser. Après Londres, elle va ouvrir un bureau à Milan en juin 1991 : cela permettra de prospecter directement agences ou entreprises et d'économiser sur les commissions. Elle va aussi s'associer avec des chaînes anglaise et irlandaise pour créer un ensemble international d'indépendants. Inter-hôtel a pris aussi quelques contacts en Europe de l'Est. Chance ou malchance, les hôtels y ont souvent la même enseigne qu'ailleurs.

G. H.

REPÈRES

COMMERCE

Chiffre d'affaires préservé pour les distributeurs américains

En dépit de la mauvaise conjoncture économique et de la chute des dépenses de consommation, la plupart des distributeurs américains ont évité de fortes chutes de leur chiffre d'affaires en décembre. Grâce aux politiques de rabais importants — les soldes d'après Noël ont par exemple débuté dès la mi-décembre chez Sears-Roebuck —, les ventes de détail américaines se sont maintenues au même niveau, ou à un niveau légèrement inférieur, qu'en décembre l'année précédente.

Parmi les principaux distributeurs américains, Sears-Roebuck et J.C. Penney ont enregistré une diminution de 0,3 % de leurs ventes. Celles de May Department Stores ont chuté de 0,7 %.

INFLATION

27,3 % au Chili en 1990

La hausse des prix au Chili a atteint 27,3 % en 1990, le plus mauvais résultat depuis dix ans, a indiqué jeudi 3 janvier l'Institut national de la statistique. Elle avait été de 21,4 % en 1989 et de 12,7 % en 1988.

Aggravée par le renchérissement du pétrole au début de la crise du Golfe, l'inflation a marqué le pas vers la fin de l'année pour s'établir à 0,5 % en décembre, à la suite du plan d'ajustement mis en place par le gouvernement du président Aylwin et notamment la hausse des taxes d'intérêt.

Les autorités économiques du pays tablent sur une inflation de 22 à 23 % en 1991 pour une progression de 5 % du PIB.

NEW-YORK, 4 janvier

Inquiétudes

Une nouvelle fois la grande Bourse new-yorkaise s'est retrouvée jeudi confrontée à ses vieux démons : la récession et la chute du cours, au lieu de se relever des dernières possibilités de négociations offertes à Bagdad par Washington, elle s'est laissée aller à ses inquiétudes et a rétrogradé en cours de séance, le mouvement de baisse s'est notablement amplifié. Après avoir enfoncé le plancher des 2 500 points, l'indice Dow Jones des industries a s'écroulé à la clôture à 2 573,51, soit à 37,13 points (-1,42 %) en-dessous de son précédent record. Le cours de la bourse a été un peu moins mauvais que ce résultat. Sur 2 001 valeurs traitées, 841 ont baissé, 563 ont monté et 477 n'ont pas varié.

Après la reconnaissance officielle par la Maison Blanche de l'entrée en récession des États-Unis, les spéculateurs se disent surtout préoccupés par les dernières résultats trimestriels des entreprises publiées à partir de la mi-janvier. Qui en sera-t-il exactement ? Dans l'immédiat, beaucoup d'investisseurs attendent avec impatience la publication de ces derniers chiffres sur l'emploi, qui devraient indiquer, en confirmant la violence du ralentissement économique, dans ces conditions, le basculement du pétrole à son niveau d'avant la crise du Golfe n'a pour l'instant guère retenu l'attention. Pas plus que l'offre faite par M. Bush à M. Saddam Hussein d'engager en Somalie les pourparlers de la dernière chance.

L'activité s'est accrue et 141,45 millions de titres ont changé de mains contre 126,28 millions la veille.

VALEURS	Cours de 2 janv.	Cours de 3 janv.
Alcoa	58	57 1/2
Amgen	24 1/2	24 1/2
Boeing	44 7/8	44 3/4
Chrysler	10 1/8	10 1/8
Eastman Kodak	10 1/8	10 1/8
Exxon	41 1/4	41
General Electric	34 1/4	34
IBM	26 1/4	26 1/4
Johnson & Johnson	56 3/8	55 1/4
Merck	34 1/4	34
Microsoft	112 1/2	112 3/8
Motorola	67 3/8	67 1/4
PepsiCo	30 1/8	30 1/8
Schering	56 1/8	56 1/2
Texas Instruments	38 5/8	38 1/2
United States Steel	11 1/4	11 1/4
US West	23 3/4	23 3/4
Verizon	28 1/4	28 1/4
Wendover	28 1/4	28 1/4

LONDRES, 3 janvier

Poursuite de la baisse

Les cours des valeurs ont continué en léger baisse jeudi au Stock Exchange de Londres. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a cédé 0,3 points, à 2 117,8, soit une baisse de 0,5 % par rapport à la clôture de la veille, dans un volume de transactions de 318,7 millions d'actions ont été échangées.

Des rumeurs selon lesquelles l'Irak se préparait à se retirer du Koweït ont renforcé les spéculations sur une issue pacifique au conflit au Moyen-Orient. En revanche, la diminution des dépenses d'investissement des entreprises britanniques et la faiblesse du marché à terme ont continué de peser sur la tendance. Un nombre de secteurs ont cédé du terrain, notamment les titres de la distribution, les électroniques et les bancaires. Les valeurs internationales, comme les Glaxo, se sont affaiblies, déprimées par la faiblesse de Wall Street et la fermeté de la livre.

FAITS ET RÉSULTATS

o Ferruzzi entre dans le capital du holding de M. Jean-Marie Vercusier. L'italien Ferruzzi est entré dans la Société centrale d'investissements (SCI), holding présidé par M. Jean-Marie Vercusier. Celui-ci a déclaré le 3 janvier que le groupe Ferruzzi (agroalimentaire, chimie) avait acquis une partie des titres SCI délaissés ce jour-là. Le montant de cette participation devrait être précisé le 7 janvier. Environ 216 000 titres SCI (soit 10,3 % du capital) ont changé de main le 3 janvier, incluant, selon M. Vercusier, la part de 4,9 % octroyée la semaine dernière par L'Air liquide et l'autorisation de la SCI. La cession des titres SCI qui avait été suspendue le 3 janvier au matin (locatable à 3 500 francs) a repris à fin d'après-midi au cours de 3 555 francs et a clôturé à 3 805 francs.

o Total reprend la distribution de gaz de France. — Total et Fina France viennent de signer un accord prévoyant la reprise par Total de la distribution de gaz (butane et propane) en France de la

PARIS, 4 janvier

La hausse se ralentit

Tandis que le capital profite des premiers rayons de soleil de 1991, la Bourse a poursuivi vendredi son ascension. Cependant, le mouvement de reprise amorcé la veille et devenu frénétique en fin de séance, a sérieusement tendu à se ralentir. La matrice avait même débordé sous quelques nuages (-0,25 %), rapidement dissipés à son tour. Vers 11 heures, le marché devait pousser une pointe à plus de 0,80 % avant de ralentir ensuite l'allure. Dans l'après-midi, l'indice CAC-40 s'établissait à 2 545,4, soit de son niveau précédent. L'effet dopant produit la veille par la proposition du président américain George Bush au président irakien Saddam Hussein de convoquer une réunion de la dernière chance en Somalie entre les 7 et 9 janvier prochains, a continué de susciter, mais, toutefois, en s'atténuant.

Cela étant, les acheteurs enregistrés restent toujours des maîtres. La veille, malgré la flambée de hausses, les transactions sur le marché à règlement manuel avaient péniblement atteint 1 088 millions de F. Une mesure à l'attention des spéculateurs n'en attendait pas moins pas avant pour la séance de vendredi. Dans l'immédiat, ce sont toujours les vendeurs à découvrir, qui acquiescent le papier dont ils ont besoin pour honorer leurs contrats. Les investisseurs à moyen et long terme ne se hasardent toujours pas à reprendre des positions. Le coup en plus attendait sous les tentes la publication des derniers chiffres du chômage américain pour savoir si la conjoncture n'est pas le phénomène récessionniste aux États-Unis enfin reconnu la veille par la Maison Blanche.

Le repêchage d'une fois de plus décliné, pour grimper à 47,3F (+14F), son niveau le plus élevé depuis le 24 novembre 1989. Les échanges ont porté sur 10 000 pièces contre 8 600 la veille.

TOKYO, 4 janvier

Raffermissement

Après la semaine de chômage que l'on a eue récemment à cheval sur la fin d'une année et le début de la suivante, la Bourse de Tokyo a rouvert ses portes vendredi. Mais il n'y a eu, comme à l'habitude, que des échanges faibles. Pour la perspective, même très floue, d'une solution négociée à la crise du Golfe, également par la baisse des prix du pétrole, le raffermissement du yen et, surtout, la hausse du marché obligataire, la pièce riposte s'est enflammée. En clôture de cette courte journée, l'indice Nikkei s'établissait à 24 089,18 avec un gain de 220,47 points (+0,9 %).

Mais les investisseurs ne se sont pas précipités, comme on le craignait, à racheter les titres de la Bourse. Le niveau très bas des transactions, avec seulement 150 millions de titres échangés, contre 192,7 millions la veille, a renforcé la tendance à la baisse. Les échanges ont porté sur 10 000 pièces contre 8 600 la veille.

VALEURS	Cours de 28 déc.	Cours de 4 janv.
Alcoa	58	57 1/2
Amgen	24 1/2	24 1/2
Boeing	44 7/8	44 3/4
Chrysler	10 1/8	10 1/8
Eastman Kodak	10 1/8	10 1/8
Exxon	41 1/4	41
General Electric	34 1/4	34
IBM	26 1/4	26 1/4
Johnson & Johnson	56 3/8	55 1/4
Merck	34 1/4	34
Microsoft	112 1/2	112 3/8
Motorola	67 3/8	67 1/4
PepsiCo	30 1/8	30 1/8
Schering	56 1/8	56 1/2
Texas Instruments	38 5/8	38 1/2
United States Steel	11 1/4	11 1/4
US West	23 3/4	23 3/4
Verizon	28 1/4	28 1/4
Wendover	28 1/4	28 1/4

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4
Amgen	24 1/2	24 1/2	Boeing	44 7/8	44 3/4

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 3 janv. 1991

Nombre de contrats : 17 144.

VALEURS	PRIX exercice	Max. dernier	Min. dernier	Max. dernier	Min. dernier
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19
Boeing	400	13,85	13	15	19

MATIF

Notation 10 % - Cotation en pourcentage du 3 janv. 1991

Nombre de contrats : 59 591.

COURS	May 91	Jun 91	Sept 91
Dernier	100,08	100,04	100,24
Précédent	100,12	100,16	100,28

Options sur notation

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
100	1,50	2,04
100	0,90	1,48

INDICES

BOURSES

CHANGES	Dollar : 5,0695 F
Dollar	5,0695
Mark	1,3615
Yen	163,15
Franc suisse	2,2065
Coréan	207,15
Indonésien	1 538,15
Malaisien	2 266,15
Philippin	130,15
Singapourien	1 366,15
Thaïlandais	24,15
Indonésien	1 538,15
Malaisien	2 266,15
Philippin	130,15
Singapourien	1 366,15
Thaïlandais	24,15

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN AN	UN MOIS	UN AN	UN MOIS
\$ E.U.	5,0755	5,0775	112	112
DM	3,3090	3,3134	55	55
Yen	163,15	163,15	163	163
Franc suisse	2,2065	2,2065	2,2065	2,2065
Coréan	207,15	207,15	207,15	207,15
Indonésien	1 538,15	1 538,15	1 538,15	1 538,15
Malaisien	2 266,15	2 266,15	2 266,15	2 266,15
Philippin	130,15	130,15	130,15	130,15
Singapourien	1 366,15	1 366,15	1 366,15	1 366,15
Thaïlandais	24,15	24,15	24,15	24,15

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	7 3/8	7 1/4	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/4	7 1/8
Yen	163,15	163,15	163,15	163,15	163,15	163,15	163,15
Franc suisse	2,2065	2,2065	2,2065	2,2065	2,2065	2,2065	2,2065
Coréan	207,15	207,15	207,15	207,15	207,15	207,15	207,15
Indonésien	1 538,15	1 538,15	1 538,15	1 538,15	1 538,15	1 538,15	1 538,15
Malaisien	2 266,15	2 266,15	2 266,15	2 266,15	2 266,15	2 266,15	2 266,15
Philippin	130,15	130,15	130,15	130,15	130,15	130,15	130,15
Singapourien	1 366,15	1 366,15	1 366,15	1 366,15	1 366,15	1 366,15	1 366,15
Thaïlandais	24,15	24,15	24,15	24,15	24,15	24,15	24,15

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de méthode par une grande banque de la place.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
à Les rédacteurs du Monde
à Association Hubert-Breuve-Méry
Société anonyme
du Monde
Le Monde-Entreprises
M. André Fontaine, gérant.

Imprimeur
de "Le Monde"
12, rue M. Gaudin
94511 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et bandes du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs annuelles-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde-RIL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 4 janvier

Pierre Despas

Président des hôtels

Première Classe.

Lundi 7 janvier

Louis Gennes

Président des hôtels

Première Classe.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 JANVIER

Règlement mensuel

Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
3670	CALTEX	3680	3610	3620	+0.11	Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Composants	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
3680	DUP L.P.T.	3690	3620	3630	+0.02	3690	3620	3630	3640	3650	+0.02	3700	3620	3630	3640	3650	+0.02
3690	CLYDEX T.P.	3700	3630	3640	+0.02	3700	3640	3650	3660	3670	+0.02	3710	3640	3650	3660	3670	+0.02
3700	Summit T.P.	3710	3640	3650	+0.02	3710	3650	3660	3670	3680	+0.02	3720	3650	3660	3670	3680	+0.02
3710	Summit T.P.	3720	3650	3660	+0.02	3720	3660	3670	3680	3690	+0.02	3730	3660	3670	3680	3690	+0.02
3720	Summit T.P.	3730	3660	3670	+0.02	3730	3670	3680	3690	3700	+0.02	3740	3670	3680	3690	3700	+0.02
3730	Summit T.P.	3740	3670	3680	+0.02	3740	3680	3690	3700	3710	+0.02	3750	3680	3690	3700	3710	+0.02
3740	Summit T.P.	3750	3680	3690	+0.02	3750	3690	3700	3710	3720	+0.02	3760	3690	3700	3710	3720	+0.02
3750	Summit T.P.	3760	3690	3700	+0.02	3760	3700	3710	3720	3730	+0.02	3770	3700	3710	3720	3730	+0.02
3760	Summit T.P.	3770	3700	3710	+0.02	3770	3710	3720	3730	3740	+0.02	3780	3710	3720	3730	3740	+0.02
3770	Summit T.P.	3780	3710	3720	+0.02	3780	3720	3730	3740	3750	+0.02	3790	3720	3730	3740	3750	+0.02
3780	Summit T.P.	3790	3720	3730	+0.02	3790	3730	3740	3750	3760	+0.02	3800	3730	3740	3750	3760	+0.02
3790	Summit T.P.	3800	3730	3740	+0.02	3800	3740	3750	3760	3770	+0.02	3810	3740	3750	3760	3770	+0.02
3800	Summit T.P.	3810	3740	3750	+0.02	3810	3750	3760	3770	3780	+0.02	3820	3750	3760	3770	3780	+0.02
3810	Summit T.P.	3820	3750	3760	+0.02	3820	3760	3770	3780	3790	+0.02	3830	3760	3770	3780	3790	+0.02
3820	Summit T.P.	3830	3760	3770	+0.02	3830	3770	3780	3790	3800	+0.02	3840	3770	3780	3790	3800	+0.02
3830	Summit T.P.	3840	3770	3780	+0.02	3840	3780	3790	3800	3810	+0.02	3850	3780	3790	3800	3810	+0.02
3840	Summit T.P.	3850	3780	3790	+0.02	3850	3790	3800	3810	3820	+0.02	3860	3790	3800	3810	3820	+0.02
3850	Summit T.P.	3860	3790	3800	+0.02	3860	3800	3810	3820	3830	+0.02	3870	3800	3810	3820	3830	+0.02
3860	Summit T.P.	3870	3800	3810	+0.02	3870	3810	3820	3830	3840	+0.02	3880	3810	3820	3830	3840	+0.02
3870	Summit T.P.	3880	3810	3820	+0.02	3880	3820	3830	3840	3850	+0.02	3890	3820	3830	3840	3850	+0.02
3880	Summit T.P.	3890	3820	3830	+0.02	3890	3830	3840	3850	3860	+0.02	3900	3830	3840	3850	3860	+0.02
3890	Summit T.P.	3900	3830	3840	+0.02	3900	3840	3850	3860	3870	+0.02	3910	3840	3850	3860	3870	+0.02
3900	Summit T.P.	3910	3840	3850	+0.02	3910	3850	3860	3870	3880	+0.02	3920	3850	3860	3870	3880	+0.02
3910	Summit T.P.	3920	3850	3860	+0.02	3920	3860	3870	3880	3890	+0.02	3930	3860	3870	3880	3890	+0.02
3920	Summit T.P.	3930	3860	3870	+0.02	3930	3870	3880	3890	3900	+0.02	3940	3870	3880	3890	3900	+0.02
3930	Summit T.P.	3940	3870	3880	+0.02	3940	3880	3890	3900	3910	+0.02	3950	3880	3890	3900	3910	+0.02
3940	Summit T.P.	3950	3880	3890	+0.02	3950	3890	3900	3910	3920	+0.02	3960	3890	3900	3910	3920	+0.02
3950	Summit T.P.	3960	3890	3900	+0.02	3960	3900	3910	3920	3930	+0.02	3970	3900	3910	3920	3930	+0.02
3960	Summit T.P.	3970	3900	3910	+0.02	3970	3910	3920	3930	3940	+0.02	3980	3910	3920	3930	3940	+0.02
3970	Summit T.P.	3980	3910	3920	+0.02	3980	3920	3930	3940	3950	+0.02	3990	3920	3930	3940	3950	+0.02
3980	Summit T.P.	3990	3920	3930	+0.02	3990	3930	3940	3950	3960	+0.02	4000	3930	3940	3950	3960	+0.02
3990	Summit T.P.	4000	3930	3940	+0.02	4000	3940	3950	3960	3970	+0.02						

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp. Ete 5,9577	115 50	5 44	Colting	256	256	Magnat	800	800	A.E.S.	790	780
Emp. Ete 7,9476	99 95	4 72	Copax	274	285	Unid. Delays	300	300	Asian W. Sion	22	224
10,00% 7,9476	101 35	3 81	Copax	809	494	.....	118	120	Asian W. Sion	22	224
Emp. Ete 12,2589	100 11	5 17	Cr. Ind. Alab	3770	3657	.....	220	215 40	Asian W. Sion	22	224
Emp. Ete 10,9522	100 01	15 45	Cr. Ind. Alab	367	395 50	.....	282	282	Asian W. Sion	22	224
Emp. Ete 14,18 1/2	100 59	12 68	Cr. Ind. Alab	730	715	.....	249	1008	Asian W. Sion	22	224
Emp. Ete 13,4533	103 40	0 51	Cr. Ind. Alab	532	617	.....	676	.....	Asian W. Sion	22	224
Emp. Ete 12,25 3/4	105 10	2 84	Cr. Ind. Alab	116	116	.....	900	.....	Asian W. Sion	22	224
Emp. Ete 11% 1/2	105 25	6 55	Cr. Ind. Alab	1591	1591	.....	185 50	.....	Asian W. Sion	22	224
10,20% sans RL	100 38	5 37	Cr. Ind. Alab	1855	1395	.....	660	670	Asian W. Sion	22	224
OAT 9% 5/2000	100 60	0 68	Cr. Ind. Alab	4200	4200	.....	282	275	Asian W. Sion	22	224
OAT 9% 12/1989	100 40	0 59	Cr. Ind. Alab	1040	1025	.....	541	.....	Asian W. Sion	22	224
OAT 9% 1/1986	99 18	0 90	Cr. Ind. Alab	2383	2405	.....	1800	1010	Asian W. Sion	22	224
PTT 11,2% 85	102 30	1 10	Cr. Ind. Alab	956	940	.....	230	255	Asian W. Sion	22	224
CFI 10,50% 85	97 20	0 88	Cr. Ind. Alab	219 40	.....	.....	701	.....	Asian W. Sion	22	224
CNE Paris 5 000F	99 70	0 08	Cr. Ind. Alab	714	.....	.....	1220	1180	Asian W. Sion	22	224
CNE Paris 5 000F	102 08	0 08	Cr. Ind. Alab	320	318	.....	465	852	Asian W. Sion	22	224
CNE Sans 5 000F	101 20	0 08	Cr. Ind. Alab	500	.....	.....	110 20	113 40	Asian W. Sion	22	224
OAT 11,5% 85	99 77	0 08	Cr. Ind. Alab	4030	.....	.....	250	242 50	Asian W. Sion	22	224
CA 11,02 5 000F	99 10	0 08	Cr. Ind. Alab	1360	1421	.....	830	.....	Asian W. Sion	22	224
OAT 0 1/2 85	50 10	0 13	Cr. Ind. Alab	20	20	.....	258	268	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 40-85	101 95	0 03	Cr. Ind. Alab	240	240	.....	308	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	128 50	128 50	.....	343	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	1675	1700	.....	782	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	605	615	.....	210 10	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	778	778	.....	128	146 60	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	485	485	.....	625	625	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	662	662	.....	65 70	66 60	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	648	648	.....	170	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	1120	1151	.....	790	788	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	2520	.....	.....	318	315	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	810	810	.....	180	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	473	257 80	.....	280	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	501	501	.....	280	280	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	401 50	402 10	.....	238 70	238 70	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	274	274	.....	238 40	238 40	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	1460	1460	.....	431	451	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	1352	1352	.....	839	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	496	496	.....	1175	1175	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	351	351	.....	1216	71 16	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	5270	5100	.....	164	164	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	370	380	.....	795	781	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	4111	4111	.....	435	421	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	3091	3091	.....	705	705	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	125	125	.....	228 80	321	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	380	380	.....	850	850	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	1803	1803	.....	372	372	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	282	282	.....	783	783	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	461	461	.....	282	270 70	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	240	240 20	.....	938	938	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	635	645	.....	2050	.....	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	3440	3337	.....	320	322	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	7630	.....	.....	1800	1838	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	32	30	.....	146	151 80	Asian W. Sion	22	224
CA 10,50% 35 100	988	.....	Cr. Ind. Alab	149	140	.....	300	.....	Asian W. Sion	22	224
Actions						Hors-cote					
Agache Jan 1/1	793	.....	Grds Moulin Paris	1460	1460	Sofia	431	451	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	1255	1230	Groupe Viciosa	1352	1352	Sofia	839	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	847	850	G.T.T. (Transport)	496	496	Sofia	1175	1175	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	872	880	Immoval	351	351	Sofia	1216	71 16	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	570	.....	Immoval	5270	5100	Sofia	164	164	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	320	225	Immoval	370	380	Sofia	795	781	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	3600	3650	Immoval	4111	4111	Sofia	435	421	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	750	.....	Immoval	3091	3091	Sofia	705	705	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	10 50	72 30	Immoval	125	125	Sofia	228 80	321	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	577	577	Immoval	380	380	Sofia	850	850	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	859	859	Immoval	1803	1803	Sofia	372	372	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	7 20	7 704	Immoval	282	282	Sofia	783	783	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	360	.....	Immoval	461	461	Sofia	282	270 70	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	490	490	Immoval	240	240 20	Sofia	938	938	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	73 10	81 40	Immoval	635	645	Sofia	2050	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	133	.....	Immoval	3440	3337	Sofia	320	322	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	148	150	Immoval	7630	.....	Sofia	1800	1838	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	717	704	Immoval	32	30	Sofia	146	151 80	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	2605	.....	Immoval	149	140	Sofia	300	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Actions						Hors-cote					
Agache Jan 1/1	793	.....	Grds Moulin Paris	1460	1460	Sofia	431	451	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	1255	1230	Groupe Viciosa	1352	1352	Sofia	839	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	847	850	G.T.T. (Transport)	496	496	Sofia	1175	1175	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	872	880	Immoval	351	351	Sofia	1216	71 16	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	570	.....	Immoval	5270	5100	Sofia	164	164	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	320	225	Immoval	370	380	Sofia	795	781	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	3600	3650	Immoval	4111	4111	Sofia	435	421	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	750	.....	Immoval	3091	3091	Sofia	705	705	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	10 50	72 30	Immoval	125	125	Sofia	228 80	321	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	577	577	Immoval	380	380	Sofia	850	850	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	859	859	Immoval	1803	1803	Sofia	372	372	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	7 20	7 704	Immoval	282	282	Sofia	783	783	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	360	.....	Immoval	461	461	Sofia	282	270 70	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	490	490	Immoval	240	240 20	Sofia	938	938	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	73 10	81 40	Immoval	635	645	Sofia	2050	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	133	.....	Immoval	3440	3337	Sofia	320	322	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	148	150	Immoval	7630	.....	Sofia	1800	1838	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	717	704	Immoval	32	30	Sofia	146	151 80	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	2605	.....	Immoval	149	140	Sofia	300	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Actions						Hors-cote					
Agache Jan 1/1	793	.....	Grds Moulin Paris	1460	1460	Sofia	431	451	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	1255	1230	Groupe Viciosa	1352	1352	Sofia	839	.....	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	847	850	G.T.T. (Transport)	496	496	Sofia	1175	1175	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	872	880	Immoval	351	351	Sofia	1216	71 16	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	570	.....	Immoval	5270	5100	Sofia	164	164	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	320	225	Immoval	370	380	Sofia	795	781	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	3600	3650	Immoval	4111	4111	Sofia	435	421	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	750	.....	Immoval	3091	3091	Sofia	705	705	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	10 50	72 30	Immoval	125	125	Sofia	228 80	321	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	577	577	Immoval	380	380	Sofia	850	850	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	859	859	Immoval	1803	1803	Sofia	372	372	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	7 20	7 704	Immoval	282	282	Sofia	783	783	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	360	.....	Immoval	461	461	Sofia	282	270 70	Agache Jan 1/1	793	.....
Agache Jan 1/1	490	490	Immoval	240	240 20	Sofia	938	938	Agache Jan 1		

SICAV (sélection)

VALEURS	Rechet net Fr/s Inc.	VALEURS	Emission Fr/s Inc.	Rechet net Fr/s Inc.	VALEURS	Emission Fr/s Inc.	Rechet net Fr/s Inc.	
A.A.A.	336 05	912 24	Front-Assurance	31 37	31 37	Pharmax Pharm.	5771 14	5769 92
Acclion	101 89	156 04	Front-Comp.	35 39	35 39	Habitat	115 82	112 54
Agroparc	680 79	651 47	Front-Comp.	125008 38	125008 50	Prom Gestion	57650 89	57650 89
Agroprom	7149 81	7149 81	Front-Comp.	231 93	228 21	Promex Indus	11039 31	11029 28
Agrochimie	106 87	106 87	Front-Comp.	28 82	28 21	Pro. Export	930 07	930 07
AGI Aéro et CP	457 44	457 44	Front-Comp.	71 02	71 02	Promex	5201 19	5201 19
AGI	564 38	540 93	Front-Comp.	25 97	25 91	Promex-Ver	1010 94	994 57
A.G.F. MOO	1037 87	1007 63	Front-Comp.	2082 05	10504 40	Quanz	115 17	112 36
AGI Invest	106 77	106 73	Fronting	4760 73	4760 01	Habitat	793 72	770 60
AGI Invest Sion	41 23	40 12	Fronting	1234 59	1234 59	Habitat	157 80	155 47
AGI Invest	154 10	151 17	Fronting	1260 87	1260 87	Pharmax	5201 19	5201 19
AGI Off.	108 83	108 05	Gen. Assurance	145 19	142 36	Pharmax-Ver	1102 82	1102 82
AGI Sécurité Soc.	11182 47	11183 02	Horizon	101 11	1009 01	St Honoré St-Alm.	832 81	795 14
A.G.F.I.M.D.	565 90	561 37	Interpar	10357 16	39088 89	St Honoré Gd'Com.	228 68	218 31
AMER-GR	5779 23	6586 58	Interpar	12090 30	1559 52	St Honoré Mat Phc.	181 51	172 28
AMER-GR	623 46	623 46	Interpar	405 74	405 74	St Honoré Mat Phc.	565 1	565 1
Asphaltes Court.	6326 80	6313 96	Interpar	138 28	134 25	St Honoré PHE	473 45	451 90
Asphaltes	1146 25	1146 25	Jurassic	244 93	244 91	St Honoré Rst	13202 78	13150 18
Atout Parc	322 30	314 44	Lafite Amérie	244 93	179 82	St Honoré Service	450 09	450 09
Atout Parc	1129 79	1082 02	Lafite Europe	219 06	221 64	St Honoré Techno.	688 70	654 01
Atout Parc	1541 90	1511 17	Lafite Europe	225 28	225 28	Solair	1546 86	1546 86
Averac Off.	500 49	07 50	Lafite France	298 75	286 57	Silico-GR	12246 12	12006 00
Axa Capital	145 82	139 25	Lafite Immobil.	224 01	214 88	Stander	652 69	652 45
Axa Europe	119 12	113 97	Lafite Indus	375 39	360 47	Suez Association	1635 90	1633 45
Axa Insurance	106 45	101 07	Lafite Indus	134 49	120 41	S.F.I. ex. an	599 55	595 55
Axi Ind.	82 69	82 69	Lafite Indus	107 22	105 05	Suez Indus	599 55	595 55
Axi Values PBL	111 37	106 57	Lafite Indus	316 92	300 71	S.I. Ent.	1256 64	1202 72
Capitaine	5580 95	5575 41	Lafite Indus	5880 88	555 15	Silico-GR	381 48	385 90
Capitaine	1138 43	1157 17	Leont C.T.	11121 25	11121 25	Silico	385 93	375 80
Capitaine	1198 44	1198 44	Leont C.T.	1001	808 31	Silico-GR	205 51	204 42
Capitaine	312 94	312 94	Leont C.T.	1163 03	1163 03	Silico-GR	1040 77	1040 77
Capitan Parc	27 54	27 54	Leont C.T.	25432 27	25380 80	S.I.U.	1040 77	1040 77
Capitan	150 48	131 20	Lafite Indus	46 88	833 93	Silico-GR	311	293 76
Capitaine	8179 47	0170 12	Leont C.T.	2182 42	2131 11	Silico-GR	53658 84	53055 77
Capitaine	944 23	944 23	Leont C.T.	2250 57	2250 57	Silico-GR	53658 84	53055 77
Capitan	430 57	430 57	Leont C.T.	476 15	461 31	Silico-GR	11040 77	11040 77
Capitan	1107 58	1107 58	Leont C.T.	017 34	559 36	Silico-GR	483 82	465 45
C.T.A. Phe	801 10	5011 60	Méditerranée	196 74	180 35	Silico-GR	2055 47	2050 32
Capitan	1219 08	1219 08	Méditerranée	1005 19	998 15	Silico-GR	544 47	540 47
Capitan	952 37	952 37	Méditerranée	360 32	360 32	Silico-GR	5526 57	5526 57
Capitan Invest	932 17	930 54	Mondic	5485 19	5481 43	Thomson	571 21	586 54
Capitan Sécurité	222 85	222 85	Mondic	65000 88	59500 68	Thomson	135 93	128 28
Capitan Sécurité	140 79	140 79	Mondic	54174 17	54174 17	Trider Amex	106 38	106 38
Capitan	1036 42	1036 42	Mondic	72147 12	72147 12	Trider Amex	1128 70	1115 54
Capitan	121 87	121 87	Mondic	11982 79	11982 79	Trider Amex	12246 44	12246 44
Capital Obligations	2232 91	2210 70	Mutuelle Unif. Sol.	140 54	134 18	Trider Amex	11364 81	11354 81
Capital Invest	352 40	341 19	Natio Court Trens	29448 00	29446	U.I.P.	570 47	4930 27
Capital Invest	58779 95	58779 95	Natio-Synergie	15450 95	15235 99	U.I.P. Invest	394 42	384 98
Capital Invest	3945 12	3945 12	Natio-Synergie	113 99	113 99	U.I.P. Invest	394 42	384 98
Capital Invest	2147 07	2147 07	Natio-Synergie	6836 87	6832 32	U.I.P. A.C. St.	559 43	558 35
Capital Invest	1968 93	1949 14	Natio-Synergie	113 23	102 10	U.I.P. Acad.	588	565 75
Capitan	447291 36	447291 36	Natio-Synergie	119 41	119 41	U.I.P. Acad.	204 44	197 05
Capitan	82 30	82 30	Natio-Synergie	2265 44	2265 44	U.I.P. Acad.	165 167	167 17
Capitan	510 32	510 32	Natio-Synergie	510 32	510 32	U.I.P. Acad.	121 06	110 11
Capitan	4386 11	4386 11	Natio-Synergie	127 12	124 12	U.I.P. Acad.	10034 36	10032 01
Capitan	2587 02	2587 02	Natio-Synergie	6694 66	6694 66	U.I.P. Acad.	110 02	110 02
Capitan	5280 23	5280 23	Natio-Synergie	1000 90	990 59	U.I.P. Acad.	1247 67	1217 24
Capitan	150 30	150 30	Natio-Synergie	11560 07	11560 07	U.I.P. Acad.	462 87	462 87
Capitan	1624 48	1624 48	Natio-Synergie	738 48	738 48	U.I.P. Acad.	1324 72	1322 91
Capitan	81 95	76 76	Natio-Synergie	5336 08	5130 85	U.I.P. Acad.	1293 90	1288 39
Capitan	01463 54	01463 54	Natio-Synergie	128 37	125 78	U.I.P. Acad.	2473 46	2473 46
Capitan	161 59	161 59	Natio-Synergie	128 37	127 07	U.I.P. Acad.	210 92	210 92
Capitan	130 10	100 13	Natio-Synergie	2330 07	2255 84	U.I.P. Acad.	1152 36	1154 27
Capitan	130 10	130 10	Natio-Synergie	130 10	130 10	U.I.P. Acad.	1152 36	1154 27
Capitan	12785 86	12384 44	Natio-Synergie	130 10	130 10	U.I.P. Acad.	462 87	462 87
Capitan	102 25	102 25	Natio-Synergie	114 82	114 82	U.I.P. Acad.	1089 01	1077 08
Capitan	102 25	102 25	Natio-Synergie	114 82	114 82	U.I.P. Acad.	1089 01	1077 08

Marché libre de l'or	Guy Degrenne.....	443
	Haribo Reyles Zier.....	270
	Haribo.....	267

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Selon le « New York Times »

Les États-Unis auraient l'intention de lever l'interdiction de séjour pour les séropositifs

Selon le *New York Times* du vendredi 4 janvier, le gouvernement américain aurait décidé de supprimer, à compter du 1^{er} juin, les mesures contraignantes imposées aux personnes contaminées par le virus du sida souhaitant se rendre aux États-Unis.

Le quotidien, qui cite une source autorisée, croit savoir qu'outre le sida, la syphilis, la blennorragie et la liste des maladies rendant impossible, du moins sans l'obtention d'un visa spécial, l'entrée sur le territoire américain. La nouvelle liste, qui devra être soumise à l'approbation des services d'immigration et de naturalisation et du département d'État, ne devrait donc plus comporter que la tuberculose.

La législation américaine, jugée par beaucoup comme discriminatoire, avait conduit, en juin 1990, de nombreuses institutions, asso-

ciations et gouvernements à boycotter la sixième conférence internationale sur le sida qui avait lieu à San-Francisco. Les ministres de la santé de la Communauté économique européenne avaient en particulier décidé, afin de « marquer leur volonté constante de lutter contre les discriminations », de ne pas participer à cette conférence.

Inquiet des conséquences de cette vague de protestations, le gouvernement américain avait, dans un premier temps, le 13 avril, décidé d'assouplir les mesures restrictives prises à l'égard des séropositifs. Jusqu'à présent, les personnes souhaitant assister à des conférences ou des séminaires d'affaires, scientifiques et professionnels, pouvaient obtenir un visa de dix jours sans avoir à justifier d'elles d'être séropositifs.

Cet assouplissement fut jugé insuffisant par la quasi-totalité des associations. Clôturant le congrès de San-Francisco, le docteur Lars Olof Kallings, le président de l'International AIDS Society, adressa une mise en garde solennelle aux autorités américaines : si vous n'abrogez pas la loi qui empêche les personnes séropositives de voyager librement, la huitième conférence internationale sur le sida qui doit avoir lieu en 1992, à Boston, devra malheureusement se tenir ailleurs.

Apparemment donc, le message a été reçu. Depuis plusieurs mois, le secrétaire américain à la Santé, ne cachait pas sa volonté d'abroger au plus vite cette législation. Il disait regretter l'attitude de nombreux sénateurs, et en particulier républicains, favorables à des mesures toujours plus contraignantes à l'encontre des séropositifs.

FRANCK NOUCHI

La prochaine réunion du G7 se tiendrait le 20 janvier à Washington

La prochaine réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés (groupe des Sept ou G7) devrait avoir lieu le dimanche 20 janvier à Washington, a-t-on appris de source britannique.

Les suppléants aux ministres des finances des Sept (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne et Canada) doivent auparavant se retrouver les 8 et 9 janvier à New-York pour préparer la réunion.

Le G7 devrait discuter de l'aide occidentale à l'Union soviétique, des taux d'intérêt, de la faiblesse du dollar ainsi que de la crise dans le Golfe et de son impact sur l'activité mondiale.

La France, soutenue par l'Italie, avait réclamé cette réunion en novembre dernier. Le ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait alors souligné que « les décisions arrêtées en 1987 à la réunion du Louvre et qui fixaient en gros l'évolution des parités des monnaies européennes, du yen et du dollar, sont loin derrière et qu'elles ne correspondent plus exactement à la réalité observée sur les marchés aujourd'hui ».

M. Michel Noir invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Noir, maire de Lyon, candidat à l'élection législative partielle du 27 janvier, sera l'invité de l'émission hebdomadaire du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 6 janvier, en direct de Lyon, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Noir, qui s'est démissionné de son mandat de député et du RPR, répondra aux questions d'André Passeron et de Bruno Caussé, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Robert Darranc, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Après le retrait de M. Jean-Pierre Derosé

Les Girondins de Bordeaux menacés de relégation en seconde division

BORDEAUX

de notre correspondant

L'épisode Derosé est terminé. Le challenger d'Alain Afflelou s'est retiré jeudi 3 janvier à 20 heures de la course au redressement des Girondins de Bordeaux FC. Le prétexte invoqué n'est guère convaincant : les dégraisages de personnel nécessaires à l'assainissement du club auraient coûté 56 millions de francs. « Mes sponsors ont voulu d'abord consacrer 24 millions de francs », affirme M. Derosé. Ils ne suivent pas. Je me retire. Il n'a pas cité d'autres chiffres ni de noms. Il n'a pas donné d'indications sur la méthode qui aurait permis, selon lui, de « payer les dettes, éviter le défilé de bilan et assurer le financement du club jusqu'en juillet 1991 ».

En revanche, M. Jacques Chaban-Delmas s'est montré beaucoup plus explicite que dans son communiqué laconique du 2 janvier, où il se contentait de « prendre acte » du pleo Derosé. « J'ai reçu mercredi Jean-Pierre Derosé et deux personnes qui veulent garder l'anonymat, nous a-t-il indiqué le maître de Bordeaux. Ils ont des idées très originales mais tout cela ressemble comme un château de cartes. C'était une formule beaucoup trop légère. Ces gens n'avaient pas, à beaucoup près, l'argent nécessaire. » Pourquoi, dans ce cas, ne pas avoir publié cette analyse dès le 2 janvier ? « Je ne voulais pas troubler le jeu », répond Jacques

Chaban-Delmas. Ce n'est pas le maire de Bordeaux qui va choisir le reprenneur des Girondins de Bordeaux FC. Je n'étais pas fâché en outre d'avoir créé une concurrence. M. Derosé n'a pas pu dire à M. Afflelou plus qu'il ne m'en avait dit à moi-même. La situation s'est éclaircie. J'attends désormais du reprenneur un état précis de son plan et de ses demandes. La municipalité continuera d'accorder son soutien financier mais je désire une situation dans laquelle les fonds privés soient prédominants ».

Le défilé de bilan repoussé à l'extrême est donc plus que jamais à l'ordre du jour, assorti de la menace de relégation de l'équipe de football en deuxième division. L'entourage de M. Afflelou ne conteste pas cette évidence. Le vice-président du club, M. Jean-Didier Laoge, déclare : « Nous envisageons cependant de tenter un dernier barrage d'honneur auprès des créanciers. Pendant une quinzaine de jours, nous allons essayer de retarder l'échéance. » De son côté, le maire de Bordeaux réplique que le club doit « demeurer une place forte du football ».

En cas de défilé de bilan, il semble désormais tabler sur une intervention du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports auprès du Conseil d'État pour obtenir une révision du règlement de la Ligue institutionnelle de football et le maintien des Girondins de Bordeaux FC en première division.

GINETTE DE MATHA

Le troisième Rallye Paris-Dakar

L'entrée en piste de Jacky Ickx

Le Belge Jacky Ickx, sur Citroën ZX, a remporté, le jeudi 3 janvier, la première spéciale du Rallye Paris-Dakar entre Ghardamès et Idri (Libye).

IDRI

de notre envoyé spécial

Le froid était au rendez-vous. Dans la nuit du 2 au 3 janvier, il a agité les concurrents qui bivouaquent près de l'aéroport de Ghardamès. Le rallye est entré dans le désert, et ce dernier se montre sous son jour le moins favorable. Pourtant la piste semble belle vue du ciel. Une succession de falaises noires, creusées par le vent, dessinent un paysage lunaire.

Soudain une fumée apparaît à l'horizon. Une traînée blanche court sur le sable. Rapidement un point sombre, à l'origine de ce phénomène, grossit. Une forme jaune vient troubler la tranquillité des lieux, apporte le mouvement dans un monde qui semble figé depuis l'éternité. Quelques coups de roues se succèdent de rattraper la Citroën du Finlandais Ari Vatanen. La voiture saute sur les dénivellations de terrain. Des coups de volant rapides lui font éviter les trous les plus profonds. Le pilote engage son engin dans une pente qui conduit à une petite cavité, et là, surprise, la voiture ralentit. Comme un gros insecte pris dans un filet, elle vient se heurter à la base des falaises, avant de faire demi-tour pour tenter sa chance quelques centaines de mètres plus loin.

Ari Vatanen, le champion des précédentes éditions, est pris au piège d'une nasse. Une erreur de navigation qui coûte plusieurs minutes au pilote.

Le leader de l'écurie Citroën n'a fait qu'un faux pas, d'autres pilotes ont été bien plus malchanceux. Les crevaisons se sont succédés sur les pneus adhérents et les ennemis mécaniques ont immobilisé nombre de concurrents. A l'image de Patrick Tambay qui, une vingtaine de kilomètres après le départ de Ghardamès, a perdu la roue avant droite de sa

Lada et a dû attendre près de deux heures l'arrivée de son camion d'assistance pour réparer. Malchance aussi pour un autre pilote de l'écurie Lada, Hubert Auriol, victime d'une panne d'embrayage. « J'ai roulé sur des cailloux, raconte-t-il, et cela me plait. Mais quand on a déjà fait le rallye sur deux roues motrices on peut se sortir de ce mauvais pas ».

Cette étape du jeudi 3 janvier est en effet un peu spéciale. Les concurrents doivent garer leurs véhicules dans un parc fermé où toute assistance est formellement interdite. Le rallye se trouve, pour une fois, scindé en deux. Les mécaniciens et les responsables d'équipe se tiennent sur l'aéroport de Ghardamès, cinq cents kilomètres plus au sud, alors que les concurrents bivouaquent à proximité de la palmeraie d'Idri. Une initiative de Gilbert Sabine, afin de donner une chance supplémentaire aux concurrents privés.

Malheureusement pour eux, ces candidats du bas du classement sont aussi ceux qui ont eu le plus de mal à trouver le bon chemin. Dans la nuit étoilée mais froide, ils se succèdent au contrôle d'arrivée, les vêtements couverts de sable, les visages marqués par l'épreuve. Le passage d'un camion a été bloqué dans un accident. Cette première spéciale de 604 kilomètres sera finalement remportée par Jacky Ickx sur sa Citroën ZX.

SERGE BOLLOCH

Votre plaisir grimpé quand nos prix baissent, alors JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS SOLDES DE LA MODE!

LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks réduits, le chic des dessins et des couleurs. LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises! AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. DES SPLENDREURS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

J'y vais

BON, allez, c'est décidé, j'y vais, moi, à Bagdad. Non, c'est vrai, il est nul, ces mec, ils s'affolent à l'idée de devoir se battre contre ce pauvre chéri de Saddam. Ils menacent et ils supplient : Arrête-moi ou je tape! Le petit roi de Jordanie fait du porte-à-porte : Soutenez à ma pétition pour la paix dans le Golfe. Le président des Douze, un Luxembourgeois, comment il s'appelle déjà... Poos, c'est ça, boucle son sac de voyage.

Vauzelle s'envole dans un grand bruissement d'ailes. A peine il débarque, il descend de la passerelle, son attaché-case sous le bras, qu'il se prend une énorme claque : Vous voulez voir Saddam? Il a d'autres chats à fouetter, figurez-vous. Bush se couche encore un coup, il se roule à ses pieds : Soyez gentil, expédiez Tarek Aziz prendre un pot à Lausanne avec Baker. Quand? Quand vous voudrez. Le 7 ou le 8 ou le 9 ou le 10 janvier, même le 11 au soir, ça m'est égal du moment que c'est avant le 12.

Et Perez de Cuellar qui supplie ceux qui ont une quelconque

influence de l'exercer. Dépêchez-vous, faites quelque chose! Alors, bon, je me dévoue. J'ai prévenu Arafat. Il est fou de joie. Il attendait que ça, un émissaire, un vrai, diplomate et tout. Moi, je sais comment il faut le prendre, Saddam. Cartes sur table :

— Écoute, mon grand, Israël, on te l'abandonne, les Palestiniens, on te les donne, le Koweït, on te le laisse, tes armes chimiques et ta bombinette avec. Suffit que t'y mettes un peu du tien. Tu te fends d'une déclaration lue à la télé par ton homme-tronc attitré. Tu te dis prêt à faire d'énormes concessions, simplement tu es besoin d'un délai pour préparer le terrain et retourner ton opinion. Tu le fixes au 20 février, mentions. Bush sera ravi, il demande que ça, un succès. Et la veille de la date fatidique t'es victime d'un attentat bidon fomenté par tes officiers. Révolution de palais en perspective. Tu me suis?

— Oui, mais jusqu'où?

— Jusqu'en 31 mars à midi, heures à laquelle tes bonnes résolutions retomberont en poussière dans l'insupportable fournaise des sables du désert.

Qui c'est qui en a sous les bigoudes? C'est Bibi.

L'affaire des Irlandais de Vincennes

Le préfet Prouteau est renvoyé devant le tribunal correctionnel

M. Alain Verheine, magistrat instructeur chargé du dossier des Irlandais de Vincennes, a signé une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, du préfet Christian Prouteau, du lieutenant-colonel Jean-Michel Beut et de son adjoint le major José Windels. Ces trois hommes sont inculpés de subornation de témoins dans une affaire qui remonte au 28 août 1982.

Ce jour-là, trois Irlandais membres de l'Irish Republican Socialist Party étaient interpellés à Vincennes par des membres du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) commandé par le capitaine Paul Barril. Rapidement, la presse révélait que cette opération avait été menée en paix de graves irrégularités, qui conduisaient à l'annulation de la procédure concernant les trois Irlandais. Inculpé le 24 août 1983 pour avoir camouflé les irrégularités de procédure, M. Beut avait mis en cause la responsabilité de M. Prouteau, chef de la cellule antiterroriste de l'Élysée, en expliquant qu'il avait agi sous ses ordres. Inculpé à son tour

le 29 octobre 1987 pour complicité de subornation de témoins, le préfet Prouteau avait choisi M. Georges Kiegan comme défenseur.

Le 7 novembre 1985, deux autres informations judiciaires avaient été confiées à M. Verheine, après les accusations portées par M. Bernard Jégat, informateur de M. Barril dans cette affaire. Selon ce dernier, inculpé de détournement d'armes et d'explosifs, les pièces à conviction saisies à Vincennes avaient été apportées par M. Barril pour constituer des fausses preuves. Mais le capitaine Barril n'avait pas été inculpé à la suite de ces accusations. Le mystère en cause.

Depuis la parution de son livre en 1987, *L'Honneur d'un gendarme*, M. Beut a réaffirmé que la justice suivait son cours dans ces différents dossiers. Après le renvoi de M. Beut, Prouteau et Windels devant un tribunal correctionnel, le dossier des Irlandais de Vincennes est désormais, huit ans après les faits, limité à une affaire de subornation de témoins.

E. In.

EN BREF

o Suicide d'un détenu à la prison de Fresnes. — Un détenu du centre pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne) s'est suicidé dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier en absorbant des barbituriques. Serge Fournier, cinquante-huit ans, condamné à perpétuité pour meurtre, avait été placé au centre national d'orientation de la prison de Fresnes et devait prochainement être envoyé dans un autre centre pénitentiaire.

o Mort, à cent dix-sept ans, de l'ancien de France. — Le doyen des Français, M. Théoharctès Tsarou, est décédé dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 janvier à Rafina (les Îles Soudanaises), à 220 kilomètres au nord-ouest de Tahiti, dans sa cent dix-huitième année. Un « certificat de vie », délivré récemment par le maire de sa commune, assure que ce Polynésien est né le 14 juin 1873 à Tumara, dans l'île de Raiatea. — (AFP.)



samedi 5, lundi 7 et jours suivants

SOLDES

costumes, vestes, pardessus, parkas, chemises, pulls, cravates, vêtements de peau grès Amant, Cerdin, Dior, Louis Feraud, de Fursac, etc.

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

L'ESSENTIEL

DÉBATS

L'année 1990, par Plantu..... 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe..... 3 et 4

Budget soviétique..... 5

Moscou est parvenu à un accord avec les quinze Républiques.... 5

La neutralité de la Finlande..... 6

Helsinki juge dépassée certains de ses accords avec l'URSS.... 6

La guerre civile en Somalie..... 6

La France en Italie se prépare à évacuer les ressortissants étrangers..... 6

POLITIQUE

La situation en Corse..... 8 et 9

Le gouvernement veut affirmer davantage l'autorité de l'État sur la région..... 8 et 9

Le calendrier électoral..... 10

CULTURE

« L'Ours blanc » de Daniel Barenboim..... 11

Des émigrants en route vers les États-Unis..... 11

« L'Oreille » de Karel Kachina..... 11

Tourné à Prague en 1969, le film de Kachina est enfin distribué..... 11

SANS VISAS

« La Réunion sur ses hautes terres » Coup d'œil : Lunica à Tribord : Découverte : Sibérien trans-trefic : Tabla : choucroutes et petits fours..... 13 à 18

ÉCONOMIE

La bataille des pompistes..... 21

Le boycottage des chèques est suspendu..... 21

Ventes d'automobiles en baisse..... 21

Marché du travail..... 22

79 % des jeunes trouvent un emploi à durée déterminée..... 22

Services

Abonnements..... 24

Annuaire classés..... 22

Carnet..... 20

Jour..... 20

Loto..... 20

Marchés financiers..... 24-25

Météorologie..... 20

Radio-Télévision..... 19

Philatélie..... 23

Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 décembre 1991 a été tiré à 502 148 exemplaires.